



# Le Moniteur

Paraissant  
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Directeur  
Henry Robert MARC-CHARLES  
Major Forces Armées d'Haiti

142<sup>e</sup>me Année No. 36

PORT-AU-PRINCE

Mardi 28 Avril 1987

## NUMERO EXTRAORDINAIRE

### SOMMAIRE

\* Constitution de la République d'Haiti 1987.

LIBERTE EGALITE FRATERNITE  
REPUBLIQUE D'HAITI

## CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

### PREAMBULE

Le Peuple Haitien proclame la présente Constitution:

- Pour garantir ses droits inaliénables et imprescriptibles à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur; conformément à son Acte d'Indépendance de 1804 et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Pour constituer une nation haïtienne socialement juste, économiquement libre et politiquement indépendante.

- Pour rétablir un Etat stable et fort, capable de protéger les valeurs, les traditions, la souveraineté, l'indépendance et la vision nationale.

- Pour implanter la démocratie qui implique le pluralisme idéologique et l'alternance politique et affirmer les droits inviolables du Peuple Haïtien.

- Pour fortifier l'unité nationale, en éliminant toutes discriminations entre les populations des villes et des campagnes, par l'acceptation de la communauté de langues et de culture et par la reconnaissance du droit au progrès, à l'information, à l'éducation, à la santé, au travail et au loisir pour tous les citoyens.

- Pour assurer la séparation, et la répartition harmonieuse des Pouvoirs de l'Etat au service des intérêts fondamentaux et prioritaires de la Nation.

- Pour instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés fondamentales et le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective.

## CONSTITUTION DE 1987

## TITRE I

DE LA REPUBLIQUE D'HAITI  
SON EMBLEME -- SES SYMBOLES

## CHAPITRE I

## DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Article premier: Haiti est une République, indivisible, souveraine, indépendante coopératiste, libre, démocratique et sociale.

Article premier-1: La Ville de Port-au-Prince est sa capitale et le siège de son gouvernement. Ce siège peut être déplacé en cas de force majeure.

Article 2: Les couleurs nationales sont : le bleu et le rouge.

Article 3: L'emblème de la Nation Haitienne est le Drapeau qui répond à la description suivante:

a) deux (2) bandes d'étoffe d'égales dimensions: l'une bleue en haut, l'autre rouge en bas, placées horizontalement;

b) Au centre, sur un carré d'étoffe blanche, sont disposées les Armes de la République;

c) Les Armes de la République sont: le Palmiste surmonté du Bonnet de la Liberté et ombrageant de ses Palmes, un Trophée d'Armes avec la Légende:

L'UNION FAIT LA FORCE.

Article 4: La devise nationale est: Liberté - Egalité - Fraternité.

Article 4-1: L'Hymne National est : La Dessalinienne.

Article 5: Tous les Haitiens sont unis par une Langue commune: Le Créole.

Le Créole et le Français sont les langues officielles de la République.

Article 6: L'Unité Monétaire est: La Gourde. Elle est divisée en: centimes.

Article 7.- Le culte de la personnalité est formellement interdit. Les effigies, les noms de personnages vivants ne peuvent figurer sur la monnaie, les timbres, les vignettes. Il en est de même pour les bâtiments publics, les rues et les ouvrages d'art.

Article 7-1: L'utilisation d'effigie de personne décédée doit obtenir l'approbation du Corps Législatif.

## CHAPITRE II

## DU TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Article 8: Le Territoire de la République d'Haiti comprend: a) la partie occidentale de l'Ile d'Haiti ainsi que les îles adjacentes: La Gonâve, La Tortue, l'Ile à Vache, les Cayemittes, la Navase, la Grande Caye et les autres îles de la mer territoriale;

Il est limité à l'Est par la République Dominicaine, au Nord par l'Océan Atlantique, au Sud et à l'Ouest par la mer des Caraïbes ou mer des Antilles;

- b) La mer territoriale et la zone économique exclusive;
- c) Le milieu aérien surplombant la partie Terrestre et Maritime.

Article 8-1: Le territoire de la République d'Haiti est inviolable et ne peut être aliéné ni en tout, ni en partie par aucun Traité ou Convention.

Article 9: Le Territoire de la République est divisé et subdivisé en Départements, Arrondissements, Communes, Quartiers et Sections Communales.

Article 9-1: La Loi détermine le nombre, les limites de ces divisions et subdivisions et en règle l'organisation et le fonctionnement.

## TITRE II

### DE LA NATIONALITE HAITIENNE

Article 10: Les règles relatives à la Nationalité Haitienne sont déterminées par la Loi.

Article 11: Possède la Nationalité Haitienne d'origine, tout individu né d'un père haitien ou d'une mère haitienne qui eux-mêmes sont nés Haitiens et n'avaient jamais renoncé à leur nationalité au moment de la naissance.

Article 12: La Nationalité Haitienne peut être acquise par la naturalisation.

Article 12-1: Tout Etranger après cinq (5) ans de résidence continue sur le Territoire de la République peut obtenir la nationalité haitienne par naturalisation, en se conformant aux règles établies par la Loi.

Article 12-2: Les Haitiens par naturalisation sont admis à exercer leur droit de vote mais ils doivent attendre cinq (5) ans après la date de leur naturalisation pour être éligibles ou occuper des fonctions publiques autres que celles réservées par la Constitution et par la Loi aux haitiens d'origine.

Article 13: La Nationalité Haitienne se perd par:

- a) La Naturalisation acquise en Pays Etranger;
- b) L'occupation d'un poste politique au service d'un Gouvernement Etranger;
- c) La résidence continue à l'étranger pendant trois (3) ans d'un individu étranger naturalisé haitien sans une autorisation régulièrement accordée par l'Autorité compétente. Quiconque perd ainsi la nationalité haitienne, ne peut la recouvrer.

Article 14: L'Haitien naturalisé étranger peut recouvrer sa Nationalité Haitienne, en remplissant toutes les conditions et formalités imposées à l'étranger par la Loi.

Article 15: La double Nationalité Haitienne et Etrangère n'est admise dans aucun cas.

## TITRE III

DU CITOYEN - DES DROITS  
ET DEVOIRS FONDAMENTAUX

## CHAPITRE I

## DE LA QUALITE DE CITOYEN

Article 16: La réunion des Droits Civils et Politiques constitue la qualité de citoyen.

Article 16-1: La jouissance, l'exercice, la suspension et la perte de ces droits sont réglés par la loi.

Article 16-2: L'âge de la majorité est fixé à dix-huit (18)ans.

Article 17: Les Haitiens sans distinction de sexe et d'Etat Civil, âgé de dix-Huit (18) ans accomplis, peuvent exercer leurs Droits Civils et Politiques s'ils réunissent les autres conditions prévues par la Constitution et par la Loi.

Article 18: Les Haitiens sont égaux devant la Loi sous la réserve des avantages conférés aux Haitiens d'Origine qui n'ont jamais renoncé à leur nationalité.

## CHAPITRE II

## DES DROITS FONDAMENTAUX

## SECTION A

## DROIT A LA VIE ET A LA SANTE

Article 19: L'Etat a l'impérieuse obligation de garantir le Droit à la Vie, à la Santé, au Respect de la Personne Humaine, à tous les Citoyens sans distinction, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Article 20: La peine de mort est abolie en toute matière.

Article 21: Le crime de Haute Trahison consiste à porter les armes dans une armée étrangère contre la République, à servir une Nation Etrangère en conflit avec la République, dans le fait par tout fonctionnaire de voler les biens de l'Etat confiés à sa gestion ou toute violation de la Constitution par ceux chargés de la faire respecter.

Article 21-1: Le crime de Haute Trahison est puni de la peine des Travaux forcés à perpétuité sans commutation de peine.

Article 22: L'Etat reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale.

Article 23: L'Etat est astreint à l'obligation d'assurer à tous les citoyens dans toutes les Collectivités Territoriales les moyens appropriés pour garantir la protection, le maintien et le rétablissement de leur santé par la création d'hôpitaux, centres de santé et de dispensaires.

SECTION B  
DE LA LIBERTE INDIVIDUELLE

Article 24: La liberté individuelle est garantie et protégée par l'Etat.

Article 24-1: Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la Loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Article 24-2: L'arrestation et la détention, sauf en cas de flagrant délit, n'auront lieu que sur un mandat écrit d'un fonctionnaire légalement compétent.

Article 24-3: Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut:

a) Qu'il exprime formellement en créole et en français le ou les motifs de l'arrestation ou de la détention et la disposition de Loi qui punit le fait imputé;

b) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne prévenue;

c) Qu'il soit notifié au prévenu de son droit de se faire assister d'un avocat à toutes les phases de l'instruction de l'affaire jusqu'au jugement définitif;

d) Sauf en cas de flagrant délit, aucune arrestation sur mandat, aucune perquisition ne peut avoir lieu entre six (6) heures du soir et six (6) heures du matin;

e) La responsabilité est personnelle. Nul ne peut être arrêté à la place d'un autre.

Article 25: Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique notamment pendant l'interrogatoire sont interdites.

Article 25-1: Nul ne peut être interrogé en l'absence de son avocat ou d'un témoin de son choix.

Article 26: Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit (48) heures qui suivent son arrestation par devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation et si ce juge n'a confirmé la détention par décision motivée.

Article 26-1: En cas de contravention, l'inculpé est déféré par devant le Juge de Paix qui statue définitivement.

En cas de délit ou de crime, le prévenu peut, sans permission préalable et sur simple mémoire, se pourvoir par devant le Doyen du Tribunal de Première Instance du ressort qui, sur les conclusions du Ministère Public, statue à l'extraordinaire, audience tenante, sans remise ni tour de rôle, toutes affaires cessantes sur la légalité de l'arrestation et de la détention.

Article 26-2: Si l'arrestation est jugée illégale, le Juge ordonne la libération immédiate du détenu et cette décision est exécutoire sur minute nonobstant appel, pourvoi en Cassation ou défense d'exécuter.

Article 27: Toutes violations des dispositions relatives à la liberté individuelle sont des actes arbitraires. Les personnes lésées peuvent, sans autorisation préalable, se référer aux Tribunaux Compétents pour poursuivre les auteurs et les exécuteurs de ces actes arbitraires quelles que soient leurs qualités et à quelque Corps qu'ils appartiennent.

Article 27-1: Les fonctionnaires et les employés de l'Etat sont directement responsables selon les Lois Pénales, Civiles et Administratives des actes accomplis en violation de droits. Dans ces cas, la responsabilité civile s'étend aussi à l'Etat.

#### SECTION C DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Article 28: Tout Haitien a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit.

Article 28-1: Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la Loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure, sauf en cas de guerre.

Article 28-2: Le journaliste ne peut être forcé de révéler ses sources. Il a toutefois pour devoir de vérifier l'authenticité et l'exactitude des informations. Il est également tenu de respecter l'éthique professionnelle.

Article 28-3: Tout délit de Presse ainsi que les abus du Droit d'Expression relèvent du Code Pénal.

Article 29: Le Droit de Pétition est reconnu. Il est exercé personnellement par un ou plusieurs citoyens mais jamais au nom d'un Corps.

Article 29-1: Toute pétition adressée au Pouvoir Législatif doit donner lieu à la procédure réglementaire permettant de statuer sur son objet.

#### SECTION D DE LA LIBERTE DE CONSCIENCE

Article 30: Toutes les Religions et tous les Cultes sont libres. Toute personne a le droit de professer sa Religion et son Culte, pourvu que l'exercice de ce droit ne trouble pas l'ordre et la paix publics.

Article 30-1: Nul ne peut être contraint à faire partie d'une association ou à suivre un enseignement religieux contraire à ses convictions.

Article 30-2: La Loi établit les conditions de reconnaissance et de fonctionnement des Religions et des Cultes.

#### SECTION E DE LA LIBERTE DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

Article 31: La Liberté d'Association et de Réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles ou à toutes autres fins pacifiques est garantie.

Article 31-1: Les Partis et Groupements Politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la Souveraineté Nationale et de la Démocratie. La Loi détermine leurs conditions de reconnaissance et de fonctionnement, les avantages et privilèges qui leur sont réservés.

Article 31-2: Les Réunions sur la voie publique sont sujettes à notification préalable aux Autorités de Police.

Article 31-3: Nul ne peut être contraint de s'affilier à une Association quelqu'en soit le caractère.

## SECTION F

### DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT

Article 32: L'Etat garantit le Droit à l'Education. Il veille à la formation physique, intellectuelle, morale, professionnelle, sociale et civique de la Population.

Article 32-1: L'Education est une charge de l'Etat et des Collectivités Territoriales. Ils doivent mettre l'Ecole gratuitement à la portée de tous, veiller au niveau de formation des Enseignants des Secteurs Publics et Privés.

Article 32-2: La première charge de l'Etat et des Collectivités territoriales est la scolarisation massive, seule capable de permettre le développement du Pays. L'Etat encourage et facilite l'initiative privée en ce domaine.

Article 32-3: L'Enseignement Primaire est obligatoire sous peine de sanctions à déterminer par la Loi. Les fournitures classiques et le matériel didactique seront mis gratuitement par l'Etat à la disposition des élèves au niveau de l'Enseignement Primaire.

Article 32-4: L'Enseignement Agricole, Professionnel, Coopératif et Technique est une responsabilité primordiale de l'Etat et des Communes.

Article 32-5: La formation Pré-Scolaire et Maternelle ainsi que l'Enseignement Non-Formel sont encouragés.

Article 32-6: L'accès aux Etudes Supérieures est ouvert en pleine égalité à tous, uniquement en fonction du mérite.

Article 32-7: L'Etat doit veiller à ce que chaque Collectivité Territoriale, Section Communale, Commune, Département soit doté d'Etablissements d'Enseignement indispensables, adaptés aux besoins de son développement, sans toutefois porter préjudice à la priorité de l'Enseignement Agricole, Professionnel, Coopératif et Technique qui doit être largement diffusé.

Article 32-8: L'Etat garantit aux handicapés et aux surdoués des moyens pour assurer leur autonomie, leur éducation, leur indépendance.

Article 32-9: L'Etat et les Collectivités Territoriales ont pour devoir de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'intensifier la campagne d'alphabétisation des masses. Ils encouragent toutes initiatives privées tendant à cette fin.

Article 32-10: L'Enseignant a droit à un salaire de base équitable.

Article 33: L'enseignement est libre à tous les degrés. Cette liberté s'exerce sous le contrôle de l'Etat.

Article 34: Hormis les cas de flagrant délit, l'enceinte des établissements d'enseignement est inviolable. Aucune force de l'ordre ne peut y pénétrer qu'en accord avec la Direction des dits établissements.

Article 34-1: Cette disposition ne s'applique pas quand un établissement scolaire est utilisé à d'autres fins.

#### SECTION G

##### DE LA LIBERTE DU TRAVAIL

Article 35: La liberté du travail est garantie. Tout citoyen a pour obligation de se consacrer à un travail de son choix en vue de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, de coopérer avec l'Etat à l'établissement d'un système de sécurité sociale.

Article 35-1: Tout employé d'une institution privée ou publique a droit à un juste salaire, au repos, au congé annuel payé et au boni.

Article 35-2: L'Etat garantit au travailleur, l'égalité des conditions de travail et de salaire quel que soit son sexe, ses croyances, ses opinions et son statut matrimonial.

Article 35-3: La liberté syndicale est garantie. Tout travailleur des secteurs privés et publics peut adhérer au Syndicat de ses activités professionnelles pour la défense exclusive de ses intérêts de travail.

Article 35-4: Le syndicat est essentiellement apolitique, à but non-lucratif et non confessionnel. Nul ne peut être contraint d'y adhérer.

Article 35-5: Le droit de grève est reconnu dans les limites déterminées par la Loi.

Article 35-6: La Loi fixe la limite d'âge pour le travail salarié. Des Lois spéciales réglementent le travail des enfants mineurs et des gens de maison.

#### SECTION H

##### DE LA PROPRIÉTÉ

Article 36: La Propriété Privée est reconnue et garantie. La Loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance, ainsi que les limites.

Article 36-1: L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans aucun remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en oeuvre du projet.



Article 36-2: La nationalisation et la confiscation des biens, meubles et immeubles pour causes politiques sont interdites.

Nul ne peut être privé de son droit légitime de propriété qu'en vertu d'un jugement rendu par un Tribunal de Droit Commun passé en force de chose souverainement jugée, sauf dans le cadre d'une réforme agraire.

Article 36-3: La propriété entraîne également des obligations. Il n'en peut être fait un usage contraire à l'intérêt général.

Article 36-4: Le propriétaire foncier doit cultiver, exploiter le sol et le protéger notamment contre l'érosion. La sanction de cette obligation est prévue par la Loi.

Article 36-5: Le Droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

Article 36-6: La Loi fixe les règles qui conditionnent la liberté de prospection et le droit d'exploiter les mines, minières et carrières du sous-sol, en assurant au propriétaire de la surface, aux concessionnaires et à l'Etat Haitien une participation équitable au profit que procure la mise en valeur de ces ressources naturelles.

Article 37: La Loi fixe les conditions de morcellement et de remembrement de la terre en fonction du plan d'aménagement du Territoire et du bien-être des communautés concernées, dans le cadre d'une réforme agraire.

Article 38: La propriété scientifique, littéraire et artistique est protégée par la Loi.

Article 39: Les habitants des sections communales ont un droit de préemption pour l'exploitation des terres du domaine privé de l'Etat situées dans leur localité.

#### SECTION I

##### DROIT À L'INFORMATION

Article 40: Obligation est faite à l'Etat de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française aux Lois, Arrêtés, Décrets, Accords internationaux, Traités, Conventions, à tout ce qui touche la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale.

#### SECTION J

##### DROIT À LA SÉCURITÉ

Article 41: Aucun individu de Nationalité Haitienne ne peut être déporté ou forcé de laisser le Territoire National pour quelque motif que ce soit. Nul ne peut être privé pour des motifs politiques de sa capacité juridique et de sa nationalité.

Article 41-1: Aucun Haitien n'a besoin de visa pour laisser le Pays ou pour y revenir.

Article 42: Aucun citoyen civil ou militaire ne peut être distrait des Juges que la Constitution et les Lois lui assignent.

Article 42-1: Le Militaire accusé de crime de Haute Trahison envers la Patrie est passible du Tribunal de Droit Commun.

Article 42-2: La Justice Militaire n'a juridiction que:

- a) dans les cas de violation des règlements du Manuel de Justice Militaire par des Militaires;
- b) dans les cas de conflits entre les Membres des Forces Armées;
- c) en cas de guerre.

Article 42-3: Les cas de conflits entre civils et militaires, les abus, violences et crimes perpétrés contre un civil par un militaire dans l'exercice de ses fonctions, relèvent des Tribunaux de Droit Commun.

Article 43: Aucune visite domiciliaire, aucune saisie de papier ne peut avoir lieu qu'en vertu de la Loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 44: Les détenus provisoires attendant d'être jugés doivent être séparés de ceux qui purgent une peine.

Article 44-1: Le régime des prisons doit répondre aux normes attachées au respect de la dignité humaine selon la Loi sur la matière.

Article 45: Nulle peine ne peut être établie que par la Loi, ni appliquée que dans les cas que celle-ci détermine.

Article 46: Nul ne peut être obligé en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, à témoigner contre lui-même ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou deuxième degré d'alliance.

Article 47: Nul ne peut être contraint de prêter serment que dans les cas et dans les formes prévus par la Loi.

Article 48: L'Etat veillera à ce qu'une caisse de Pension Civile de retraite soit établie dans les Secteurs privés et publics. Elle sera alimentée par les contributions des Employeurs et employés suivant les critères et modalités établis par la Loi. L'allocation de la pension est un droit et non une faveur.

Article 49: La liberté, le secret de la correspondance et de toutes les autres formes de communication sont inviolables. Leur limitation ne peut se produire que par un acte motivé de l'autorité judiciaire, selon les garanties fixées par la Loi.

Article 50: Dans le cadre de la Constitution et de la Loi, le Jury est établi en matière criminelle pour les crimes de sang et en matière de délits politiques.

Article 51: La Loi ne peut avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elle est favorable à l'accusé.

## CHAPITRE III

## DES DEVOIRS DU CITOYEN

Article 52: A la qualité de citoyen se rattache le devoir civique. **Tout droit est contrebalancé par le devoir correspondant.**

Article 52-1: Le devoir civique est l'ensemble des obligations du citoyen dans l'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'Etat et de la Patrie. Ces obligations sont:

- a) respecter la Constitution et l'Emblème National;
- b) respecter les lois;
- c) voter aux élections sans contrainte;
- d) payer ses taxes;
- e) servir de juré;
- f) défendre le Pays en cas de guerre;
- g) s'instruire et se perfectionner;
- h) respecter et protéger l'environnement;
- i) respecter scrupuleusement les deniers et biens de l'Etat;
- j) respecter le bien d'autrui;
- k) oeuvrer pour le maintien de la paix;
- l) fournir assistance aux personnes en danger;
- m) respecter les droits et la liberté d'autrui.

Article 52-2: La dérogation à ces prescriptions est sanctionnée par la Loi.

Article 52-3: Il est établi un service civique mixte obligatoire dont les conditions de fonctionnement sont établies par la Loi.

## TITRE IV

## DES ETRANGERS

Article 53: Les conditions d'admission et de séjour des étrangers dans le Pays sont établies par la Loi.

Article 54: Les étrangers qui se trouvent sur le Territoire de la République bénéficient de la même protection que celle qui est accordée aux Haïtiens, conformément à la Loi.

Article 54-1: L'étranger jouit des droits civils, des droits économiques et sociaux, sous la réserve des dispositions légales relatives au droit de propriété immobilière, à l'exercice des professions, au commerce de gros, à la représentation commerciale et aux opérations d'importation et d'exportation.

Article 55: Le droit de propriété immobilière est accordé à l'étranger résidant en Haiti pour les besoins de sa demeure.

Article 55-1: Cependant, l'étranger résidant en Haiti ne peut être propriétaire de plus d'une maison d'habitation dans un même arrondissement. Il ne peut en aucun cas se livrer au trafic de location d'immeubles. Toutefois, les sociétés étrangères de promotion immobilières bénéficient d'un statut spécial réglé par la Loi.

Article 55-2: Le droit de propriété immobilière est également accordé à l'étranger résidant en Haiti et aux sociétés étrangères pour les besoins de leurs entreprises agricoles, commerciales, industrielles, religieuses, humanitaires ou d'enseignement, dans les limites et conditions déterminées par la Loi.

Article 55-3: Aucun étranger ne peut être propriétaire d'un immeuble borné par la frontière terrestre haitienne.

Article 55-4: Ce droit prend fin cinq (5) années après que l'étranger n'a cessé de résider dans le pays ou qu'ont cessé les opérations de ces sociétés, conformément à la Loi qui détermine les règlements à suivre pour la transmission et la liquidation des biens appartenant aux étrangers.

Article 55-5: Les contrevenants aux sus-dites dispositions ainsi que leurs complices seront punis conformément à la Loi.

Article 56: L'étranger peut être expulsé du Territoire de la République lorsqu'il s'immisce dans la vie politique du Pays et dans les cas déterminés par la Loi.

Article 57: Le droit d'asile est reconnu aux réfugiés politiques.

## TITRE V

### DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Article 58.- La Souveraineté Nationale réside dans l'Universalité des citoyens.

Les Citoyens exercent directement les prérogatives de la Souveraineté par:

- a) L'Election du Président de la République;
- b) L'Election des Membres du Pouvoir Législatif;
- c) L'Election des Membres de tous autres Corps ou de toutes Assemblées prévues par la Constitution et par la Loi.

Article 59.- Les citoyens délèguent l'exercice de la Souveraineté Nationale à trois (3) Pouvoirs:

- 1) Le Pouvoir Législatif;
- 2) Le Pouvoir Exécutif;
- 3) Le Pouvoir Judiciaire.

Le principe de la séparation des trois (3) Pouvoirs est consacré par la Constitution.

Article 59-1: L'Ensemble de ces trois (3) Pouvoirs constitue le fondement essentiel de l'Organisation de l'Etat qui est civil.

Article 60.- Chaque Pouvoir est indépendant des deux (2) autres dans ses attributions qu'il exerce séparément.

Article 60-1: Aucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie, ni sortir des limites qui lui sont fixées par la Constitution et par la Loi.

Article 60.-2: La responsabilité entière est attachée aux actes de chacun des trois (3) Pouvoirs.

## CHAPITRE I

### DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉCENTRALISATION

Article 61: Les Collectivités Territoriales sont la Section Communale, la Commune et le Département.

Article 61.-1: La Loi peut créer toute autre Collectivité territoriale.

#### SECTION A DE LA SECTION COMMUNALE

Article 62.- La Section Communale est la plus petite entité Territoriale Administrative de la République.

Article 63: L'Administration de chaque Section Communale est assurée par un Conseil de Trois (3) Membres élus au suffrage universel pour une durée de quatre (4) ans. Ils sont indéfiniment rééligibles.

Son mode d'Organisation et de Fonctionnement est réglé par la Loi.

Article 63-1: Le Conseil d'Administration de la Section Communale est assisté dans sa tâche par une Assemblée de la Section Communale.

Article 64: L'Etat a pour obligation d'établir au niveau de chaque Section Communale les structures propres à la Formation sociale, économique, civique et culturelle de sa population.

Article 65: Pour être Membre du Conseil d'Administration de la Section Communale il faut:

- a) Etre Haitien âgé de vingt cinq (25) ans au moins;
- b) Avoir résidé dans la Section Communale deux ans (2) avant les élections et continuer à y résider.
- c) Jouir de ses droits Civils et Politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.

SECTION B  
DE LA COMMUNE

Article 66: La Commune a l'autonomie Administrative et Financière. Chaque Commune de la République est administrée par un Conseil de trois (3) Membres élus au suffrage universel dénommé Conseil Municipal.

Article 66-1: Le Président du Conseil porte le titre de Maire. Il est assisté de Maires-Adjoints.

Article 67.: Le Conseil Municipal est assisté dans sa tâche d'une Assemblée Municipale formée notamment d'un représentant de chacune de ses Sections Communales.

Article 68 Le Mandat du Conseil Municipal est de quatre (4) ans et ses Membres sont indéfiniment rééligibles.

Article 69.- Le mode d'Organisation et le fonctionnement de la Commune et du Conseil Municipal sont réglés par la Loi.

Article 70.- Pour être élu Membre d'un Conseil Municipal, il faut:

- a) Etre Haitien
- b) Etre âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis.
- c) Jouir de ses Droits Civils et Politiques;
- d) N'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.
- e) Avoir résidé au moins 3 ans dans la Commune et s'engager à y résider pendant la durée de son mandat.

Article 71: Chaque Conseil Municipal est assisté sur sa demande d'un Conseil Technique fourni par l'Administration Centrale.

Article 72.- Le Conseil Municipal ne peut être dissous qu'en cas d'incurie, de malversation ou d'administration frauduleuse légalement prononcée par le Tribunal Compétent.

En cas de dissolution, le Conseil Départemental supplée immédiatement à la vacance et saisit le Conseil Electoral Permanent dans les soixante (60) jours à partir de la date de la dissolution en vue de l'élection d'un nouveau Conseil devant gérer les intérêts de la Commune pour le temps qui reste à courir. Cette procédure s'applique également en cas de vacance pour toute autre cause.

Article 73.- Le Conseil Municipal administre ses ressources au profit exclusif de la Municipalité et rend compte à l'Assemblée Municipale qui elle-même en fait rapport au Conseil Départemental.

Article 74.- Le Conseil Municipal est gestionnaire privilégié des biens fonciers du domaine privé de l'Etat situés dans les limites de sa Commune. Ils ne peuvent être l'objet d'aucune transaction sans l'avis préalable de l'Assemblée Municipale.

#### SECTION C

##### DE L'ARRONDISSEMENT

Article 75.- L'Arrondissement est une division Administrative pouvant regrouper plusieurs Communes. Son organisation et son Fonctionnement sont réglés par la loi.

#### SECTION D DU DEPARTEMENT

Article 76: Le Département est la plus grande Division Territoriale. Il regroupe les Arrondissements.

Article 77: Le Département est une personne morale. il est autonome.

Article 78: Chaque Département est administré par un Conseil de trois (3) Membres élus pour quatre (4) ans par l'Assemblée Départementale.

Article 79: Le membre du Conseil Départemental n'est pas forcément tiré de l'Assemblée mais il doit:

- a) Être Haitien et âgé de vingt cinq (25) ans au moins;
- b) Avoir résidé dans le Département trois (3) ans avant les élections et s'engager à y résider pendant toute la durée du mandat.
- c) Jouir de ses Droits Civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.

Article 80: Le Conseil Départemental est assisté dans sa tâche d'une Assemblée Départementale formée:

D'un (1) Représentant de chaque Assemblée municipale.

Article 80-1: Ont accès aux réunions de l'Assemblée avec voix consultative.

- a) Les Députés et Sénateurs du Département;
- b) Un (1) Représentant de chaque Association Socio-Professionnelle ou Syndicale;
- c) Le Délégué départemental;
- d) Les Directeurs des Services Publics du Département.

Article 81: Le Conseil Départemental élabore en collaboration avec l'Administration Centrale, le plan de développement du Département.

Article 82: L'Organisation et le Fonctionnement du Conseil Départemental et de l'Assemblée Départementale sont réglés par la Loi.

Article 83: Le Conseil Départemental administre ses ressources financières au profit exclusif du Département et rend compte à l'Assemblée Départementale qui elle-même en fait rapport à l'Administration Centrale.

Article 84: Le Conseil Départemental peut être dissous en cas d'incurie, de malversations ou d'administration frauduleuse légalement constatées par le Tribunal Compétent.

En cas de dissolution, l'Administration centrale nomme une Commission Provisoire et saisit le Conseil Electoral Permanent en vue de l'élection d'un nouveau Conseil pour le temps à courir dans les soixante (60) jours de la dissolution.

#### SECTION E DES DÉLÉGUÉS ET VICE-DÉLÉGUÉS

Article 85: Dans chaque chef-Lieu de Département, le Pouvoir Exécutif nomme un Représentant qui porte le titre de Délégué. Un Vice-Délégué placé sous l'autorité du Délégué est également nommé dans chaque Chef-Lieu d'Arrondissement.

Article 86: Les Délégués et Vice-Délégués assurent la coordination et le contrôle des Services Publics et n'exercent aucune fonction de Police répressive.

Les autres attributions des Délégués et Vice-Délégués sont déterminées par la Loi.

#### SECTION F DU CONSEIL INTERDÉPARTEMENTAL

Article 87: L'Exécutif est assisté d'un (1) Conseil interdépartemental dont les Membres sont désignés par les Assemblées Départementales à raison d'un (1) par Département.

Article 87-1: Ce représentant choisi parmi les Membres des Assemblées Départementales sert de liaison entre le Département et le Pouvoir Exécutif.

Article 87-2: Le Conseil Interdépartemental, de concert avec l'Exécutif, étudie et planifie les projets de décentralisation et de développement du pays au point de vue social, économique, commercial, agricole et industriel.

Article 87-3: Il assiste aux séances de travail du Conseil des Ministres lorsqu'elles traitent des objets mentionnés au précédent paragraphe avec voix délibérative.

Article 87-4: La décentralisation doit être accompagnée de la déconcentration des Services Publics avec Délégation de Pouvoir et du Décloisonnement industriel au profit des Départements.



Article 87-5: La loi détermine l'Organisation et le fonctionnement du Conseil Interdépartemental ainsi que la fréquence des séances du Conseil des Ministres auxquelles il participe.

## CHAPITRE II

### DU POUVOIR LÉGISLATIF

Article 88: Le Pouvoir Législatif s'exerce par deux (2) Chambres représentatives. Une (1) Chambre des Députés et un (1) Sénat qui forment le Corps Législatif ou Parlement.

#### SECTION A

#### DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

Article 89: La Chambre des Députés est un Corps composé de Membres élus au suffrage direct par les citoyens et chargé d'exercer au nom de ceux-ci et de concert avec le Sénat les attributions du Pouvoir Législatif.

Article 90: Chaque Collectivité Municipale constitue une Circonscription Electorale et élit un (1) Député.

La loi fixe le nombre de Députés au niveau des grandes agglomérations sans que ce nombre n'excède trois (3).

En attendant l'application des alinéas précédents, le nombre de Députés ne peut être inférieur à soixante-dix (70).

Article 90-1: Le Député est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés dans les Assemblées Primaires, selon les conditions et le mode prescrits par la loi électorale.

Article 91: Pour être Membre de la Chambre des Députés, il faut:

- 1) Etre Haitien d'Origine et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- 2) Etre âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis;
- 3) Jouir de ses Droits Civils et Politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4) Avoir résidé au moins deux (2) années consécutives précédant la date des élections dans la Circonscription Electorale à représenter;
- 5) Etre propriétaire d'un immeuble au moins dans la circonscription ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6) Avoir reçu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de Fonds Publics.

Article 92: Les Députés sont élus pour quatre (4) ans et sont indéfiniment rééligibles.

Article 92-1: Ils entrent en fonction le deuxième lundi de Janvier et siègent en deux (2) Sessions Annuelles. La durée de leur mandat forme une Législature.

Article 92-2: La Première Session va du deuxième Lundi de Janvier au deuxième Lundi de Mai. La seconde, du deuxième Lundi du mois de Juin au deuxième Lundi de Septembre.

Article 92-3: Le renouvellement de la Chambre des Députés se fait intégralement tous les quatre (4) ans.

Article 93: La Chambre des Députés, outre les attributions qui lui sont dévolues par la Constitution en tant que branche du Pouvoir Législatif, a le privilège de mettre en accusation le Chef de l'Etat, le Premier Ministre, les Ministres, les Secrétaires d'Etat par devant la Haute Cour de Justice, par une majorité des 2/3 de ses Membres. Les autres attributions de la Chambre des Députés lui sont assignées par la Constitution et par la Loi.

#### SECTION B

#### DU SENAT

Article 94: Le Sénat est un Corps composé de Membres élus au suffrage direct par les Citoyens et chargé d'exercer en leur nom, de concert avec la Chambre des Députés, les attributions du Pouvoir Législatif.

Article 94-1: Le nombre des Sénateurs est fixé à trois (3) Sénateurs par Département.

Article 94-2: Le Sénateur de la République est élu au suffrage universel à la majorité absolue dans les Assemblées Primaires tenues dans les Départements Géographiques, selon les conditions prescrites par la Loi Electorale.

Article 95: Les Sénateurs sont élus pour six (6) ans et sont indéfiniment rééligibles.

Article 95-1: Le Sénat siège en permanence.

Article 95-2: Le Sénat peut cependant s'ajourner, excepté durant la Session Législative. Lorsqu'il s'ajourne, il laisse un Comité permanent chargé d'expédier les affaires courantes. Ce Comité ne peut prendre aucun Arrêté, sauf pour la convocation du Sénat.

Dans les cas d'urgence, l'Exécutif peut également convoquer le Sénat avant la fin de l'ajournement.

Article 95-3: Le renouvellement du Sénat se fait par tiers (1/3) tous les deux (2) ans.

Article 96: Pour être élu Sénateur, il faut:

- 1) Etre Haitien d'Origine et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- 2) Etre âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3) Jouir de ses Droits Civils et Politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4) Avoir résidé dans le Département à représenter au moins quatre (4) années consécutives précédant la date des élections;
- 5) Etre Propriétaire d'un immeuble au moins dans le Département ou y exercer une profession ou une industrie;

6) Avoir obtenu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de Fonds Publics.

Article 97: En addition aux responsabilités qui lui sont inhérentes en tant que branche du Pouvoir Législatif, le Sénat exerce les attributions suivantes:

- 1) Proposer à l'Exécutif la liste des Juges de la Cour de Cassation selon les prescriptions de la Constitution;
- 2) S'ériger en Haute Cour de Justice;
- 3) Exercer toutes autres attributions qui lui sont assignées par la présente Constitution et par la Loi.

#### SECTION C

#### DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Article 98: La réunion en une seule Assemblée des deux (2) branches du Pouvoir Législatif constitue l'Assemblée Nationale.

Article 98-1: L'Assemblée Nationale se réunit pour l'ouverture et la clôture de chaque Session et dans tous les autres cas prévus par la Constitution.

Article 98-2: Les Pouvoirs de l'Assemblée Nationale sont limités et ne peuvent s'étendre à d'autres objets que ceux qui lui sont spécialement attribués par la Constitution.

Article 98-3: Les attributions sont:

- 1) De recevoir le Serment Constitutionnel du Président de la République;
- 2) De ratifier toute décision, de déclarer la guerre quand toutes les tentatives de conciliation ont échoué;
- 3) D'approuver ou de rejeter les Traités et Conventions Internationaux;
- 4) D'amender la Constitution selon la procédure qui y est indiquée;
- 5) De ratifier la décision de l'Exécutif, de déplacer le siège du Gouvernement dans les cas déterminés par l'Article Premier de la Présenté Constitution;
- 6) De statuer sur l'opportunité de l'Etat de siège, d'arrêter avec l'Exécutif les garanties constitutionnelles, à suspendre et de se prononcer sur toute demande de renouvellement de cette mesure;
- 7) De concourir à la formation du Conseil Electoral Permanent conformément à l'article 192 de la Constitution;
- 8) De recevoir à l'ouverture de chaque Session, le Bilan des activités du Gouvernement.

Article 99: L'Assemblée Nationale est présidée par le Président du Sénat, assisté du Président de la Chambre des Députés en qualité de Vice-Président. Les Secrétaires du Sénat et ceux de la Chambre des Députés sont les Secrétaires de l'Assemblée Nationale.

Article 99-1: En cas d'empêchement du Président du Sénat, l'Assemblée Nationale est présidée par le Président de la Chambre des Députés, le Vice-Président du Sénat devient alors Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Article 99-2: En cas d'empêchement des deux (2) Présidents, les deux (2) Vice-Présidents y suppléent respectivement.

Article 100: Les séances de l'Assemblée Nationale sont publiques. Néanmoins, elles peuvent avoir lieu à huis clos sur la demande de cinq (5) membres et il sera ensuite décidé à la majorité absolue si la séance doit être reprise en public.

Article 101: En cas d'urgence, lorsque le Corps Législatif n'est pas en session, le Pouvoir Exécutif peut convoquer l'Assemblée Nationale à l'Extraordinaire.

Article 102: L'Assemblée Nationale ne peut siéger ou prendre des décisions et des résolutions sans la présence en son sein de la majorité de chacune des deux (2) Chambres.

Article 103: Le Corps Législatif a son siège à Port-au-Prince. Néanmoins, suivant les circonstances, ce siège peut être transféré ailleurs au même lieu et en même temps que celui du Pouvoir Exécutif.

#### SECTION D DE L'EXERCICE DU POUVOIR LÉGISLATIF

Article 104: La Session du Corps Législatif prend date dès l'ouverture des deux (2) Chambres en Assemblée Nationale.

Article 105: Dans l'intervalle des Sessions Ordinaires et en cas d'urgence, le Président de la République peut convoquer le Corps Législatif en Session Extraordinaire.

Article 106: Le Chef du Pouvoir Exécutif rend compte de cette mesure par un message.

Article 107: Dans le cas de Convocation à l'Extraordinaire du Corps Législatif, il ne peut décider sur aucun objet étranger au motif de la convocation.

Article 107-1: Cependant, tout Sénateur ou Député peut entretenir l'Assemblée à laquelle il appartient de question d'intérêt général.

Article 108: Chaque Chambre vérifie et valide les pouvoirs de ses Membres et juge souverainement les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

Article 109: Les Membres de chaque Chambre prêtent le serment suivant:

'Je jure de m'acquitter de ma tâche, de maintenir et de sauvegarder les droits du Peuple et d'être fidèle à la Constitution.

Article 110: Les séances des deux (2) Chambres sont publiques. Chaque Chambre peut travailler à huis clos sur la demande de cinq (5) Membres et décider ensuite à la majorité si la Séance doit être reprise en public.

Article 111.-Le Pouvoir Législatif fait des lois sur tous les objets d'intérêt public.

Article 111-1: L'initiative en appartient à chacune des deux (2) Chambres ainsi qu'au Pouvoir Exécutif.

Article 111-2 :Toutefois, l'initiative de la Loi Budgétaire, des Lois concernant l'assiette, la quotité et le mode de perception des impôts et contributions, de celles ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les recettes et les dépenses de l'Etat est du ressort du Pouvoir Exécutif. Les Projets présentés à cet égard doivent être votés d'abord par la Chambre des Députés.

Article 111-3: En cas de désaccord entre les deux (2) Chambres relativement aux Lois mentionnées dans le précédent paragraphe, chaque Chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal une Commission parlementaire qui résout en dernier ressort le désaccord.

Article 111-4: Si le désaccord se produit à l'occasion de toute autre Loi, celle-ci sera ajournée jusqu'à la Session suivante. Si, à cette Session et même en cas de renouvellement des Chambres, la Loi étant présentée à nouveau, une entente ne se réalise pas, chaque Chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal, une Commission Parlementaire chargée d'arrêter le texte définitif qui sera soumis aux deux (2) Assemblées, à commencer par celle qui avait primitivement voté la Loi. Et si ces nouvelles délibérations ne donnent aucun résultat, le Projet ou la Proposition de Loi sera retiré.

Article 111-5: En cas de désaccord entre le Pouvoir Législatif et le Pouvoir Exécutif, la Commission de Conciliation prévue à l'Article 206 ci-après, est saisie du différend sur demande de l'une des parties.

Article 111-6: Si la Commission échoue dans sa mission, elle dresse un procès-verbal de non conciliation qu'elle transmet aux deux (2) hautes parties et en donne avis à la Cour de Cassation.

Article 111-7: Dans la huitaine de la réception de ce procès-verbal, la Cour de Cassation se saisit d'office du différend. La Cour statue en Sections réunies, toutes affaires cessantes. La décision est finale et s'impose aux hautes parties.

Si entre temps, une entente survient entre les hautes parties, les termes de l'entente arrêteront d'office la procédure en cours.

Article 111-8: En aucun cas, la Chambre des Députés ou le Sénat ne peut être dissous ou ajourné, ni le mandat de leurs Membres prorogé.

Article 112: Chaque Chambre au terme de ses règlements nomme son personnel, fixe sa discipline et détermine le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Article 112-1: Chaque Chambre peut appliquer à ses Membres pour conduite répréhensible, par décision prise à la majorité des 2/3, des peines disciplinaires sauf celle de la radiation.

Article 113: Sera déchu de sa qualité de Député ou de Sénateur, tout Membre du Corps Législatif qui, pendant la durée de son Mandat aura été frappé d'une condamnation prononcée par un Tribunal de Droit Commun qui a acquis autorité de chose jugée et entraîne l'inéligibilité.

Article 114: Les Membres du Corps Législatif sont inviolables du jour de leur prestation de serment jusqu'à l'expiration de leur mandat, sous réserve des dispositions de l'Article 115 ci-après.

Article 114-1: Ils ne peuvent être en aucun temps poursuivis et attaqués pour les opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leur fonction.

Article 114-2: Aucune contrainte par corps ne peut être exécutée contre un Membre du Corps Législatif pendant la durée de son mandat.

Article 115: Nul Membre du Corps Législatif ne peut durant son Mandat, être arrêté en matière criminelle, correctionnelle ou de police pour délit de droit commun si ce n'est avec l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartient, sauf en cas de flagrant délit pour faits emportant une peine afflictive et infamante. Il en est alors référé à la Chambre des Députés ou au Sénat sans délai si le Corps Législatif est en Session dans le cas contraire, à l'ouverture de la prochaine Session Ordinaire ou Extraordinaire.

Article 116: Aucune des deux (2) Chambres ne peut siéger, ni prendre une résolution sans la présence de la majorité de ses Membres.

Article 117: Tous les actes du Corps Législatif doivent être pris à la majorité des Membres présents, excepté s'il en est autrement prévu par la Présente Constitution.

Article 118: Chaque Chambre a le droit d'enquêter sur les questions dont elle est saisie.

Article 119: Tout Projet de Loi doit être voté Article par Article.

Article 120: Chaque Chambre a le droit d'amender et de diviser les Articles et Amendements proposés. Les Amendements votés par une Chambre ne peuvent faire partie d'un Projet de Loi qu'après avoir été votés par l'autre Chambre dans la même forme et en des termes identiques. Aucun Projet de Loi ne devient Loi qu'après avoir été voté dans la même forme par les deux (2) Chambres.

Article 120-1: Tout projet peut être retiré de la discussion tant qu'il n'a pas été définitivement voté.

Article 121: Toute Loi votée par le Corps Législatif est immédiatement adressée au Président de la République qui, avant de la promulguer, a le droit d'y faire des objections en tout ou en partie.

Article 121-1: Dans ce cas, le Président de la République renvoie la Loi avec ses objections à la Chambre où elle a été primitivement votée. Si la Loi est amendée par cette Chambre, elle est renvoyée à l'autre Chambre avec les objections.

Article 121-2: Si la Loi ainsi amendée est votée par la seconde Chambre elle sera adressée de nouveau au Président de la République pour être promulguée.

Article 121-3: Si les objections sont rejetées par la Chambre qui a primitivement voté la Loi, elle est renvoyée à l'autre Chambre avec les objections.

Article 121-4: Si la seconde Chambre vote également le rejet, la Loi est renvoyée au Président de la République qui est dans l'obligation de la promulguer.

Article 121-5: Le rejet des objections est voté par l'une et l'autre Chambre à la majorité prévue par l'Article 117. Dans ce cas, les votes de chaque Chambre seront émis au scrutin secret.

Article 121-6: Si dans l'une et l'autre Chambre, la majorité prévue à l'alinéa précédent n'est pas obtenue pour le rejet, les objections sont acceptées.

Article 122: Le droit d'objection doit être exercé dans un délai de huit (8) jours francs à partir de la date de la réception de la Loi par le Président de la République.

Article 123: Si dans les délais prescrits, le Président de la République ne fait aucune objection, la Loi doit être promulguée à moins que la Session du Corps Législatif n'ait pris fin avant l'expiration des délais, dans ce cas, la Loi demeure ajournée. La Loi ainsi ajournée est, à l'ouverture de la Session suivante, adressée au Président de la République pour l'exercice de son droit d'objection.

Article 124: Un projet de Loi rejeté par l'une des deux (2) Chambres ne peut être présenté de nouveau dans la même Session.

Article 125: Les Lois et autres Actes du Corps Législatif et de l'Assemblée Nationale seront rendus exécutoires par leur promulgation et leur publication au Journal Officiel de la République.

Article 125-1: Ils sont numérotés, insérés dans le bulletin imprimé et numéroté ayant pour titre ~~Bulletin~~ des Lois et Actes.

Article 126: La Loi prend date du Jour de son adoption définitive par les deux (2) Chambres.

Article 127: Nul ne peut en personne présenter des pétitions à la Tribune du Corps Législatif.

Article 128: L'interprétation des Lois par voie d'Autorité, n'appartient qu'au Pouvoir Législatif, elle est donnée dans la forme d'une Loi.

Article 129: Chaque Membre du Corps Législatif reçoit une indemnité mensuelle à partir de sa prestation de serment.

Article 129-1: La fonction de Membre du Corps Législatif est incompatible avec toute fonction rétribuée par l'Etat, sauf celle d'enseignant.

Article 129-2: Le droit de questionner et d'interpeller un Membre du Gouvernement ou le Gouvernement tout entier sur les faits et actes de l'Administration est reconnu à tout Membre des deux (2) Chambres.

Article 129-3: La demande d'interpellation doit être appuyée par cinq (5) Membres du Corps intéressé. Elle aboutit à un vote de confiance ou de censure pris à la majorité de ce Corps.

Article 129-4: Lorsque la demande d'interpellation aboutit à un vote de censure sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier Ministre doit remettre au Président de la République, la démission de son Gouvernement.

Article 129-5: Le Président doit accepter cette démission et nommer un nouveau Premier Ministre, conformément aux dispositions de la Constitution.

Article 129-6: Le Corps Législatif ne peut prendre plus d'un vote de censure par an sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale du Gouvernement.

Article 130.- En cas de mort, de démission, de déchéance, d'interdiction judiciaire ou d'acceptation d'une fonction incompatible avec celle de Membre du Corps Législatif, il est pourvu au remplacement du Député ou du Sénateur dans sa Circonscription Electorale pour le temps seulement qui reste à courir par une élection partielle sur convocation de l'Assemblée Primaire Electorale faite par le Conseil Electoral Permanent dans le mois même de la vacance.

Article 130-1: L'Election a lieu dans une période de trente (30) jours après la convocation de l'Assemblée Primaire, conformément à la Constitution.

Article 130-2: Il en est de même à défaut d'élection ou en cas de nullité des élections prononcées par le Conseil Electoral Permanent dans une ou plusieurs Circonscriptions.

Article 130-3: Cependant, si la vacance se produit au cours de la dernière Session Ordinaire de la Législature ou après la Session, il n'y a pas lieu à l'élection partielle.

#### SECTION E DES INCOMPATIBILITÉS

Article 131: Ne peuvent être élus membres du Corps Législatif:

- 1) Les Concessionnaires ou Cocontractants de l'Etat pour l'exploitation des Services Publics;
- 2) Les Représentants ou Mandataires des Concessionnaires ou Cocontractants de l'Etat, Compagnies ou Sociétés Concessionnaires ou Cocontractants de l'Etat;



3) Les Délégués, Vice-Délégués, les Juges, les Officiers du Ministère Public dont les fonctions n'ont pas cessé six (6) mois avant la date fixée pour les élections;

4) Toute personne se trouvant dans les autres cas d'inéligibilité prévus par la présente Constitution et par la Loi.

Article 132: Les Membres du Pouvoir Exécutif et les Directeurs Généraux de l'Administration Publique ne peuvent être élus Membre du Corps Législatif s'ils ne démissionnent un (1) an au moins avant la date des élections.

### CHAPITRE III DU POUVOIR EXÉCUTIF

Article 133: Le Pouvoir Exécutif est exercé par:

- a) Le Président de la République, Chef de l'Etat;
- b) Le Gouvernement ayant à sa tête un Premier Ministre.

#### SECTION A DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

Article 134: Le Président de la République est élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des votants. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé à un second tour.

Seuls peuvent s'y présenter les deux (2) candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour.

Article 134-1: La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans. Cette période commence et se termine le 7 Février, suivant la date des élections.

Article 134-2: Les Elections Présidentielles ont lieu le dernier Dimanche de Novembre de la cinquième année du mandat présidentiel.

Article 134-3: Le Président de la République ne peut bénéficier de prolongation de mandat. Il ne peut assumer un nouveau mandat, qu'après un intervalle de cinq (5) ans. En aucun cas, il ne peut briguer un troisième mandat.

Article 135: Pour être élu Président de la République d'Haiti, il faut;

- a) Etre Haitien d'Origine et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- b) Etre âgé de trente-cinq (35) ans accomplis au jour des élections;
- c) Jouir de ses Droits Civils et Politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour crime de droit commun;
- d) Etre propriétaire en Haiti d'un immeuble au moins et avoir dans le Pays une résidence habituelle;

e) Résider dans le Pays depuis cinq (5) années consécutives avant la date des élections;

f) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable de deniers publics.

Article 135-1: Avant d'entrer en fonction, le Président de la République prête devant l'Assemblée Nationale, le serment suivant:

«Je jure, devant Dieu et devant la Nation, d'observer et de faire observer fidèlement la Constitution et les Lois de la République, de respecter et de faire respecter les droits du Peuple Haitien, de travailler à la grandeur de la Patrie, de maintenir l'Indépendance Nationale et l'intégrité du Territoire.»

#### SECTION B

#### DES ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Article 136: Le Président de la République, Chef de l'Etat, veille au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions. Il assure le fonctionnement régulier des Pouvoirs Publics ainsi que la continuité de l'Etat.

Article 137: Le Président de la République choisit un Premier Ministre parmi les Membres du Parti ayant la majorité au Parlement. A défaut de cette majorité, le Président de la République choisit son Premier Ministre en consultation avec le Président du Sénat et celui de la Chambre des Députés.

Dans les deux (2) cas, le choix doit être ratifié par le Parlement.

Article 137-1: Le Président de la République met fin aux fonctions du Premier Ministre sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

Article 138: Le Président de la République est le garant de l'Indépendance Nationale et de l'Intégrité du Territoire.

Article 139: Il négocie et signe tous Traités, Conventions et Accords Internationaux et les soumet à la ratification de l'Assemblée Nationale.

Article 139-1: Il accrédite les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Etrangères, reçoit les Lettres de Créance des Ambassadeurs des Puissances Etrangères et accorde l'exéquatur aux Conseils.

Article 140: Il déclare la guerre, négocie et signe les Traités de Paix avec l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Article 141: Le Président de la République, après approbation du Sénat nomme par Arrêté pris en Conseil des Ministres, le Commandant en Chef des Forces Armées, le Commandant en Chef de la Police, les Ambassadeurs et les Consuls Généraux.

Article 142: Par Arrêté pris en Conseil des Ministres, le Président de la République nomme les Directeurs Généraux de l'Administration Publique, les Délégués et Vice-Délégués des Départements et Arrondissements.

Il nomme également, après approbation du Sénat, les Conseils d'Administration des Organismes Autonomes.

Article 143: Le Président de la République est le Chef Nominal des Forces Armées, il ne les commande jamais en personne.

Article 144: Il fait sceller les Lois du Sceau de la République et les promulgue dans les délais prescrits par la Constitution. Il peut avant l'expiration de ce délai, user de son droit d'objection.

Article 145: Il veille à l'exécution des décisions judiciaires, conformément à la Loi.

Article 146: Le Président de la République a le droit de grâce et de commutation de peine relativement à toute condamnation passée en force de chose jugée, à l'exception des condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice ainsi qu'il est prévu dans la Présente Constitution.

Article 147: Il ne peut accorder amnistie qu'en matière politique et selon les prescriptions de la Loi.

Article 148: Si le Président se trouve dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions, le conseil des Ministres sous la présidence du Premier Ministre exerce le Pouvoir Exécutif tant que dure l'empêchement.

Article 149: En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, le Président de la Cour de Cassation de la République ou, à son défaut, le Vice-Président de cette Cour ou à défaut de celui-ci, le Juge le plus ancien et ainsi de suite par ordre d'ancienneté, est investi provisoirement de la fonction de Président de la République par l'Assemblée Nationale dûment convoquée par le Premier Ministre. Le scrutin pour l'élection du nouveau Président pour un nouveau mandat de cinq (5) ans a lieu quarante cinq (45) jours au moins et quatre vingt dix (90) jours au plus après l'ouverture de la vacance, conformément à la Constitution et à la Loi électorale.

Article 149-1: Ce Président provisoire ne peut en aucun cas se porter candidat à la plus prochaine élection présidentielle.

Article 150: Le Président de la République n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la Constitution.

Article 151: A l'ouverture de la Première Session législative annuelle, le Président de la République, par un message au Corps Législatif, fait l'exposé général de la situation. Cet exposé ne donne lieu à aucun débat.

Article 152: Le Président de la République reçoit du Trésor Public une indemnité mensuelle à partir de sa Prestation de Serment.

Article 153: Le Président de la République a sa résidence officielle au Palais National, à la capitale, sauf en cas de déplacement du siège du Pouvoir Exécutif.

Article 154: Le Président de la République préside le conseil des Ministres.

## SECTION C

## DU GOUVERNEMENT

Article 155: Le Gouvernement se compose du Premier Ministre, des Ministres et des Secrétaires d'Etat. Le Premier Ministre est le Chef du Gouvernement.

Article 156: Le Gouvernement conduit la politique de la Nation. Il est responsable devant le Parlement dans les conditions prévues par la Constitution.

Article 157: Pour être nommé Premier Ministre, il faut:

- 1) Etre Haitien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- 2) Etre âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3) Jouir de ses Droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;
- 4) Etre propriétaire en Haiti ou y exercer une profession;
- 5) Résider dans le Pays depuis cinq (5) années consécutives;
- 6) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics.

## SECTION D

## DES ATTRIBUTIONS DU PREMIER MINISTRE

Article 158: Le Premier Ministre en accord avec le Président choisit les membres de son cabinet ministériel et se présente devant le Parlement afin d'obtenir un vote de confiance sur sa déclaration de politique générale. Le vote a lieu au scrutin public et à la majorité absolue de chacune des deux (2) Chambres.

Dans le cas d'un vote de non confiance par l'une des deux(2) Chambres, la procédure recommence.

Article 159: Le Premier Ministre fait exécuter les Lois. En cas d'absence, d'empêchement temporaire du Président de la République ou sur sa demande, le Premier Ministre préside le Conseil des Ministres. Il a le pouvoir réglementaire, mais il ne peut jamais suspendre, ni interpréter les Lois, Actes et Décrets, ni se dispenser de les exécuter.

Article 159-1: De concert avec le Président de la République, il est responsable de la Défense Nationale.

Article 160: Le Premier Ministre nomme et révoque directement ou par délégation les fonctionnaires publics selon les conditions prévues par la Constitution et par la Loi sur le statut général de la Fonction Publique.

Article 161: Le Premier Ministre et les Ministres ont leurs entrées aux Chambres pour soutenir les Projets de Lois et les objections du Président de la République ainsi que pour répondre aux interpellations.

Article 162: Les actes du Premier Ministre sont contresignés, le cas échéant par les Ministres chargés de leurs exécutions. Le Premier Ministre peut être chargé d'un portefeuille ministériel.

Article 163: Le Premier Ministre et les Ministres sont responsables solidairement tant des actes du Président de la République qu'ils contresignent que de ceux de leurs Ministères. Ils sont également responsables de l'exécution des Lois, chacun en ce qui le concerne.

Article 164: La fonction de Premier Ministre et celle de Membre du gouvernement sont incompatibles avec tout mandat parlementaire. Dans un tel cas, le parlementaire opte pour l'une ou l'autre fonction.

Article 165: En cas de démission du Premier Ministre, le gouvernement reste en place jusqu'à la nomination de son successeur pour expédier les affaires courantes.

#### SECTION E

#### DES MINISTRES ET DES SECRÉTAIRES D'ETAT

Article 166: Le Président de la République préside le Conseil des Ministres. Le nombre de ceux-ci, ne peut être inférieur à dix (10).

Le Premier Ministre quand il le juge nécessaire adjoindra aux Ministres, des Secrétaires d'Etat.

Article 167: La Loi fixe le nombre des Ministères.

Article 168: La Fonction ministérielle est incompatible avec l'exercice de tous autres emplois publics, sauf ceux de l'Enseignement Supérieur.

Article 169: Les Ministres sont responsables des actes du Premier Ministre qu'ils contresignent. Ils sont solidairement responsables de l'exécution des Lois.

Article 169-1: En aucun cas, l'ordre écrit ou verbal du Président de la République ou du Premier Ministre ne peut soustraire les Ministres à la responsabilité attachée à leurs fonctions.

Article 170: Le Premier Ministre, les Ministres et les Secrétaires d'Etat perçoivent des indemnités mensuelles établies par la Loi Budgétaire.

Article 171: Les Ministres nomment certaines catégories d'agents de la Fonction Publique par délégation du Premier Ministre, selon les conditions fixées par la Loi sur la Fonction Publique.

Article 172: Lorsque l'une des deux (2) Chambres, à l'occasion d'une interpellation met en cause la responsabilité d'un Ministre par un vote de censure pris à la majorité absolue de ses Membres, l'Exécutif renvoie le Ministre.

CHAPITRE IV  
DU POUVOIR JUDICIAIRE

Article 173: Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les tribunaux de Première Instance, les tribunaux de paix et les tribunaux spéciaux dont le nombre, la composition, l'organisation, le fonctionnement et la juridiction sont fixés par la Loi.

Article 173-1: Les contestations qui ont pour objet les droits civils sont exclusivement du ressort des Tribunaux.

Article 173-2: Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu de la Loi. Il ne peut être créé de Tribunal Extraordinaire sous quelque dénomination que ce soit.

Article 174: Les juges de la Cour de Cassation et des Cours d'Appel sont nommés pour dix (10) ans. Ceux des Tribunaux de Première Instance le sont pour sept (7) ans. Leur mandat commence à courir à compter de leur prestation de serment.

Article 175: Les Juges de la Cour de Cassation sont nommés par le Président de la République sur une liste de trois (3) personnes par siège soumise par le Sénat. Ceux de la Cour d'Appel et des tribunaux de Première Instance le sont sur une liste soumise par l'Assemblée départementale concernée; les juges de paix sur une liste préparée par les Assemblées communales.

Article 176: La Loi règle les conditions exigibles pour être Juge à tous les degrés. Une Ecole de la Magistrature est créée.

Article 177: Les Juges de la Cour de Cassation, ceux des cours d'Appel et des tribunaux de Première Instance sont inamovibles. Ils ne peuvent être destitués que pour forfaiture légalement prononcée ou suspendus qu'à la suite d'une inculpation. Ils ne peuvent être l'objet d'affectation nouvelle, sans leur consentement, même en cas de promotion. Il ne peut être mis fin à leur service durant leur mandat qu'en cas d'incapacité physique ou mentale permanente dûment constatée.

Article 178: La Cour de Cassation ne connaît pas du fond des affaires. Néanmoins, en toutes matières autres que celles soumises au Jury lorsque sur un second recours, même sur une exception, une affaire se présentera entre les mêmes parties, la Cour de Cassation admettant le pourvoi, ne prononcera point de renvoi et statuera sur le fond, sections réunies.

Article 178-1: Cependant, lorsqu'il s'agit de pourvoi contre les Ordonnances de Référé, les Ordonnances du Juge d'Instruction, les Arrêts d'appel rendus à l'occasion de ces ordonnances ou contre les sentences en dernier ressort des Tribunaux de Paix ou des décisions de Tribunaux spéciaux, la cour de Cassation admettant les recours statue sans renvoi.

Article 179: Les fonctions de Juge sont incompatibles avec toutes autres fonctions salariées, sauf celle de l'Enseignement.

Article 180: Les audiences des Tribunaux sont publiques. Toutefois, elles peuvent être tenues à huis clos dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes moeurs sur décision du Tribunal.

Article 180-1: En matière de délit politique et de délit de presse, le huis clos ne peut être prononcé.

Article 181: Tout Arrêt ou jugement est motivé et prononcé en audience publique.

Article 181-1: Les arrêts ou jugements sont rendus et exécutés au nom de la République. Ils portent le mandement exécutoire aux Officiers du Ministère Public et aux Agents de la Force Publique. Les actes des Notaires susceptibles d'exécution forcée sont mis dans la même forme.

Article 182: La Cour de Cassation se prononce sur les conflits d'attributions, d'après le mode réglé par la Loi.

Article 182-1: Elle connaît des faits et du droit dans tous les cas de décisions rendues par les Tribunaux Militaires.

Article 183: La Cour de Cassation à l'occasion d'un litige et sur le renvoi qui lui en est fait, se prononce en Sections réunies sur l'inconstitutionnalité des Lois.

Article 183-1: L'interprétation d'une Loi donnée par les Chambres Législatives s'impose pour l'objet de cette Loi, sans qu'elle puisse rétroagir en ravissant des droits acquis.

Article 183-2: Les Tribunaux n'appliquent les Arrêtés et règlements d'administration publique que pour autant qu'ils sont conformes aux Lois.

Article 184: La Loi détermine les compétences des Cours et Tribunaux, règle la façon de procéder devant eux.

Article 184-1: Elle prévoit également les sanctions disciplinaires à prendre contre les Juges et les Officiers du Ministère Public, à l'exception des Juges de la Cour de Cassation qui sont justiciables de la Haute Cour de Justice pour forfaiture.

## CHAPITRE V

### DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 185: Le Sénat peut s'ériger en Haute Cour de Justice. Les travaux de cette Cour sont dirigés par le Président du Sénat assisté du président et du Vice-Président de la Cour de Cassation comme Vice-Président et Secrétaire, respectivement, sauf si ces Juges de la Cour de Cassation ou des Officiers du Ministère public près cette Cour sont impliqués dans l'accusation, auquel cas, le Président du Sénat se fera assister de deux (2) Sénateurs dont l'un sera désigné par l'inculpé et les Sénateurs sus-visés n'ont pas voix délibérative.

Article 186: La Chambre des Députés, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses Membres, prononce la mise en accusation:

a) Du Président de la République pour crime de haute trahison ou tout autre crime ou délit commis dans l'exercice de ses fonctions;

b) du Premier Ministre, des Ministres et des Secrétaires d'Etat pour crimes de haute trahison et de malversations ou d'excès de pouvoir ou tous autres crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions;

c) des membres du Conseil Electoral Permanent et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif pour fautes graves commises dans l'exercice de leurs fonctions;

d) des Juges et Officiers du Ministère Public près la Cour de Cassation pour forfaiture;

e) du protecteur du citoyen.

Article 187: Les membres de la Haute Cour de Justice prêtent individuellement et à l'ouverture de l'audience, le serment suivant:

«Je jure devant Dieu et devant la nation de juger avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre suivant ma conscience et mon intime conviction».

Article 188: La Haute Cour de Justice, au scrutin secret et à la majorité absolue, désigne parmi ses Membres, une Commission chargée de l'instruction.

Article 188-1: La décision sous forme de décret est rendue sur le rapport de la Commission d'Instruction et à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de la Haute Cour de Justice.

Article 189: La Haute Cour de Justice ne siège qu'à la majorité des deux tiers (2/3) de ses Membres.

Article 189-1: Elle ne peut prononcer d'autre peine que la destitution, la déchéance et la privation du droit d'exercer toute Fonction Publique durant cinq (5) ans au moins et quinze 15 ans au plus.

Article 189-2: Toutefois, le condamné peut être traduit devant les Tribunaux Ordinaires, conformément à la Loi, s'il y a lieu d'appliquer d'autres peines ou de statuer sur l'exercice de l'action civile.

Article 190: La Haute Cour de Justice, une fois saisie, doit siéger jusqu'au prononcé de la décision, sans tenir compte de la durée des sessions du Corps Législatif.

## TITRE VI

### DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES

#### CHAPITRE I

#### DU CONSEIL ELECTORAL PERMANENT

Article 191: Le Conseil Electoral Permanent est chargé d'organiser et de contrôler en toute indépendance, toutes les opérations électorales sur tout le Territoire de la République jusqu'à la proclamation des résultats du scrutin.

Article 191-1: Il élabore également le Projet de Loi Electorale qu'il soumet au Pouvoir Exécutif pour les suites nécessaires.



Article 191-2: Il s'assure de la tenue à jour des listes électorales.

Article 192: Le Conseil Electoral Permanent comprend neuf (9) Membres choisis sur une liste de trois (3) noms proposés par chacune des Assemblées Départementales:

- 3 sont choisis par le Pouvoir Exécutif;
- 3 sont choisis par la Cour de Cassation;
- 3 sont choisis par l'Assemblée Nationale.

Les Organes sus-cités veillent, autant que possible à ce que chacun des Départements soit représenté.

Article 193: Pour être Membre du Conseil Electoral Permanent, il faut:

- 1) Etre Haitien d'Origine;
- 2) Etre âgé au moins de quarante (40) ans révolu;
- 3) Jouir de ses Droits Civils et Politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;
- 4) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable de deniers publics;
- 5) Avoir résidé dans le Pays au moins trois (3) ans avant sa nomination.

Article 194: Les Membres du Conseil Electoral Permanent sont nommés pour une période de neuf (9) ans non renouvelable. Ils sont inamovibles.

Article 194-1: Le Conseil Electoral Permanent est renouvelable par tiers tous les trois (3) ans. Le Président est choisi parmi les Membres.

Article 194-2: Avant d'entrer en fonction, les Membres du Conseil Electoral Permanent prêtent le serment suivant devant la Cour de Cassation.

"Je jure de respecter la Constitution et les dispositions de la Loi Electorale et de m'acquitter de ma tâche avec dignité, indépendance, impartialité et patriotisme."

Article 195: En cas de faute grave commise dans l'exercice de leur fonction, les Membres du Conseil Electoral Permanent sont passibles de la Haute Cour de Justice.

Article 195-1: Le siège du Conseil Electoral Permanent se trouve à la Capitale. Sa juridiction s'étend sur tout le Territoire de la République.

Article 196: Les Membres du Conseil Electoral Permanent ne peuvent occuper aucune fonction publique, ni se porter candidat à une fonction électorale pendant toute la durée de leur mandat.

En cas de démission, tout Membre du Conseil doit attendre trois (3) ans avant de pouvoir briguer une fonction électorale.

Article 197: Le Conseil Electoral Permanent est le Contentieux de toutes les contestations soulevées à l'occasion soit des élections, soit de l'application ou de la violation de la Loi Electorale, sous réserve de toute poursuite légale à entreprendre contre le ou les coupables par devant les Tribunaux Compétents.

Article 198: En cas de vacance créée par décès, démission ou toute autre cause, il est pourvu au remplacement du Membre, suivant la procédure fixée par l'Article 192 pour le temps qui reste à courir, compte tenu du Pouvoir qui avait désigné le Membre à remplacer.

Article 199: La loi détermine les règles d'Organisation et de Fonctionnement du Conseil Electoral Permanent.

## CHAPITRE II

### DE LA COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Article 200: La Cour Supérieure des comptes et du Contentieux Administratif est une Juridiction financière, administrative, indépendante et autonome. Elle est chargée du contrôle administratif et juridictionnel des recettes et des dépenses de l'Etat, de la vérification de la Comptabilité des Entreprises d'Etat ainsi que de celles des collectivités territoriales.

Article 200-1: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif connaît des litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

Article 200-2: Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours, sauf le pourvoi en Cassation.

Article 200-3: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif comprend deux (2) Sections:

- 1) La Section du Contrôle Financier;
- 2) La Section du Contentieux Administratif.

Article 200-4: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif participe à l'élaboration du Budget et est consultée sur toutes les questions relatives à la Législation sur les Finances Publiques ainsi que sur tous les Projets de contrats, Accords et Conventions à caractère Financier ou Commercial auxquels l'Etat est partie. Elle a le droit de réaliser les audits dans toutes les Administrations Publiques.

Article 200-5: Pour être membre de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, il faut:

- a) Etre Haitien et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- b) Etre âgé de trente-cinq (35) ans accomplis;
- c) Avoir reçu décharge de sa gestion lorsqu'on a été comptable de deniers publics;
- d) Etre licencié en droit ou être comptable agréé ou détenteur d'un diplôme d'études Supérieures d'Administration Publique, d'Economie ou de Finances Publiques;
- e) Avoir une expérience de cinq (5) années dans une Administration Publique ou Privée;
- f) Jouir de ses Droits Civils et Politiques.

Article 200-6: Les candidats à cette fonction font directement le dépôt de leur candidature au Bureau du Sénat de la République. Le Sénat élit les dix (10) Membres de la Cour, qui parmi eux désignent leurs Président et Vice-Président.

Article 201: Ils sont investis d'un (1) mandat de dix (10) années et sont inamovibles.

Article 202: Avant d'entrer en fonction, les Membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif prêtent devant une Section de la Cour de Cassation, le serment suivant:

"Je jure de respecter la Constitution et les Lois de la République, de remplir mes fonctions avec exactitude et loyauté et de me conduire en tout avec dignité."

Article 203: Les Membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sont justiciables de la Haute Cour de Justice pour les fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.

Article 204: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif fait parvenir chaque année au Corps Législatif dans les trente (30) jours qui suivent l'ouverture de la Première Session Législative, un rapport complet sur la situation financière du Pays et sur l'efficacité des dépenses publiques.

Article 205: L'organisation de la Cour sus-mentionnée, le statut de ses Membres, son mode de fonctionnement sont établis par la Loi.

### CHAPITRE III DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

Article 206: La Commission de Conciliation est appelée à trancher les différends qui opposent le Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Législatif ou les deux (2) branches du Pouvoir Législatif. Elle est formée ainsi qu'il suit:

- a) Le Président de la Cour de Cassation - Président;
- b) Le Président du Sénat - Vice-Président;
- c) Le Président de la Chambre des Députés - Membre;
- d) Le Président du Conseil Electoral Permanent - Membre;
- e) Le Vice-Président du Conseil Electoral Permanent - Membre;
- f) Deux (2) Ministres désignés par le Président de la République - Membres.

Article 206-1: Le mode de fonctionnement de la Commission de Conciliation est déterminé par la Loi.

### CHAPITRE IV DE LA PROTECTION DU CITOYEN

Article 207: Il est créé un office dénommé Office de la Protection du Citoyen dont le but est de protéger tout individu contre toutes les formes d'abus de l'Administration Publique.

Article 207-1: L'office est dirigé par un citoyen qui porte le titre de Protecteur du Citoyen. Il est choisi par consensus entre le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de la Chambre des Députés. Il est investi d'un mandat de sept (7) ans, non renouvelable.

Article 207-2: Son intervention en faveur de tout plaignant se fait sans frais aucun, quelle que soit la juridiction.

Article 207-3: Une loi fixe les conditions et règlements de fonctionnement de l'Office du Protecteur du Citoyen.

#### CHAPITRE V DE L'UNIVERSITÉ - DE L'ACADÉMIE DE LA CULTURE

Article 208: L'Enseignement Supérieur est libre. Il est dispensé par l'Université d'Etat d'Haiti qui est autonome et par des Ecoles Supérieures Publiques et des Ecoles Supérieures Privées agréées par l'Etat.

Article 209: L'Etat doit financer le fonctionnement et le développement de l'Université d'Etat d'Haiti et des Ecoles Supérieures Publiques. Leur organisation et leur localisation doivent être envisagées dans une perspective de développement régional.

Article 210: La création de Centres de Recherches doit être encouragée.

Article 211: L'autorisation de fonctionner des Universités et des Ecoles Supérieures Privées est subordonnée à l'approbation technique du Conseil de l'Université d'Etat, à une participation majoritaire haitienne au niveau du Capital et du Corps Professoral ainsi qu'à l'obligation d'enseigner notamment en langue officielle du Pays.

Article 211-1: Les Universités et Ecoles Supérieures Privées et Publiques dispensent un Enseignement Académique et pratique adapté à l'évolution et aux besoins du développement national.

Article 212: Une Loi Organique régleme la création, la localisation et le fonctionnement des Universités et des Ecoles Supérieures Publiques et Privées du Pays.

Article 213: Une Académie Haitienne est instituée en vue de fixer la langue créole et de permettre son développement scientifique et harmonieux.

Article 213-1: D'autres Académies peuvent être créées.

Article 214: Le titre de Membre de l'Académie est purement honorifique.

Article 214-1: La Loi détermine le mode d'organisation et de fonctionnement des académies.

Article 215: Les richesses archéologiques, historiques, culturelle et folkloriques du Pays de même que les richesses architecturales, témoin de la grandeur de notre passé, font partie du Patrimoine National. En conséquence, les monuments, les ruines, les sites des grands faits d'armes de nos

ancêtres, les centres réputés de nos croyances africaines et tous les vestiges du passé sont placées sous la protection de l'Etat.

Article 216: La Loi détermine pour chaque domaine les conditions spéciales de cette protection.

## TITRE VII

### DES FINANCES PUBLIQUES

Article 217: Les Finances de la République sont décentralisées. La gestion en est assurée par le Ministère y afférent. L'Exécutif assisté d'un Conseil Interdépartemental élabore la Loi qui fixe la portion et la nature des revenus publics attribués aux Collectivités Territoriales.

Article 218: Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une Loi. Aucune charge, aucune imposition soit Départementale, soit Municipale, soit de Section Communale, ne peut être établie qu'avec le consentement de ces Collectivités Territoriales.

Article 219: Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts.

Aucune exception, aucune augmentation, diminution ou suppression d'impôt ne peut être établie que par la Loi.

Article 220: Aucune pension, aucune gratification, aucune allocation, aucune subvention, à la charge du Trésor Public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une Loi. Les pensions versées par l'Etat sont indexées sur le coût de la vie.

Article 221: Le cumul des fonctions publiques salariées par l'Etat est formellement interdit, excepté pour celles de l'Enseignement, sous réserve des dispositions particulières.

Article 222: Les procédures relatives à la préparation du Budget et à son Exécution sont déterminées par la Loi.

Article 223: Le contrôle de l'exécution de la Loi sur le budget et sur la comptabilité Publique est assuré par la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif et par l'Office du Budget.

Article 224: La Politique Monétaire Nationale est déterminée par la Banque Centrale conjointement avec le Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 225: Un Organisme public Autonome jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière remplit les fonctions de Banque Centrale. Son statut est déterminé par la Loi.

Article 226: La Banque Centrale est investie du privilège exclusif d'émettre avec force libératoire sur tout le Territoire de la République, des billets représentatifs de l'Unité Monétaire, la monnaie divisionnaire, selon le titre, le poids, la description, le chiffre et l'emploi fixés par la Loi.

Article 227: Le Budget de chaque Ministère est divisé en Chapitres et Sections et doit être voté Article par Article.

Article 227-1: Les valeurs à tirer sur les allocations budgétaires ne pourront en aucun cas dépasser le douzième de la dotation pour un mois déterminé sauf en Décembre à cause du boni à verser à tous Fonctionnaires et Employés Publics.

Article 227-2: Les Comptes Généraux des recettes et des dépenses de la République sont gérés par le Ministre des Finances selon un mode de Comptabilité établi par la Loi.

Article 227-3: Les Comptes Généraux et les Budgets prescrits par l'article précédent, accompagnés du rapport de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif doivent être soumis aux Chambres Législatives par le Ministre des Finances au plus tard dans les quinze (15) jours de l'ouverture de la Session Législative.

Il en est de même du bilan annuel et des opérations de la Banque Centrale, ainsi que de tous autres comptes de l'Etat Haitien.

Article 227-4: L'Exercice Administratif commence le premier Octobre de chaque année et finit le trente (30) Septembre de l'Année suivante.

Article 228: Chaque année, le Corps Législatif arrête:

a) Le Compte des Recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année écoulée ou les années précédentes;

b) Le Budget Général de l'Etat contenant l'aperçu et la portion des fonds alloués pour l'année à chaque ministère.

Article 228-1: Toutefois, aucune proposition, aucun amendement ne peut être introduit au Budget à l'occasion du vote de celui-ci sans la prévision correspondante des voies et moyens.

Article 228-2: Aucune augmentation, aucune réduction ne peut être apportée aux appointements des fonctionnaires publics que par une modification des Lois y afférentes.

Article 229: Les Chambres Législatives peuvent s'abstenir de tous Travaux Législatifs tant que les documents sus-visés ne leur sont pas présentés. Elles refusent la décharge aux Ministres lorsque les comptes présentés ne fournissent pas par eux-mêmes ou les pièces à l'appui, les éléments de vérification et d'appréciation nécessaires.

Article 230: L'examen et la liquidation des Comptes de l'Administration Générale et de tout Comptable de deniers publics se font suivant le mode établi par la Loi.

Article 231: Au cas où les Chambres Législatives pour quelque raison que ce soit, n'arrêtent pas à temps le Budget pour un ou plusieurs Départements Ministériels avant leur ajournement, le ou les Budgets des Départements intéressés restent en vigueur jusqu'au vote et adoption du nouveau Budget.

Article 231-1: Au cas où par la faute de l'Exécutif, le Budget de la République n'a pas été voté, le Président de la République convoque immédiatement

ment les Chambres Législatives en Session Extraordinaire à seule fin de voter le Budget de l'Etat.

Article 232: Les organismes, les Entreprises Autonomes et les Entités subventionnés par le Trésor Public en totalité ou en partie sont régis par des Budgets Spéciaux et des systèmes de traitements et salaires approuvés par le Pouvoir Exécutif.

Article 233: En vue d'exercer un contrôle sérieux et permanent des dépenses Publiques, il est élu au scrutin secret, au début de chaque Session Ordinaire, une Commission Parlementaire de Quinze (15) membres dont neuf (9) Députés et six (6) Sénateurs chargée de rapporter sur la gestion des Ministres pour permettre aux deux (2) Assemblées de leur donner décharge.

Cette commission peut s'adjoindre des Spécialistes pour l'aider dans son contrôle.

### TITRE VIII

#### DE LA FONCTION PUBLIQUE

Article 234: L'Administration Publique Haitienne est l'instrument par lequel l'Etat concrétise ses missions et objectifs. Pour garantir sa rentabilité, elle doit être gérée avec honnêteté et efficacité.

Article 235: Les Fonctionnaires et Employés sont exclusivement au service de l'Etat. Ils sont tenus à l'observance stricte des normes et éthique déterminée par la Loi sur la Fonction Publique.

Article 236: La Loi fixe l'organisation des diverses structures de l'Administration et précise leurs conditions de fonctionnement.

Article 236-1: La loi régleme la Fonction Publique sur la base de l'aptitude, du mérite et de la discipline. Elle garantit la sécurité de l'emploi.

Article 236-2: La Fonction Publique est une carrière. Aucun fonctionnaire ne peut être engagé que par voie de Concours ou autres conditions prescrites par la Constitution et par la Loi, ni être révoqué que pour des causes spécifiquement déterminées par la Loi. Cette révocation doit être prononcée dans tous les cas par le Contentieux Administratif.

Article 237: Les Fonctionnaires de carrière n'appartiennent pas à un service public déterminé mais à la Fonction Publique qui les met à la disposition des divers Organismes de l'Etat.

Article 238: Les Fonctionnaires indiqués par la Loi sont tenus de déclarer l'état de leur patrimoine au Greffe du Tribunal Civil dans les trente (30) jours qui suivent leur entrée en fonction. Le Commissaire du Gouvernement doit prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour vérifier l'exactitude de la déclaration.

Article 239: Les Fonctionnaires et Employés Publics peuvent s'associer pour défendre leurs droits dans les conditions prévues par la Loi.

Article 240: Les Fonctions ou Charges Politiques ne donnent pas ouverture à la carrière administrative, notamment les fonctions de Ministre et de Secrétaire d'Etat, d'Officier du Ministère Public, de Délégué et de Vice-Délégué, d'Ambassadeur, de Secrétaire Privé du Président de la République, de Membre de Cabinet de Ministre, de Directeur Général de Département Ministériel ou d'Organisme Autonome, de Membres de Conseil d'Administration.

Article 241: La Loi sanctionne les infractions contre le fisc et l'enrichissement illicite. Les Fonctionnaires qui ont connaissance de tels faits ont pour devoir de les signaler à l'Autorité Compétente.

Article 242: L'enrichissement illicite peut être établi par tous les modes de preuves, notamment par présomption de la disproportion marquée entre les moyens du fonctionnaire acquis depuis son entrée en fonction et le montant accumulé du Traitement ou des Emoluments auxquels lui a donné droit la charge occupée.

Article 243: Le Fonctionnaire coupable des délits sus-désignés ne peut bénéficier que de la prescription vicennale. Cette prescription ne commence à courir qu'à partir de la cessation de ses fonctions ou des causes qui auraient empêché toute poursuite.

Article 244: L'Etat a pour devoir d'éviter les grandes disparités d'appointements dans l'Administration Publique.

#### TITRE IX CHAPITRE I

#### DE L'ECONOMIE-DE L'AGRICULTURE

Article 245: La liberté économique est garantie tant qu'elle ne s'oppose pas à l'intérêt social.

L'Etat protège l'entreprise privée et vise à ce qu'elle se développe dans les conditions nécessaires à l'accroissement de la richesse nationale de manière à assurer la participation du plus grand nombre au Bénéfice de cette richesse.

Article 246: L'Etat encourage en milieu rural et urbain, la formation de coopérative de production, la transformation de produits primaires et l'esprit d'entreprise en vue de promouvoir l'accumulation du Capital National pour assurer la permanence du développement.

Article 247: L'Agriculture source principale de la richesse nationale, est garante du bien-être des populations et du progrès socio-économique de la Nation.

Article 248: Il est créé un Organisme Spécial dénommé: Institut National de la Réforme Agraire en vue d'organiser la refonte des structures foncières et de mettre en oeuvre une réforme agraire au bénéfice des réels exploitants de la terre. Cet institut élabore une politique agraire axée sur l'optimisation de la productivité au moyen de la mise en place d'infrastructures visant la protection et l'aménagement de la terre.



Article 248-1: La Loi détermine la superficie minimale et maximale des unités de base des exploitations agricoles.

Article 249: L'Etat a pour obligation d'établir les structures nécessaires pour assurer la productivité maximale de la terre et la commercialisation interne des denrées. Des unités d'encadrement technique et financières sont établies pour assister les agriculteurs au niveau de chaque Section Communale.

Article 250: Aucun monopole ne peut être établi en faveur de l'Etat et des Collectivités Territoriales que dans l'Intérêt exclusif de la Société. Ce monopole ne peut être cédé à un particulier.

Article 251: L'importation des denrées agricoles et de leurs dérivés produits, en quantité suffisante sur le Territoire National est interdite, sauf cas de force majeure.

Article 252: L'Etat peut prendre en charge le fonctionnement des Entreprises de production, de biens et des services essentiels à la communauté, aux fins d'en assurer la continuité dans le cas où l'existence de ces Etablissements serait menacée. Ces Entreprises seront groupées dans un système intégré de gestion.

## CHAPITRE II DE L'ENVIRONNEMENT

Article 253: L'Environnement étant le cadre naturel de vie de la Population, les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique sont formellement interdites.

Article 254: L'Etat organise la mise en valeur des sites naturels, et assure la protection et les rend accessibles à tous.

Article 255: Pour protéger les réserves forestières et élargir la couverture végétale, l'Etat encourage le développement des formes d'énergie propre: solaire, éolienne et autres.

Article 256: Dans le cadre de la protection de l'Environnement et de l'Education Publique, l'Etat a pour obligation de procéder à la création et à l'entretien de jardins botaniques et zoologiques en certains points du Territoire.

Article 257: La Loi détermine les conditions de protection de la faune et de la flore. Elle sanctionne les contrevenants.

Article 258: Nul ne peut introduire dans le Pays des déchets ou résidus de provenances étrangères de quelque nature que ce soit.

## TITRE X

### DE LA FAMILLE

Article 259: L'Etat protège la Famille base fondamentale de la Société.

Article 260: Il doit une égale protection à toutes les Familles qu'elles soient constituées ou non dans les liens du mariage. Il doit procurer aide et assistance à la maternité, à l'enfance et à la vieillesse.

Article 261: La Loi assure la protection à tous les Enfants. Tout enfant a droit à l'amour, à l'affection, à la compréhension et aux soins moraux et matériels de son père et de sa mère.

Article 262: Un Code de la Famille doit être élaboré en vue d'assurer la protection et le respect des droits de la Famille et de définir les formes de la recherche de la paternité. Les Tribunaux et autres Organismes de l'Etat chargés de la protection de ces droits doivent être accessibles gratuitement au niveau de la plus petite Collectivité Territoriale.

#### TITRE XI DE LA FORCE PUBLIQUE

Article 263: La Force Publique se compose de deux (2) Corps distincts:

- a) Les Forces Armées d'Haiti;
- b) Les Forces de Police.

Article 263-1: Aucun autre Corps Armé ne peut exister sur le Territoire National.

Article 263-2: Tout Membre de la Force Publique prête lors de son engagement, le serment d'allégeance et de respect à la Constitution et au Drapeau.

#### CHAPITRE I DES FORCES ARMÉES

Article 264: Les Forces Armées comprennent les Forces de Terre, de Mer, de l'Air et les Services Techniques.

Les Forces Armées d'Haiti sont instituées pour garantir la sécurité et l'intégrité du Territoire de la République.

Article 264-1: Les Forces Armées sont commandées effectivement par un Officier Général ayant pour titre Commandant en Chef des Forces Armées d'Haiti.

Article 264-2: Le Commandant en Chef des Forces Armées, conformément à la Constitution, est choisi parmi les Officiers Généraux en activité de Service.

Article 264-3: Son mandat est fixé à trois (3) ans. Il est renouvelable.

Article 265: Les Forces Armées sont apolitiques. Leurs Membres ne peuvent faire partie d'un groupement ou d'un parti politique et doivent observer la plus stricte neutralité.

Article 265-1: Les Membres des Forces Armées exercent leur droit de vote, conformément à la Constitution.

Article 266: Les Forces Armées ont pour attributions:

- a) Défendre le Pays en cas de guerre;
- b) Protéger le Pays contre les menaces venant de l'extérieur;
- c) Assurer la surveillance des Frontières Terrestres, Maritimes et Aériennes;
- d) Prêter main forte sur requête motivée de l'Exécutif, à la Police au cas où cette dernière ne peut répondre à sa tâche.

e) Aider la Nation en cas de désastre naturel.

f) outre les attributions qui lui sont propres, les Forces Armées peuvent être affectées à des tâches de développement.

Article 267: Les Militaires en activité de Service ne peuvent être nommés à aucune Fonction Publique, sauf de façon temporaire pour exercer une spécialité.

Article 267-1: Tout Militaire en activité de Service, pour se porter candidat à une fonction électorale, doit obtenir sa mise en disponibilité ou sa mise à la retraite un (1) an avant la parution du Décret Electoral.

Article 267-2: La carrière militaire est une profession. Elle est hiérarchisée. Les conditions d'engagement, les grades, promotions, révocations, mises à la retraite, sont déterminées par les règlements des Forces Armées d'Haiti.

Article 267-3: Le Militaire n'est justiciable d'une Cour Militaire que pour les délits et crimes commis en temps de guerre ou pour les infractions relevant de la discipline militaire.

Il ne peut être l'objet d'aucune révocation, mise en disponibilité, à la réforme, à la retraite anticipée qu'avec son consentement. Au cas où ce consentement n'est pas accordé, l'Intéressé peut se pourvoir par devant le Tribunal Compétent.

Article 267-4: Le Militaire conserve toute sa vie, le dernier grade obtenu dans les Forces Armées d'Haiti. Il ne peut en être privé que par décision du Tribunal Compétent passée en force de chose souverainement jugée.

Article 267-5: L'Etat doit accorder aux Militaires de tous grades des prestations garantissant pleinement leur sécurité matérielle.

Article 268: Dans le cadre d'un Service National Civique mixte obligatoire, prévu par la constitution à l'article 52-3, les Forces Armées participent à l'organisation et à la supervision de ce service.

Le Service Militaire est obligatoire pour tous les Haitiens âgés au moins de dix-huit (18) ans.

La Loi fixe le mode de recrutement, la durée et les règles de fonctionnement de ces services.

Article 268-1: Tout citoyen a droit à l'auto-défense armée, dans les limites de son domicile mais n'a pas droit au port d'armes sans l'autorisation expresse et motivée du Chef de la Police.

Article 268-2: La détention d'une arme à feu doit être déclarée à la Police.

Article 268-3: Les Forces Armées ont le monopole de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de l'utilisation et de la détention des armes de guerre et de leurs munitions, ainsi que du matériel de guerre.

## CHAPITRE II

## DES FORCES DE POLICE

Article 269: La Police est un Corps Armé.

Son fonctionnement relève du Ministère de la Justice.

Article 269-1: Elle est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens.

Son organisation et son mode de fonctionnement sont réglés par la Loi.

Article 270: Le Commandant en Chef des Forces de Police est nommé, conformément à la Constitution, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable.

Article 271: Il est créé une (1) Académie et une (1) Ecole de Police dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par la Loi.

Article 272: Des Sections spécialisées notamment l'Administration Pénitentiaire, le Service des Pompiers, le Service de la Circulation, la Police Routière, les Recherches Criminelles, le Service Narcotique et Anti-Contrebande... sont créés par la Loi régissant l'Organisation, le Fonctionnement et la Localisation des Forces de Police.

Article 273: La Police en tant qu'auxiliaire de la Justice, recherche les contraventions, les délits et crimes commis en vue de la découverte et de l'arrestation de leurs auteurs.

Article 274: Les Agents de la Force Publique dans l'exercice de leurs fonctions sont soumis à la responsabilité civile et pénale dans les formes et conditions prévues par la Constitution et par la Loi.

## TITRE XII

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 275: Le Chômage de l'Administration Publique et Privée et du Commerce sera observé à l'occasion des Fêtes Nationales et des Fêtes Légales.

Article 275-1: Les Fêtes Nationales sont:

- 1) La Fête de l'Indépendance Nationale le Premier Janvier;
- 2) Le Jour des Aïeux le 2 Janvier;
- 3) La Fête de l'Agriculture et du Travail le Premier Mai;
- 4) La Fête du Drapeau et de l'université le 18 Mai;
- 5) La Commémoration de la Bataille de Vertière Jour des Forces Armées, le 18 Novembre;

Article 275-2: Les Fêtes Légales sont déterminées par la Loi.

Article 276: L'Assemblée Nationale ne peut ratifier aucun Traité, Convention ou Accord internationaux comportant des clauses contraires à la présente Constitution.

Article 276-1: La ratification des Traités, des Conventions et des Accords Internationaux est donnée sous forme de Décret.

Article 276-2: Les Traités ou Accords Internationaux, une fois sanctionnés et ratifiés dans les formes prévues par la Constitution, font partie de la Législation du Pays et abrogent toutes les Lois qui leur sont contraires.

Article 277: L'Etat Haitien peut intégrer une Communauté Economique d'Etats dans la mesure où l'Accord d'Association stimule le développement économique et social de la République d'Haiti et ne comporte aucune clause contraire à la Présente Constitution.

Article 278: Aucune place, aucune partie du Territoire ne peut être déclarée en état de siège qu'en cas de guerre civile ou d'invasion de la part d'une force étrangère.

Article 278-1: L'acte du Président de la République déclaratif d'état de siège, doit être contresigné par le Premier Ministre, par tous les Ministres et porter convocation immédiate de l'Assemblée Nationale appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

Article 278-2: L'Assemblée Nationale arrêté avec le Pouvoir Exécutif, les Garanties Constitutionnelles qui peuvent être suspendues dans les parties du Territoire mises en état de siège.

Article 278-3: L'Etat de siège devient caduc s'il n'est pas renouvelé tous les quinze (15) jours après son entrée en vigueur par un vote de l'Assemblée Nationale.

Article 278-4: L'Assemblée Nationale siège pendant toute la durée de l'Etat de siège.

Article 279: Trente (30) jours après son élection, le Président de la République doit déposer au greffe du Tribunal de Première Instance de son domicile, l'inventaire notarié de tous ses biens, meubles et immeubles, il en sera de même à la fin de son mandat.

Article 279-1: Le Premier Ministre, les Ministres et Secrétaires d'Etat sont astreints à la même obligation dans les trente (30) jours de leur installation et de leur sortie de fonction.

Article 280: Aucun frais, aucune indemnité généralement quelconques n'est accordé aux Membres des Grands Corps de l'Etat à titre des tâches spéciales qui leur sont attribuées.

Article 281: A l'occasion des consultations nationales, l'Etat prend en charge proportionnellement un nombre de suffrages obtenus, une partie des frais encourus durant les campagnes électorales.

Article 281-1: Ne sont éligibles à de telles facilités que les partis qui auront au niveau national obtenu dix pour cent (10%) des suffrages exprimés avec un plancher départemental de suffrage de cinq pour cent (5%).

## TITRE XIII

## AMENDEMENTS À LA CONSTITUTION

Article 282: Le Pouvoir Législatif, sur la proposition de l'une des deux (2) Chambres ou du Pouvoir Exécutif, a le droit de déclarer qu'il y a lieu d'amender la Constitution, avec motifs à l'appui.

Article 282-1: Cette déclaration doit réunir l'adhésion des deux (2/3) tiers de chacune des deux (2) chambres. Elle ne peut être faite qu'au cours de la dernière Session Ordinaire d'une Législature et est publiée immédiatement sur toute l'étendue du Territoire.

Article 283: A la première Session de la Législature suivante, les Chambres se réunissent en Assemblée Nationale et statuent sur l'amendement proposé.

Article 284: L'Assemblée Nationale ne peut siéger, ni délibérer sur l'amendement si les deux (2/3) tiers au moins des Membres de chacune des deux (2) Chambres ne sont présents.

Article 284-1: Aucune décision de l'Assemblée Nationale ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux (2/3) tiers des suffrages exprimés.

Article 284-2: L'amendement obtenu ne peut entrer en vigueur qu'après l'installation du prochain Président élu. En aucun cas, le Président sous le gouvernement de qui l'amendement a eu lieu ne peut bénéficier des avantages qui en découlent.

Article 284-3: Toute Consultation Populaire tendant à modifier la Constitution par voie de Referendum est formellement interdite.

Article 284-4: Aucun amendement à la Constitution ne doit porter atteinte au caractère démocratique et républicain de l'Etat.

## TITRE XIV

## DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 285: Le Conseil National de Gouvernement reste et demeure en fonction jusqu'au 7 Février 1988, date d'investiture du Président de la République élu sous l'empire de la Présente Constitution, conformément au Calendrier Electoral.

Article 285-1: Le Conseil National de Gouvernement est autorisé à prendre en Conseil des Ministres, conformément à la Constitution, des décrets ayant force de Loi jusqu'à l'entrée en fonction des députés et Sénateurs élus sous l'empire de la Présente Constitution.

Article 286: Tout Haitien qui a adopté une nationalité étrangère durant les vingt-neuf (29) années précédant le 7 Février 1986 peut, par une déclaration faite au Ministère de la Justice dans un délai de deux (2) ans à partir de la publication de la Constitution, recouvrer sa nationalité haitienne avec les avantages qui en découlent, conformément à la Loi.

Article 287: Compte tenu de la situation des Haïtiens expatriés volontairement ou involontairement, les délais de résidence prévus dans la présente Constitution, sont ramenés à une année révolue pour les plus prochaines élections.

Article 288: A l'occasion de la prochaine Consultation Electorale, les mandats des trois (3) Sénateurs élus pour chaque Département seront établis comme suit:

- a) Le Sénateur qui a obtenu le plus grand nombre de voix, bénéficiera d'un (1) mandat de six (6) ans.
- b) Le Sénateur qui vient en seconde place en ce qui a trait au nombre de voix, sera investi d'un (1) mandat de quatre (4) ans.
- c) Le troisième Sénateur sera élu pour deux (2) ans.

Dans la suite, chaque Sénateur élu, sera investi d'un (1) mandat de six (6) ans.

Article 289: En attendant l'établissement du Conseil Electoral permanent prévu dans la présente constitution, le Conseil National de Gouvernement forme un Conseil Electoral provisoire de neuf (9) membres chargé de l'exécution et de l'élaboration de la Loi électorale devant régir les prochaines élections et désigné de la façon suivante:

- 1) un par l'Exécutif, non fonctionnaire;
- 2) un par la Conférence épiscopale;
- 3) un par le Conseil Consultatif;
- 4) un par la Cour de Cassation;
- 5) un par les organismes de Défense des Droits humains, ne participant pas aux compétitions électorales;
- 6) un par le Conseil de l'Université;
- 7) un par l'Association des Journalistes;
- 8) un par les Cultes réformés;
- 9) un par le Conseil National des Coopératives.

Article 289-1: Dans la quinzaine qui suivra la ratification de la présente Constitution, les Corps ou Organisations concernés font parvenir à l'Exécutif le nom de leur représentant.

Article 289-2: En cas d'abstention d'un Corps ou Organisation susvisé, l'Exécutif comble la ou les vacances.

Article 289-3: La mission de ce Conseil Electoral Provisoire prend fin dès l'entrée en fonction du Président élu.

Article 290: Les membres du Premier Conseil électorale permanent se départagent par tirage au sort les mandats de neuf (9) six (6) et trois (3) ans, prévus pour le renouvellement par tiers (1/3) du Conseil.

Article 291: Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix (10) années qui suivront la publication de la Présente Constitution et cela sans préjudice des actions pénales ou en réparation civile:

a) Toute personne notoirement connue pour avoir été par ses excès de zèle un des artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt neuf (29) dernières années;

b) tout comptable des deniers publics durant les années de la dictature sur qui plane une présomption d'enrichissement illicite;

c) toute personne dénoncée par la clameur publique pour avoir pratiqué la torture sur les prisonniers politiques, à l'occasion des arrestations et des enquêtes ou d'avoir commis des assassinats politiques.

Article 292: Le Conseil Electoral Provisoire chargé de recevoir les dépôts de candidature, veille à la stricte application de cette disposition.

Article 293: Tous les Décrets d'expropriation de biens immobiliers dans les zones urbaines et rurales de la République des deux (2) derniers Gouvernements Haitiens au profit de l'Etat ou des sociétés en formation sont annulés si le but pour lequel ils ont été pris, n'a pas été exécuté au cours des dix (10) dernières années.

Article 293-1: Tout individu victime de confiscation de biens ou de dépossession arbitraire pour raison politique, durant la période s'étendant du 22 octobre 1957 au 7 février 1986 peut récupérer ses biens devant le Tribunal compétent.

Dans ce cas, la procédure est célère comme pour les affaires urgentes et la décision n'est susceptible que du pourvoi en Cassation.

Article 294: Les condamnations à des peines afflictives et infamantes pour des raisons politiques de 1957 à 1986, n'engendrent aucun empêchement à l'exercice des Droits Civils et Politiques.

Article 295: Dans les six (6) mois à partir de l'entrée en fonction du Premier Président élu sous l'empire de la Constitution de 1987, le Pouvoir Exécutif est autorisé à procéder à toutes réformes jugées nécessaires dans l'Administration Publique en général et dans la Magistrature.

#### TITRE XV

#### DISPOSITIONS FINALES

Article 296: Tous les Codes de Lois ou Manuels de Justice, toutes les Lois, tous les Décrets-Lois et tous les Décrets et Arrêtés actuellement en vigueur sont maintenus en tout ce qui n'est pas contraire à la présente Constitution.

Article 297: Toutes les Lois, tous les Décrets-Lois, tous les Décrets restreignant arbitrairement les droits et libertés fondamentaux des citoyens notamment:

a) Le Décret-Loi du 5 septembre 1935 sur les croyances superstitieuses;



- b) La Loi du 2 août 1977 instituant le Tribunal de la Sûreté de l'Etat;
- c) La Loi du 28 juillet 1975 soumettant les terres de la Vallée de l'Artibonite à un statut d'exception;
- d) La Loi du 29 avril 1969 condamnant toute doctrine d'importation;
- Sont et demeurent abrogés.

Article 298: La présente Constitution doit être publiée dans la quinzaine de sa ratification par voie référendaire. Elle entre en vigueur dès sa publication au Moniteur, Journal Officiel de la République.

Donné au Palais Législatif, à Port-au-Prince, siège de l'Assemblée Nationale Constituante, le 10 mars 1987, An 184ème de l'Indépendance.

Me. Emile JONASSAINT  
Président de l'Assemblée  
Constituante

Me. Jean SUPPLICE  
Vice-Président de l'Assemblée  
Constituante

Les Secrétaires:

Mme Bathilde Barbancourt    M. Jacques Saint-Louis    Me. Raphael Michel Adelson

Les Membres:

M. Danel Anglade  
M. Yvon Auguste  
M. Karl Auguste  
M. Richard Baker  
M. Jean Adler Bassin  
Me. Fresnel Belizaire  
Me. Rigaud Th. Bois  
Me. Nyll Calixte  
Me. Hugo Charles  
Me. Clavaroche Cherenfant  
Me. Alcan Dorméus  
Me. Chantal Hudicourt Ewald  
Me. Rotchild François  
M. Rick Garnier  
Me. Reynold Georges  
Me. Antoine Gilles  
Dr. Georges Greffin  
M. Alexis C. Guerrier  
M. Louis Dominald Guerrier  
Me. Athanase Jean-Louis  
M. Julio Larosilière  
M. Gérard M. Laurent  
M. Jean Abraham Lubin  
Me. François R. Magloire  
M. Volvick Mathieu  
Me. Justin Mezile  
Me. Barbantès Moussignac  
Me. Ménès Ovide  
M. Franck Paulche

M. Gustave Pierre-Louis  
Me. Gérard Romulus  
M. Gary Sajous  
Me. Michel Félix Sapini  
M. Eddy Saint-Pierre  
M. Jacques Séide  
M. Jean Edmond Tida  
M. Serge Villard  
M. Apollon Israel  
Me. Wilbert Joseph  
M. Guy Latortue  
M. Lavelanet Lindor  
M. Jean Léonidas Lucien  
Me. Jean Mainville  
M. Nourri Ménard  
Dr. Georges Michel  
Me. Justin Obas  
Me. Thalès Paul  
M. Pierre Th. Pierre  
M. Réginald Ribo  
Dr. Louis Roy  
M. Benoit Sanon  
Me. Gracia Saint-Louis  
M. Pierre Saint Remy  
Me. Marc Semervil  
M. Ecclésiaste Valcin

## AU NOM DE LA REPUBLIQUE

Le Conseil National de Gouvernement ordonne que la Constitution ci-dessus, soumise au suffrage populaire, ratifiée le 29 mars 1987, soit revêtue du sceau de la République, imprimée, publiée et exécutée.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 21 avril 1987, an 184ème de l'Indépendance.

Henri NAMPHY,  
Lieutenant-Général, FAD'H.,  
Président  
Williams REGALA,  
Général de Brigade, FAD'H.,  
Membre  
Me. Luc D. HECTOR,  
Membre

## PAR LE CONSEIL NATIONAL DE GOUVERNEMENT:

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Défense Nationale:

Williams REGALA,  
Général de Brigade, FAD'H.,  
Le Ministre de la Justice:  
Me. François SAINT-FLEUR  
Le Ministre de l'Information  
et de la Coordination:

Jacques LORTHE  
Le Ministre des Affaires Etrangères  
et des Cultes:  
Hérard ABRAHAM,  
Colonel FAD'H.,

Le Ministre de l'Economie et des Finances:  
Leslie DELATOUR

Le Ministre des Affaires Sociales:  
Me. François Gérard C. NOEL

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie:  
Mario CELESTIN

Le Ministre de l'Education Nationale,  
de la Jeunesse et des Sports:  
Patrice DALENCOUR

Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Naturelles  
et du Développement Rural:  
Agr. Gustave MENAGER

Le Ministre de la Santé Publique  
et de la Population:  
Dr. Jean VERLY,

Lieutenant-Colonel (SS) FAD'H.,  
Le Ministre des Travaux Publics,  
Transports et Communications:  
Ing. Jacques JOACHIM,

Colonel, FAD'H.,  
Le Ministre Sans Porte-Feuille:  
Jacques VILGRAIN



# Le Moniteur

Paraissant  
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

Directeur  
Henry Robert MARC-CHARLES  
Major Forces Armées d'Haïti

142ème Année No. 36-A

PORT-AU-PRINCE

Mardi 28 Avril 1987

## NUMERO EXTRAORDINAIRE

### SOMMAIRE

\* Konstitisyon Repiblik Ayiti 1987

LIBÈTE EGALITE FRATÈNITE  
REPIBLIK AYITI

## KONSTITISYON REPIBLIK AYITI

1987

PREMYE KOZE

Pèp ayisyen deklare Konstitisyon sa a :

- Pou garanti dwa li ki mare jouk sa kaba ak kòd lonbrit lavi, ak libète epi ak fouye bouske rasin bonè san bri san kont, anfòm anfòm ak Déklarasyon granmoun majè 1804 la epi ak Déklarasyon Inivèsèl Dwa Moun 1948 la.

- Pou fòme yon nasyon ayisyen kote sosyete-a chita sou lajistis,

sou libète ekonomik, sou politik chèmèt chèmètès li.

- Pou tabli yon Leta byen chita, byen solid ak tout Kapasite li pou li pwoteje tout valè li genyen, tout koutim li, Grandèt Majè li, endepandans li ak vizyon nasyon an fè pou denmen li.

- Pou chouke demokrasi-a fon nan tè, demokrasi ki mande pou tout kouran politik gen lavwa ochapit epi pou garanti yo pa kapab touche okenn dwa pèp ayisyen an.

- Pou bay tèt ansann nasyon an tout jarèt l'ap bezwen nan dechouke tout vye baryè ki kanpe nan mitan tout popilasyon an, nan aksepte nou fòme yon sèl pèp la nan lang nou yo, nan kilti nou epi nan rekonèt dwa nou pou nou fè pwogrè, pou nou jwenn enfòmasyon, edikasyon, Sante, travay ak anmizman.

- Pou asire li twa Pouwa Leta yo, yo chak rete nan wòl yo apa epi pataj la fèt yon jan konfòm nan enterè fondalnatal nasyon an an premye.

- Pou fonde yon rejim gouvènman ki chita sou tout libète fondalnatal yo ak sou respè tout dwa kreyen vivan, sou lapè sosyete a, sou jistis ekonomik san paspouki, sou antant ak patisipasyon tout popilasyon an nan tout gwo desizyon k'ap angaje lavi tout nasyon an nan yon dekonsantrasyon reyèl.

## TIT I

KONSENAN REPIBLIK AYITI  
SIY VEVE LI EPI LOT SIY LI YO

## Chapit I

## Konsenan Repiblik Ayiti

Atik 1: Ayiti se yon sèl Repiblik la, Li pa kapab demanbre, Li sèl mèt lakay li, Li granmoun majè. Tout Ayisyen travay yonn ak lòt nan tèt ansanm. Yo tout gen lavwa nan peyi a. Tout Ayisyen asosye yonn ak lòt fè yon sèl sosyete.

1-1: Se Pòtoprens ki kapital Ayiti. Se la gouvènman an tabli biwo li. Men si gen gwo nesosite, biwo a kapab transfere lòt kote.

Atik: 2: Koulè Nasyonal Ayiti se ble-wouj.

Atik 3: Siy vèvè nasyon an se drapo a ki prezante konsa:

3-1: Yon moso twal ble ak yon moso twal wouj, menm longè, menm lajè, ble a anwo, wouj la anba nan pozisyon orizontal.

3-2: Amwari Repiblik la reprezante sou yon moso twal blan byen kare nan mitan drapo a.

3-3: Men sa nou jwenn nan amwari Repiblik Ayiti:

Yon pye palmis ak yon bonèt sou tèt flèch li ki reprezante libète. Anba lonbray pye palmis lan ki dekore ak divès échantiyon zam nou te sezi nan men lènmi nou yo, gen pawòl sa a ki ekri:

«MEN ANPIL, CHAY PA LOU»

Atik 4: Sèl anbisyon Ayiti genyen se Libète, Egalite, Fratènite.

4-1: Ochan nasyon an, se Ladesalinyèn.

Atik 5: Sèl lang ki simante tout Ayisyen nèt ansanm, se kreyòl la. Kreyòl

ak Franse se lang Ofisyèl Repiblik Ayiti.

Atik 6: Lajan ki sèvi an Ayiti se goud. Li divize an santim.

Atik 7: Kèlkeswa moun nan, kèlkeswa tandans ki ta vle se ajenou tèt bese pou ta menm lonmen non li, lalwa kondane sa nèt nètale.

7-1: Ni pòtre okenn moun, ni non pyès moun k'ap viv toujou pa fèt pou figire ditou ni sou lajan ni sou tenb ak sou viyèt peyi a, se menm bagay la tou pou kay biwo leta, ni non lari yo ak tout lòt bagay piblik.

Kanta pou pòtre moun ki mouri deja, fòk se kò lejislatif la sèl ki pou bay dizon li anvan sa fèt.

## CHAPIT II

## KONSENAN TERITWA REPIBLIK LA

Atik 8: Men sa ki fè pati teritwa Repiblik Ayiti:

a) Pati bò solèy kouche zile Ayiti a epi tout zile bò kote li yo ki fè pati teritwa a tankou lagonav, latòti, Ilavach, Kayimit, Lanavaz, Gwoskay epi tout zile ki nan lanmè teritwa a.

Men limit teritwa Repiblik la: Bò solèy leve, se Repiblik dominikèn. Nan Nò, se Oseyan Atlantik. Bò solèy kouche epi nan Sid, Se lanmè Karayib osinon lanmè Antiy yo.

an) Tout zòn lanmè teritwa a zak tout zòn lwen nan lanmè li ki se Azòn ekonomik Ayiti sèl.

b) Milye ki sou tèt tout tè ak tout lanmè peyi Ayiti.

8-1: Pèsonn moun pa gen lalwa vyole teritwa peyi Ayiti.

Ni tou, okenn dizon, pyès kontra pa kapab siyen sou do pa menm yon ti miyèt pati nan teritwa peyi a.

Atik 9: Se an Depatman, an Awondisman, an komin, an katye, an Seksyon Kominal teritwa Repiblik la separe epi resepare ankò.

9-1: Lalwa fikse kombe ki genyen. Li bay limit yo chak, limit sa ki separe yo ak sa ki resepare yo.

Li di jan yo òganize ak fason pou yo mache.

## Tit II

### KONSÈNAN NASYONALITE AYISYEN

Atik 10: Lalwa tabli tout prensip ki genyen konsènan Nasyonalite ayisyen.

Atik 11: Depi manman oubyen papa yon moun fèt Ayisyen epi li pa te bandonnen nasyonalite a lè moun nan t'ap fèt, li se ayisyen natif natal.

Atik 12: Moun kapab natiralize pou li pran nasyonalite ayisyen.

12-1: Tout etranje ki gen rezidans li epi li pase 5 ane nètale sou teritwa Repiblik la, li gen dwa natiralize li vini Ayisyen si li konfòme li ak sa lalwa di.

12-2: Men fòk yo tann 5 ane apre dat yo fin natiralize yo a pou yo gen dwa kandida nan eleksyon oubyen pou yo kapab travay nan leta kòm fonksyonè piblik, depi se pa pòs konstitisyon an ak lwa peyi a rezève pou Ayisyen natif natal yo sèlman.

Atik 13: Moun pèdi nasyonalite Ayisyen li:

a) Lè li pran nasyonalite lòt peyi.

an) Lè yon Ayisyen aksepte yon plas politik nan yon gouvènman etranje.

b) Lè yon etranje natiralize Ayisyen rete pase twa ane nètale aletranje san li pa gen otorizasyon konfòm otorite ayisyen ki plase pou sa te ba li. Nenpòt moun li pèdi nasyonalite Ayisyen li nan kondisyon sa a, li pèdi li nèt.

Atik 14: Ayisyen ki natiralize li etranje kapab reprann nasyonalite ayisyen li si li akonpli tout kondisyon ak tout fòmalitye lalwa mete pou etranje.

Atik 15: Ayiti pa admèt doub nasyonalite nan pyès ka.

## TIT III

### KONSÈNAN SITWAYENAN, DWA AK DEVWA FONDALNATAL

#### Chapit I

#### KONSÈNAN KALITE YON SITWAYEN

Atik 16: Dwa sivil ansanm ak dwa politik bay moun kalite sitwayen li.

16-1: Lalwa bay nan ki kondisyon moun kapab jwi ak egzèsè dwa sivil ak dwa politik li, ni ki fason yo kapab sispann osinon fè li pèdi dwa sa yo.

16-2: Ayisyen majè sou dizuit an.

Atik 17: Tout Ayisyen nèt, kèlkeswa eta sivil yo, depi yo rive sou dizuitan won, yo gen dwa egzèsè dwa sivil yo ak dwa politik yo, depi yo akonpli tout kondisyon konstitisyon an ak lalwa prevwa.

Atik 18: Eksepte pou kèk avantaj ki rezève pou Ayisyen natif natal ki pa janm, bandonnen nasyonalite yo, men apa sa, tout Ayisyen nèt egal ego devan lalwa.

#### Chapit II

### KONSÈNAN DWA FONDALNATAL SITWAYEN YO SEKSYON A DWA LAVI LASANTE

Atik 19: Dwa lavi, dwa lasante, dwa respekte pèsonalite tout sitwayen nèt alawonn, leta fèt pou bay dwa sa yo tout garanti yo merite dekwa pou li konfòme li ak Deklarasyon Inivèsèl dwa moun.

Atik 20: Pou Kélkeswa rezon an, Lajistis pa gen dwa mande lanmò yon kriminèl.

Atik 21: Men sa ki gwo krim trayizon: se antre nan yon lame etranje pran lèzam atake Repiblik Ayiti, se antre nan sèvis yon peyi etranje ki nan chòk ak Repiblik Ayiti, se lè yon fonksyonè vòlè byen leta yo ba li dirije osinon se chak fwa moun ki anchaje fè respekte konstitisyon an fè kadejak sou li ankò.

21-1: Kondanasyon gwo krim trayizon, se travo fòse lavi diran san okenn chans pou pinisyon an chanje.

Atik 22: Leta fèt pou li rekonèt dwa pou tout sitwayen jwenn bon edikasyon, jwenn manje, jwenn tout sekirite sosyal.

Atik 23: Responsablite leta, se pou li kreye lopital, sant sante ak dispansè nan tout kolektivite teritwa peyi a pou tout sitwayen kapab gen garanti y'ap pwoteje sante yo, y'ap an sante epi y'ap jwenn swen lè yo malad.

#### SEKSYON AN DWA SOU LIBETE CHAK MOUN

Atik 24: Leta bay garanti pou li pwoteje libète tout moun.

24-1: Yo pa gen dwa pousib pèsoun moun, ni arete li, ni mete li nan prizon si li pa fè zak lalwa defann.

24-2: Depi yo pa kenbe yon moun nan men, yo pa gen dwa arete li, ni mete li nan prizon. Fòk se yon manda moun ki plase pou sa a voye ba li.

24-3: Men sa manda-a dwe genyen pou yo ka egzekite li:

a) Fòk manda a di aklè, an kreyòl an franse, rezon pou arete moun nan osinon pou mete li nan prizon, epi ki lwa ki pini sa yo repwoche li a.

an) Fòk yo fè moun yo arete a konnen sa ki nan manda epi li fèt pou li resevwa you kopi menm moman an tou.

b) Fòk yo fè moun nan konnen li gen dwa pran avoka pa li pou suiv tout dewoulman afè a depi nan komansman jis nan finisman.

ch) Depi yo pa kenbe yon moun nan men, yo pa kapab voye manda arete pèsoun moun ant sizè nan aswè ak sizè nan maten, ni yo pa kapab fouye kay moun nan lè sa yo.

d) Lalwa defann yo fè dap piyanp sou kreyen vivan pou fè li sèvi garanti. Yo pa kapab arete okenn moun nan plas yon lòt. Paske moun ki manje pwa se li ki pou bay pwa.

Atik 25: Lè y'ap arete yon moun osinon lè y'ap mete li nan prizon, depi li pa nan fè gwo kòlèt, yo pa gen dwa frape li, ni kaponnen li pou dekontwole li, sitou pandan y'ap kesyonnen li.

25-1: Yo pa kapab kesyonnen okenn akize dèyè do avoka li osinon dèyè temwen li chwazi.

Atik 26: Moun yo arete pa ka depase karantuitè san yo pa voye li devan jij li pou konnen si arestasyon an daplon ak lalwa osinon si jij la di desizyon an pa te pran dapre lalwa.

26-1: Si moun lan an kontravansyon, yo va voye li devan jij depè pou jije ka a nèt. Si ta gen deli yon koz ki pi grav osinon ta gen krim ki fèt, moun ki koz li a pa bezwen pèmisyon, li ka annik prezante tèt li devan dwayen Tribinal Premye Enstans ki la pou okipe sa. komisè a va esplike dwayen -an, kibò pa li, va egzamine sa brid sou kou pou wè si arestasyon an ak anprizonman an fèt selon lalwa.

26-2: Si arestasyon an pa dapre lalwa, jij la va pase lòd lage moun lan tou-suit, san pa gen ale nan kou Dapèl, Kasasyon osinon menm si ta gen opozisyon pou egzekite lòd la.

Atik 27: Vyole lwa sou libète pèsonèl moun, se zak gwo ponyèt sa ye. Moun ki sibi domaj konsa kapab mande tribinal ki la pou sa a pou li pousib, ni mounki voye fè zak la, ni moun ki fè li a, epi kèlkeswa moun lan, kèlkeswa nan gwoup li ye a.

27-1: Dapre lwa penal, lwa sivil ak lwa administratif, fonksyonè ak anplwaye leta responsab dirèk tout zak malonèt yo fè nan vyole dwa. Tout responsablite sivil zak konsa tonbe sou do leta tou.

## SEKSYON B

## DWA SOU LIBÈTE LAPAWÒL

Atik 28: Tout Ayisyen lib di sa yo panse sou tout bagay ak nenpòt mwayen yo pito.

28-1: Jounalis lib pou egzèse metye jounalis li si li rete nan prensip lalwa tabli. Metye sa a pa gen okenn otorizasyon pou pran pou li, ni Okenn kontwòl l'ap sibi pou egzèse li, sof si gen lagè.

28-2: Moun pa kapab fòse jounalis deklare kote li jwenn enfòmasyon li. Men devwa jounalis la, se pou, li verifiye si enfòmasyon l'ap bay yo egzèk. Li fèt pou li respekte jan metye a mande li kondi bak li.

28-3: Ni fot grav laprès komèt, ni lòt abi libète Lapawòl, se kòd penal sa regade.

Atik 29: Moun gen dwa fè revandikasyon. Yonn osinon plizyè sitwayen kapab egzèse dwa sa a pou pwòp tèt pa yo, men yo pa janm kapab fè li sou non yon gwoup.

29-1: Tout revandikasyon yo voye bay pouvwaj lejislatif la dwe pase nan chemen nòmal pou pèmèt yo deside si revandikasyon an gen valè.

## SEKSYON CH

## DWA SOU LIBÈTE KONSYANS

Atik 30: Tout relijyon ak tout sèvis lib. Chak moun gen dwa suiv

relijyon li ak sèvis li, depi sa pa kontarye lòd ak la pè bibliik.

30-1: Pèsonn pa gen dwa fòse pèsonn fè pati yon felijyon osinon suiv ansèyman relijyon ki pa dakò ak kwayans li.

30-2: Lalwa bay nan ki kondisyon yo rekonnèt relijyon kapab fonksyone.

## SEKSYON D

## DWA SOU LIBÈTE REYINYON AK LIBÈTE ASOSYASYON

Atik 31: Lalwa garanti libète asosyasyon ak libète reyinyon sou zafè politik, Ekonomik, Sosyal, Kiltirèl osinon, sou tout lòt bagay ki vize lapè, depi pa gen zam.

31-1: Pati gwoupman politik yo ap lage kò yo nan batay pou fè vwa nan eleksyon. Yo lib pou yo fòme ak pou yo egzèse aktivite yo. Yo fèt pou respekte tout prensip grandèt majè nasyon an ak tout règ jwèt demokrasi a. Lalwa fikse kondisyon pou yo vini ofisyèl ak jan pou yo fonksyone. Li bay ki avantaj ak ki privilèj ki resève pou yo tou.

31-2: Tout reyinyon kap fèt sou wout bibliik, yo dwe avèti lapolis davans.

31-3: Kèlkeswa asosyasyon an, pèsonn pa kapab fòse pèsonn antre ladan li.

## SEKSYON E

## DWA SOU LEVASYON AK SOU ANSEYMAN

Atik 32: Leta garanti dwa levasyon tout moun. L'ap asire fòmasyon popilasyon an fèt tout bon vre:

Fòmasyon kò moun yo, fòmasyon lespri yo, fomasyon bon mès.

32-1: Leta ak kolektivite teritwa yo responsab levasyon pèp ayisyen. Yo dwe mete lekòl gratis pou tout moun. Yo dwe veye pou bon kalite ansèyman kapab bay nan sektè bibliik ak sektè prive yo.

32-2: Premye responsabilite leta se travay pou tout moun ale lekòl. Se sèl sa ki kapab pèmèt peyi a devlope.

Leta dwe ankouraje epi bay gwoup prive ki antreprann travay sa a tout kout men y'ap bezwen.

32-3: Ansèyman primè obligatwa pou tout moun. Lalwa va fikse sanksyon pou sa. Leta va bay elèv primè founiti klasik ak lòt materyèl y'ap bezwen gratis.

32-4: Ansèyman agrikòl, koperatif, teknik epi pwofesyonèl, se premye chay leta ak kolektivité teritwa yo gen sou do yo.

32-5: Fòmasyon preskolè ak matènèl epi nonfòmèl fèt pou ankouraje.

32-6: Pòt lekòl etid siperyè louvri pou tout moun egal ego, depi yo gen kapasite pou fè etid.

32-7: Leta dwe rete veyatif dekwa pou chak kolektivite teritwa a: Seksyon kominal yo, komin yo, depatman yo, kapab genyen bon lekòl konsekan k'ap mache daplon ak devlopman peyi a. Men sa pa dwe, poutèt sa, nan dezavantaj ansèyman agrikòl, pwofesyonèl, koperatif epi teknik ki fèt pou gaye nan tout komin yo.

32-8: Leta garanti moun andikape yo, moun sèvo siperyè yo tout mwayen pou yo degaje yo pou kont yo pou fè levasyon yo epi pou yo vinmèt tèt yo nan sa y'ap fè.

32-9: Leta ak kolektivite teritwa yo pran tout dispozisyon yo pou pouse chak jou pi plis konbit alfabetizasyon mas pèp la. yo dwe ankouraje tout sektè prive ki antreprann travay sa a.

32-10: Anseyan dwe touche yon salè minimòm valab.

Atik 33: Ansèyman an lib depi anwo jouk anba. Men se sou kontwòl lalwa moun egzès libète sa a.

Atik 34: Pèsonn moun pa gen dwa vyole limit yon lekòl, sof si y'ap kouri dèyè yon moun yo kenbe nan men.

Okenn fòs leta pa kapab antre nan yon lekòl si li pa gen otorizasyon direksyon etablisman an.

34-1: Men dispozisyon sa a pa valab lè lokàl lekòl ap sèvi pou lòt bagay.

#### SEKSYON E DWA SOU LIBÈTE TRAVAY

Atik 35: Gen garanti pou libète travay. Tout sitwayen gen obligasyon bay tèt yo nan travay yo chwazi a dekwa pou yo kapab pran swen tèt yo ak fanmi yo. Yo dwe mete tèt yo ansanm ak leta pou tabli yon sistèm sekirite sosyal.

35-1: Se dwa tout anplwaye enstitisyon prive osinon piblik pou yo gen yon salè valab. Se dwa yo pou yo gen jou repo, pou yo gen konje peye ak bonis chak ane.

35-2: Leta garanti kondisyon travay ak salè egal pou tout travayè, kit fanm kit gason, kèlkeswa relijyon yo, opinyon politik yo epi kondisyon eta sivil yo.

35-3: Gen garanti pou libète sendika, Nenpòt ki travayè, kit sektè prive, kit sektè piblik, li kapab antre nan sendika metye l'ap fè a pou defann enterè travay li sèlman.

35-4: Sendika, nan fondalnatal li, dwe chita andeyò zafè politik. Li pa la ni pou fè lajan ni nan salè relijyon. Yo pa ka fòse okenn moun antre nan yon sendika.

35-5: Yo rekonèt dwa fè grèv selon prensip lalwa tabli.

35-6: Lalwa bay ki limit laj moun ka fè travay peye. Kèk lwa espesyal va bay regleman pou travay timoun minè ak pou moun k'ap travay kay moun.

#### SEKSYON EN DWA SOU PWOPRIYETE

Atik 36: Lalwa rekonèt dwa pwopriyete prive. Li garanti dwa sa a tou. Li bay ki jan moun kapab achte, ki



fason ou gen dwa jwi byen prive ou, ki bò dwa ou rive sou byen ou. Tou sa, se pou lalwa kapab jwenn mwayen pou li asire wòl sosyal pwopriyete prive dwe genyen dekwa pou tout moun kapab posede selon mwayen yo.

36-1: Yo gen dwa espwopriye tè yon moun si yo konstate selon lalwa, se nan avantaj tout moun alawonn l'ap fèt. Pou sa, fòk yo peye mèt tè a, oubyen fòk se lajistis ki bay lòd konsiyen tè a nan non mèt li pou valè kòb tè a merite. Yo va fikse valè kòb la dapre deklarasyon moun ki espè nan sa fè. Si yo bandonnen premye pwojè ki te fè yo pran tè a, yo va anile espwopriyasyon ki te fèt la. Yo pa gen dwa fè yon lòt pwojè pou ranplase premye a. Jan lalwa di li a, fòk yo remèt mèt tè a tè li san ti pwopriyete a pa gen okenn lajan l'ap remèt. Espwopriye yon tè vini reyèl tout bon vre, se lè pwojè ki te fè yo pran tè a derape.

36-2: Nasyonalye epi sekestre byen mobilye moun pou zafè politik, lalwa defann zak konsa. Yo kapab fè yon moun pèdi dwa lejitim sou pwopriyete li si gen yon jijman tribinal dwa komen rann kont li selon tout dwa.

36-3: Dwa pwopriyete fè gen devwa anvè pwopriyete tou. Yon moun pa gen dwa sèvi ak pwopriyete li yon jan ki kont enterè tout moun alawonn.

36-4: Moun ki gen tè, li fèt pou li travay li, pou li esplwate li, pou li pwoteje li sitou kont ewozyon. Lalwa prevwa sanksyon kont moun ki vyole prensip sa yo.

36-5: Pèsonn moun pa kapab pwopriyete rivaj, lanmè, sous dlo, rivyè, min, karyè. Se Pwopriyete piblik leta bagay sa yo ye.

36-6: Pou moun lib fè rechèch ak esplwate min, minyè, karyè anba tè-a, pou mèt tè-a, moun yo bay konsesyon an epi leta kabab jwenn yon pwofi valab tou, se lalwa ki fikse tout prensip ak kondisyon pou moun kapab jwi libète sa a.

36-7: Lalwa fikse tout kondisyon pou ou sèvi ak yon pwopriyete osinon pou ou esplwate li.

Atik 37: Lalwa fikse tout Kondisyon pou tè kapab demanbre ak pou li remanbre ankò selon plan òganizasyon teritwa a. Tou sa, se pou byen tout kominote konsène yo. Sa dwe fèt nan kad yon refòm agrè.

Atik 38: Lalwa la pou li pwoteje pwopriyete syantifik, literè epi atistik.

Atik 39: Abitan seksyon kominal yo, se yo an premye ki gen dwa esplwate tè byen prive leta ki nan lokalite yo.

#### SEKSYON F DWA SOU ENFÒMASYON

Atik 40: Leta fèt pou li pran radyo, jounal, televizyon pou esplike popilasyon an, an kreyòl ak an franse, tout lwa, tout arete, tout dekrè, tout akò entènasyonal, tout trete, tout konvansyon ki konsènen lavi nasyon an.

Sèl sa ki pa ladan li, se enfòmasyon ki kapab mete sekirite peyi a an danje.

#### SEKSYON G DWA SOU SEKIRITE

Atik 41: Kèlkeswa rezon-an, yo pa kapab depòte yon moun ki gen nasyonalitye ayisyen, ni fòse li egzile kite tè ayiti.

Okenn ayisyen pa kapab pèdi, poutèt afè politik, dwa jiridik li nasyonalitye li ba-li.

Ayisyen pa oblije genyen viza otorizasyon pou antre ak pou soti nan peyi li.

Atik 42: Okenn sitwayen, kit li sivil, kit li militè, li pa kapab konparèt devan lòt jij, eksepte devan jij konstitisyon an ak lwa peyi a mande pou li konparèt la.

42-1: Militè yo akize ki komèt gwo krim trayizon kont lapatri, se devan tribinal dwa komen li fèt pou li konparet.

42-2: Sèl ka lajistis militè kapab jije se:

- a) Lè militè vyole regleman Manyèl Jistis Militè-a
- an) Lè gen chòk ant manm Fòs Lame yo.
- b) Lè militè fè sa ki pa sa pandan lagè.

Atik 42-3: Tout chòk ant sivil ak militè, tout abi, tout move tretman ak tout krim militè fè nan travay li sou yon sivil, se devan tribinal dwa Komen sa fèt pou jije.

Atik 43: Okenn antre touye, okenn sezi papye pa kapab fèt kay pyès moun si sa pa fèt dapre lalwa epi nan kondisyon lalwa mande pou li fèt la.

Atik 44: Prizonye pwovizwa k'ap tann jijman pa fèt pou yo nan menm prizon ak prizonye k'ap sibi pinisyon yo.

44-1: Selon Lwa ki genyen sou diyite moun fòk lavi nan prizon yo tonbe daplon ak respè yo dwe genyen pou kretyen vivan.

Atik 45: Se sèl lalwa ki gen dwa di ki pinisyon yo dwe bay yon moun, epitou ki fason pou yo ba li pinisyon-an.

Atik 46: Yo pa gen dwa fòse okenn moun temwaye kont pwòp tèt li, ni kont fanmi san li sou kat jenerasyon, ni kont fanmi paralyans li sou 2 jenerasyon, pou zak kriminel oubyen pou domaj moun osinon pou yon afè senp polis.

Atik 47: Yo pa gen dwa fòse pèsonn moun prete sèman si sèman an pa nan fòm lalwa mande pou li ye a.

Atik 48: Leta dwe veye pou sektè piblik ak sektè prive tabli yon kès pansyon pou retrete sivil yo. Lajan

kès sa a va soti nan kotizasyon patwon yo ak anplwaye yo, dapre baz ak regleman lalwa fikse.

Lajan pansyon yon moun, se yon dwa moun nan genyen, se pa yon favè.

Atik 49: Tout fòm kominikasyon lib. Pèsonn moun pa gen dwa vyole sekre korespondans moun. Se sèl otorite jidisyè, selon sa lalwa prevwa, ki kapab mete limit nan libète korespondans moun.

Atik 50: Selon Konstitisyon an ak lalwa, yo fèt pou yo tabli jiri nan ka zak kriminel kote san koule ak nan ka vyolasyon politik.

Atik 51: Lalwa pa kapab fè bak pou kondane sa ki pase anvan li te tabli, eksepte si lwa an favè sa k'ap sibi kondanasyon.

#### SEKSYON H

#### KONSENAN DEVWA SITWAYEN YO

Atik 52: Privilèj yon moun genyen akòz li se sitwayen oblije li gen devwa sivik tou.

52-1: Devwa sivik, se tout responsabilté yon sitwayen genyen nan sans moral, politik, sosyal, ekonomik vizavi leta ak lapatri. Men devwa sivik yo:

- a) Respekte Konstitisyon an ak siy vèvè nasyon an.
- an) respekte tout lwa peyi a.
- b) Vote lè gen eleksyon san yo pa fòse ou.
- ch) Peye tout taks ou fèt pou peye.
- d) Sèvi nanm jiri nan tribinal
- e) Defan peyi a si gen lagè.
- è) Chache gen plis lespri epi chache vin pi fò chak jou.
- en) Respekté lajan leta ak byen leta san fòt
- f) Respekte epi pwoteje anviwon ou.
- g) Respekte byen pwochen ou
- h) Fè tout sa ou kapab pou pwoteje lapè
- i) Pote sekou bay moun ki an danje.

j) Respekte dwa libète lòt moun.

52-2: Lalwa ap pran sanksyon kont moun ki vyole prensip sa yo.

52-3: Gen yon sèvis sivik obligatwa pou fanm ansanm ak gason.

Lalwa bay nan ki kondisyon pou li fèt.

TIT IV

KONSÈNAN ETRANJE

Atik 53: Lalwa bay tout kondisyon pou admèt etranje antre nan peyi a.

Atik 54: Etranje ki sou tè Repiblik Ayiti, selon lalwa, li jwi menm proteksyon ak tout Ayisyen.

54-1: Daplon avèk tout sa lalwa di konsènan dwa pwopriyete imobilye, dwa pou egzèsè profesyon, pou fè komès an gwo, dwa reprezantasyon pou komès, dwa fè trafik espòtasyon, etranje gen dwa sivil, ekonomik ak sosyal yo.

Atik 55: Etranje ki gen rezidans li an Ayiti gen dwa pwopriyete imobilye akòz kay li bezwen pou li rete.

55-1: Men etranje ki gen rezidans an Ayiti, li kapab pwopriyete yon sèl kay nan yon awondisman pou li rete. Kelkeswa ka a, li pa kapab ap fè trafik lweyaj kay.

Men sosyete etranje k'ap bati kay, genyen lwa espesyal pou dirije yo.

55-2: Etranje ak sosyete etranje ki gen pèmi rezidans yo an Ayiti gen dwa pwopriyete tou pou antrepriz agrikòl, komesyal, endistriyèl, pou travay relijyon, pou antrepriz pote sekou, pou ansèyman, depi yo rete nan limit ak nan kondisyon lalwa fikse ba yo.

55-3: Pyès etranje pa gen lalwa propriyete tè an Ayiti ki gen lizyè ak liy fontye Repiblik Ayiti.

55-4: Dwa pwopriyete etranje yo kaba senkan apre rezidans yo bout osinon

apre tranzaksyon sosyete yo fèmen, jan lalwa fikse regleman pou transmèt ak likide tout byen etranje posede.

55-5: Tout moun ak tout konplis li yo ki vyole dispozisyon lwa ki sot pran la yo, y'ap pini yo dapre lalwa.

Atik 56: Peyi a kapab mete etranje ki foure bouch nan lavi politik li deyò, selon sa lalwa fikse.

Atik 57: Peyi a rekonèt dwa azil pou refijye politik.

TIT V

KONSENAN GRANDÈT MAJE NASYON AN

Atik 58: Grandèt Majè Nasyon an chita nan kapasite tout sitwayen genyen pou yo patisipe nan tout sa k'ap fèt nan peyi a. Se dirèk dirèk tout sitwayen fèt pou egzèsè dwa Grandèt Majè Nasyon an ba yo lè genyen:

a) Eleksyon Prezidan Repiblik la.

an) Eleksyon manm pouvwa lejislatif yo.

b) Eleksyon tout lòt kò Leta osinon tout lòt Asanble Konstitisyon an ak sa lalwa prevwa.

Atik 59: Sitwayen yo delege pouvwa Grandèt Majè Nasyon an ba yo nan men twa pouvwa sa yo:

a) Pouvwa Lejislatif la

an) Pouvwa egzekitif la.

b) Pouvwa Jidisyè a.

Konstitisyon an tabli prensip sa a: Chak pouvwa apa.

59-1: Twa pouvwa yo ansanm, se yo ki baz fondamantal òganizasyon leta ayisyen ki se yon leta sivil.

Atik 60: Nan twa pouvwa yo, chak gen responsablite pa yo apa. Yonn pa sou kont de (2) lòt yo.

60-1: Pou Kèlkeswa rezon an, yonn nan pouvwa sa yo pa gen dwa wete menm yon

ti yen nan responsabilite pa li pou li bay de lòt yo. Ni li pa gen depase limit konstitisyon an ak lalwa ba li.

60-2: Chak pouvwa sèl responsab sa li fè.

CHAPIT I  
KONSÈNAN TOUT KOLEKTIVITE  
TERITWA YO EPI  
DESANTRALIZASYON AN

Atik 61: Seksyon Kominal, Komin epi depatman se yo ki fòm Kolektivite teritwa Ayiti yo.

61-1: Lalwa kapab kreye nenpòt kolektivite teritwa ankò.

SEKSYON A  
KONSÈNAN  
SEKSYON KOMINAL

Atik 62: Pati administratif ki pi piti nan nannan teritwa Ayiti a, se seksyon kominal yo.

Atik 63: Se yon konsèy 3 manm pèp seksyon an chwazi nan elekayon pou katran, se li k'ap administre chak seksyon kominal. Yo kapab relonmen manm konsèy yo tout tan. Lalwa bay jan pou òganize seksyon kominal yo ak fason pou yo mache.

63-1: Konsèy Administrasyon seksyon kominal la gen yon Asanble Seksyon Kominal pou ede li nan responsabilite li.

Atik 64: Obligasyon leta, se pou li tabli nan chak seksyon kominal tout sa ki endispansab pou fòmasyon sosyal, Ekonomik, Sivil, ak Kiltirèl popilasyon an.

Atik 65: Pou moun kapab vini manm konsèy administrasyon seksyon kominal, fòk:

- a) li se Ayisyen epi li gen 25 an pou pipiti
- an) Li rete nan seksyon kominal la depi dezan anvan eleksyon an epi l'ap kontinye rete la toujou.

b) Li gen dwa politik li epi li pa janm kondane pou move zak.

SEKSYON AN  
KONSÈNAN KOMIN

Atik 66: Komin yo chèf tèt yo sou plan administratif ak sou plan finans. Konsèy 3 manm chak Komin lonmen nan eleksyon, se li k'ap administre komin nan. Non Konsèy la se konsej Minisipal.

66-1: Tit Prezidan konsèy la, se Majistra.

Li gen 2 Magistra adjwen pou ede li nan travay li.

Atik 67: Gen Asanble Minisipal ki la pou ede konsèy la nan misyon li. Se reprezantan chak seksyon kominal yo sitou ki va nan asanble Minisipal la.

Atik 68: Konsèy Minisipal la chwazi pou katran. Yo kapab rechwazi manm yo tout tan.

Atik 69: Lalwa bay fason pou òganize komin nan ak Konsèy Minisipal la epi ki jan pou yo mache.

Atik 70: Pou moun kapab chwazi nan eleksyon vini manm yon konsèy Minisipal fòk:

- a) Li se Ayisyen
- an) Li gen 25 an pou pi piti.
- b) Li gen dwa sivil ak dwa politik li.
- ch) Li pa te janm kondane pou move zak.
- d) Li rete nan komin nan depi twazan epi li pran angajman rete la pandan tout tan li manm Konsèy la.

Atik 71: Administrasyon Santral la, depi yo mande li sa, li dwe bay Konsèy Minisipal la yon Konsèy Teknik l'ap bezwen pou li fè travay li.

Atik 72: Konsèy Minisipal la Kapab kraze si gen fòt lesegrennen ki komèt, si gen vye zak malonèt osinon si gen lòt zak yo fè espre yo komèt

pou twonpe moun, depi tribinal ki la pou sa a rekonèt zak yo fèt tout bon vre.

Si konsèy la kraze, Konsèy depatmantal la va pran dispozisyon pou ranplase li. Li va avize konsèy elektoral pèmanan an fè li konnen li gen 60 jou delè pou li òganize eleksyon yon lòt konsèy minisipal pou dirije enterè komin nan pou tan ki rete a. Se menm prensip la ki dwe obsève chak fwa genyen yon konsèy minisipal ki kraze pou kèlkeswa rezon an.

Atik 73: Se nan avantaj komin nan sèl konsèy minisipal la fèt pou li dirije tout sa komin nan posede. Li gen kont pou li rann asanble minisipal la ki, pou bò pa li, li fèt pou li fè rapò bay konsèy depatmantal la tou.

Atik 74: Se konsèy minisipal la an premye ki la pou dirije byen fonsye prive leta ki nan komin li. Okenn trafik pa kapab fèt ak byen sa yo san asanble minisipal la pa bay dizon li anvan.

#### Seksyon B

##### Konsenan Awondisman

Atik 75: Awondisman se yon patay administratif ki genyen yonn osinon plizyè komin. Lalwa bay fason pou òganize ak pou dirije yon awondisman.

#### Seksyon CH

##### Konsenan Depatman

Atik 76: Nan fason nou dekoupe teritwa peyi a, se Depatman ki pi gwo pòsyon an. Li genyen plizyè awondisman.

Atik 77: Chak depatman sèl mèt, sèl jij tout byen li genyen. Li granmoun.

Atik 78: Chak depatman gen yon konsèy 3 manm asanble depatmantal la lonmen nan eleksyon pou katran pou dirije depatman an.

Atik 79: Moun ki manm konsèy depatmantal-la, yo pa oblije pran li nan asanble depatmantal-la men fòk:

a) Li se Ayisyen epi li genyen 25 an pou pi piti.

an) Li rete nan depatman an depi twazan anvan eleksyon epi li pran angajman rete la pandan tout tan li manm konsèy la.

b) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li epi pa te janm kondane pou move zak.

Atik 80: Gen yon Asanble depatmantal ki fòme ak reprezantan chak asanble minisipal yo pou ede kosey-ki la tout tan nan travay li.

80-1: Gen lòt moun ki gen dwa asiste reyinyon asanble a. Yo kapab patisipe nan diskisyon yo san yo pa gen dwa vote. Moun sa yo se:

a) Depite ak Senatè depatman an

an) Yon reprezantan chak asosyasyon sosyopwofesyonel osinon represantan sendika.

b) Delege depatmantal la.

ch) Tout direktè tout sèvis piblik depatman an.

Atik 81: L'ap kolabore avèk administrasyon santral la pou yo fè plan devlopman depatman an.

Atik 82: Lalwa bay fason pou òganize konsèy depatmantal yo ak asanble depatmantal yo epi fason pou yo mache.

Atik 83: Se nan avantaj depatman an sèl konsèy depatman la fèt pou li dirije tout sa depatman an posede. Li gen kont pou li rann asanble depatmantal la, ki bò pa li, fèt pou fè rapò bay administrasyon santral la.

Atik 84: Konsèy depatmantal la kapab kraze si gen fòt lesegrennen,

si gen vye zak malonèt osinon si gen lòtzak yo fè espere yo komèt pou twonpe moun, depi tribinal ki la pou sa a rekonèt zak yo fèt tout bon vre. Si konsèy la kraze, administrasyon santral la va lonmen yon konsèy pwovizwa. Li va avize konsèy elektoral la pou di li gen 60 jou delè pou li òganize eleksyon yon nouvo konsèy depatmantal.

Atik 85: Pouvwa egzekitif la va lonmen reprezantan li nan chak depatman. Reprezantan an gen tit delege. Genyen yon vis delege yo lonmen tou nan chak awondisman, li vini apre delege a.

Atik 86: Delege yo ak vis delege yo la pou òganize relasyon ant tout sèvis piblik yo epi kontwole yo. Men yo pa gen okenn wòl lapolis pou yo fè. Lalwa va fikse lòt responsabilite delege yo genyen sou kont yo.

#### Seksyon D

##### Konsenan konsey

##### Entèdepamantal La

Atik 87: Yon Konsèy entèdepamantal va tabli pou ede pouvwa egzekitif la nan travay li. Se chak asanble depatmantal ki va chwazi yon manm chak depatman pou fòmè konsèy la.

87-1: Chak reprezantan va sèvi kontak ant depatman li ak pouvwa egzekitif la.

87-2: Konsèy entèdepamantal la, nan tèt ansam ak pouvwa egzekitif la, yo va etidye epi yo va fè plan pou pwojè desantralizasyon ak devlopman peyi a sou pwen sosyal ak sou pwen ekonomik, sa vle di sou pwen komès, agrikòl epi endistriyèl.

87-3: Konsèy entèdepamantal la fèt pou asiste reyinyon konsèy minis yo lè yap diskite sou sa ki gen rapò ak atik anvan yo. Manm yo gen dwa vote tou si gen vòt kap fèt.

87-4: Desantralizasyon an dwe mache avèk dekonsantrasyon sèvis piblik

yo ki fèt pou gen pouvwa tou epi ak dekonsantrasyon endistri yo nan avantaj depatman yo.

87-5: Lalwa va bay jan yo òganize konsèy entèdepamantal la. Li va di ki fason pou yo fè li mache. Li va tabli tou konbe fwa li kapab patisipe nan reyinyon konsèy yo.

#### Chapit II

##### Konsenan Pouvwa

##### Lejislatif la

Atik 88: Pouvwa lejislatif, la ap travay ak 2 branch pou reprezante pèp ayisyen an. Se Lachanm depite yo ak Lachanm Senatè yo ki fòmè kò lejislatif la oubyen palman an.

##### Seksyon A.

##### Konsènan Lachanm

##### Depite yo

Atik 89: Lachanm depite yo, se yon sèl kòt fanmi. Se sitwayen yo ki vote pou lonmen depite yo dirèk dirèk. Depite yo anchaje avèk lachanm senatè yo pou yo pran responsabilite pouvwa lejislatif la nan non tout sitwayen.

Atik 90: Chak kolektivite minisipal, se yon sikonskripsyon elektoral li ye pou chwazi yon depite. Lalwa tabli konbe depite chak gwo kolektivite gen dwa genyen san kantite-a pa depase twa. Annatanndan egzekisyon koumansman atik sa a, pi piti valè depite ki fèt pou genyen, se 70.

90-1: Pou yon moun pase pou depite, selon kondisyon lwa elektoral-la bay, fòk li reyalize 50 pou 100 vwa plis yonn pami moun ki vote nan zòn li-a.

Atik 91: Pou yon moun kapab manm Lachanm depite yo, fòk:

1) Li se ayisyen natif natal epi li pa te janm bandonnen nasyonalite-li.

2) Li gen 25 an pou pi piti.

3) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li epi li pa te janm kondane pou zak malonèt ki avili-li.

4) Li nan zòn li vle reprezante a depi dezan pou piti anvan eleksyon-an.

5) Li gen byen nan zòn-nan ou byen yon metye l'ap fè la osinon li gen yon endistri l'ap fè mache nan zòn-nan

6) Li gen resikritans-li si li te responsab dirije lajan leta.

Atik 92: Depite yo la pou katran. Yo kapab vote yo pou yo remonte chak fwa gen eleksyon.

92-1: Depite yo va antre nan travay yo dezyèm lendi janvyè. Yo va fè de (2) sesyon ap travay chak ane.

Dire manda depite yo seli ki yon lejislati.

Atik 92-2: Premye sesyon Lacham va louvri desyèm lendi janvyè pouli fèmen dezyèm lendi mwa me.

Dezyèm sesyon an va tanmen dezyèm lendi mwa jen pou li bout dezyèm lendi sektanm.

92-3: Fòk lacham depite yo refòme nèt chak katran.

Atik 93: Anplis responsablite konstiti-syon-an mete sou do lacham depite a poutèt li se yon branch pouwa lejislatif la, li genyen dwa sa yo tou:

Li gen dwa akize ni Prezidan Repiblik la, ni premye Minis la, ni Minis yo, ni vis minis yo devan tribinal Hot Kou Lajistis.s. Men fòk 2 tyè nan depite yo bay dizon yo pou akizasyon-a valab. Konstiti-syon-an ak lalwa

bay ki lòt responsablite Lacham depite a genyen sou kont li ankò.

### Seksyon B

#### Konsènan Lacham Senatè yo

Atik 94: Lacham senatè yo se yon sèl kòt fanmi. Se sitwayen yo ki vote pou lonmen senatè yo dirèk dirèk. Senatè yo anchaje, avèk lacham depite yo pou yo pran responsablité pouwa lejislatif-la nan non tout sitwayen.

94-1: Dwe genyen 3 senatè pou chak depatman.

94-2: Pou yon moun vini Senatè repiblik-la, fòk se dirèk dirèk popilasyon depatman li vle reprezante a vote pou li nan eleksyon selon kondisyon lwa elektoral bay yo. Fòk li reyalize 50 pou 100 vwa plis yonn pami moun ki vote nan zòn li kandida a.

Atik 95: Senatè yo la pou sizan. Yo kapab vote yo pou yo remonte chak fwa gen eleksyon.

95-1: Senatè-yo la tout tan an pèmanans pou jouk manda yo bout.

95-2: Men, pandan sesyon lacham depite yo pap travay, lacham senatè yo gen dwa sispann seyans pa yo pou yon ti konje. Senatè yo va lonmen yon komite pèmanan pou fè travay ki pa kapab tann yo. Dirantan sa-a, komite-a pa gen dwa pran okenn arete, sof si se pou konvoke lacham senatè yo. Si genyen gwo ka ki pa kapab tann, pouwa egzekitif la gen dwa konvoke lacham senatè yo anvan vakans yo fini.

95-3: Fòk yon tyè (1/3) lacham senatè yo refòme chak dezan.

Atik 96: Pou yo kapab lonmen yon moun senatè, fòk:

1) Li se ayisyen natif natal epi li pa te janm bandonnen nasyonalite li.

2) Li gen 30 an pou pi piti.

3) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li epi li pa te janm kondane pou move zak krim dwa komen.

4) Li nan depatman li vle reprezante-a depi katran pou pi piti anvan dat eleksyon an.

5) Li gen menm yon byen nan depatman-an oubyen yon metye l'ap fè la osinon li gen yon endistri nan zòn nan.

6) Li gen resikitans si li te responsab dirije lajan leta.

Atik 97: Anplis responsablite li ki rele li chèmèt chèmètrès paske li se yon branch pouvwa lejislatif-la, lachann senatè-yo anchaje misyon sa yo tou:

1) Voye lis kandida pou jij kou kasasyon yo bay pouvwa egzekitif-lajan konstitisyon an mande li a.

2) Fè li tounen tribinal hot kou lajistis.

3) Fè tout lòt travay konstitisyon sa-a mete sou responsablite li.

#### Seksyon B

#### Konsènan Asanble Nasyonal La

Atik 98: Asanble nasyonal-la se lè de (2) branch pouvwa lejislatif-la reyini ansanm pou fè yon sèl asanble.

98-1: Asanble nasyonal-la ap reyini pou louvri ak pou fèmen chak sesyon lachann depite yo ak lachann senatè-yo. Va gen asanble nasyonal tou pou tout lòt ka konstitisyon-an prevwa.

98-2: Pouvwa asanble nasyonal-la gen limit. Sèl sa ki konsène asanble nasyonal-la, se ka konstitisyon-an mete sou respnablite-li.

98-3: Responsablite asanble nasyonal-la se:

1) asepte, selon sa konstitisyon-an prevwa, sèman Prezidan Repiblik-la vin prete devan-li.

2) Apwouve tout desizyon ki pran pou deklare lagè apre tout demach ki fèt pou jwenn yon solisyon echwe.

3) Apwouve osinon rejete trete ak konvansyon entènasyonal-yo.

4) Revize konstitisyon-an dapre tout demach ki prevwa pou sa.

5) Apwouve desizyon pouvwa egzekitif-la si li nan nesosite pou li deplase biwo gouvènman-an selon sa konstitisyon-an prevwa.

6) Diskite pou konnen si yon etad syèj nesèsè, fikse avèk pouvwa egzekitif la tout garanti konstitisyon an bay, yo kapab mete sou kote annatandan, di si yo gen dwa renouvle etad syèj la ankò.

7) Kolabore pou fòmè konsèy elektoral pèmanan an selon sa atik (192) konstitisyon an prevwa.

8) Resevwa rezilta travay gouvènman an lè premye sesyon louvri chak ane.

Atik 99: Se prezidan lachann senatè-yo ki va dirije asanble nasyonal-la. Prezidan lachann depite yo va sèvi kòm vis prezidan. Sekretè lachann senatè yo ak lachann depite yo, se yo ki va sèvi sekretè asanble nasyonal-la.

99-1: Sipoze prezidan lachann senatè-yo ta gen anpechman, prezidan lachann depite-yo va dirije asanble nasyonal-la.

99-2: Sizoka 2 prezidan yo gen anpechman an menm tan, Vis prezidan senatè yo va prezidan, vis prezidan depite yo va vis prezidan.



Atik 100: Reyinyon asanble nasyonal yo dwe fèt an piblik. Men asanble-a kapab travay pòt fèmèn tou si gen senk manm ki mande sa. Apre sa, fòk gen 50 pou 100 manm-yo plis yonn pou deside si asanble nasyonal la kapab reprann travay-li an piblik.

Atik 101: Si gen gwo ka prese, pouvwa egzekitif-la gen dwa konvoke asanble nasyonal-la, menm si tou 2 chanm yo an vakans.

Atik 102: Asanble nasyonal-la pa gen dwa fèt, ni li pa gen dwa pran desizyon, ni okenn rezolisyon si chak chanm yo pa gen majorite manm yo prezan.

Atik 103: Se Pòtoprens biwo santral kò lejislatif la tabli. Men selon sikonstans lan, biwo a gen dwa transfere lòt kote an menm tan avèk biwo santral pouvwa egzekitif la.

#### Seksyon CH

#### Konsènan mach Pouvwa Lejislatif-la

Atik 104: Dat lachanm depite ak lachanm senatè reyini premye fwa nan ane-a pou asanble nasyonal, se dat sa-a ki koumansman sesyon-an tou.

Atik 105: Ant 2 sesyon òdinè, si gen gwo ka prese, prezidan repiblik-la kapab konvoke kò lejislatif la nan sesyon estrayòdinè.

Atik 106: Chèf pouvwa egzekitif la va bay yon mesaj pou li esplike sa ki fè li mande asanble nasyonal la reyini.

Atik 107: Si se pou reyinyon estrayòdinè yo konvoke kò lejislatif-la, yo pa gen dwa pran desizyon sou okenn lòt sijè pase sou sijè yo fè konvokasyon an.

107-1: Men nenpòt senatè oubyen depite gen dwa pale ak lachanm pa li sou sijè ki konsène tout moun.

Atik 108: Chak chanm ap verifeye epi apwouve pouvwa chak manm li genyen.

Chak chanm, avèk tout fòs granmoun li, li va mete yon pwen final nan tout diskisyon ki leve sou sa.

Atik 109: Chak chanm yo va prete sèman sa-a:

«Mwen sèmante map fè travay mwen, map chache kenbe epi map chache pwoteje tout dwa pèp la, map rete fidèl ak konstitisyon-an»

Atik 110: Ni reyinyon lachanm depite yo, ni reyinyon lachanm senatè yo, yo dwe fèt an piblik. Men chak chanm gen dwa travay pòt fèmèn depi gen senk manm ki mande-sa. Apre sa, fòk genyen 50 pou 100 manm plis yonn ki bay konsantman-yo pou seyans-lan kapab rekoumanse an piblik.

Atik 111: Pouvwa lejislatif-la gen pou li fè lwa sou tout sa ki enterese tout moun an jeneral.

Atik 111-1: Ni 2 chanm yo, ni pouvwa egzekitif-la, yo gen dwa pran responsablite pou yo fè lwa.

Atik 111-2: Men kanta pou lwa sou bidjè, lwa sou bagay leta gen dwa enpo sou yo, ni lwa sou montan enpo yo, se sèl pouvwa egzekitif la ki gen dwa fè pwojè sa yo an premye.

Se menm bagay la tou pou lwa sou fason pou ramase lajan enpo ak lajan kontribisyon, ni lwa ki vize krete resèt osinon ogmante resèt ak depans leta.

Tout pwojè lwa yo egzekitif la fè nan ka sa-a, fòk se lachanm depite ki dwe vote yo anvan.

Atik 111-3: Sizoka lachanm depite ak lachanm senatè gen dezakò sou yon lwa konsènan atik anvan an, chak chanm va fè vòt sekre pou fè yon komite palman-tè pou rezoud pwoblèm nan. Chak chanm dwe genyen menm valè manm nan komite a.

Atik 111-4: Si se yon dezakò konsènan nenpòt lòt lwa, yo fèt pou

ranvwaye lwa a pou sesyon pwochen. Si nan sesyon pwochen an, menm si lachanm ta vin gen lòt manm, yo prezante menm lwa a epi pa gen pyès antant ki fèt, chak chanm va fè vòt sekre pou fòmè yon komite palmantè ki va responsab pou ekri tèks definitif lwa a. Va gen menm kantite manmpou chak chanm nan komite a. Ya voye dènye tèks la devan premye chanm kite vote lwa a. Si pa gen bon rezilta, yo va voye pwojè lwa a sou kote.

Atik 111-5: Sipoze pouvwa lejislatif la ak pouvwa egzekitif-la an dezakò, komisyon konsilyasyon yo prevwa nan atik 218 la va pran sa an men, depi yonn nan pati yo mete sa devan li.

Atik 111-6: Si komisyon-an pa rive rezoud dezakò a, li va drese pwose vèbal echèk la voye bay 2 pati konsèn yo epi ak kou kasasyon an.

Atik 111-7: Ui (8) jou apre kou kasasyon an fin resevwa pwosevèbal la, li va pran afè a an men. Li va reyini 2 enterese yo pou li tande kòz la. Li va deside sa ki dwe fèt.

Tou 2 pati yo fèt pou yo soumèt devan desizyon kou kasasyon an pran.

Si annatandan 2 pati yo tonbe dakò, antant yo fè a tou mete yonpwen final nan demachh ki tap fèt yo.

Atik 111-8: Pou kèlkeswa rezon an, yo pa kapab kraze ni lachanm depite yo, ni lachanm senatè yo. Ni yo pa kapab sispann yo pou yon tan, ni yo pa gen dwa pwolonje manda manm lachanm yo.

Atik 112: Chak chanm-vo, selon prensip yo tabli, y'ap lonmen moun ki pou fè pati manm pèsonèl li. Yo gen dwa fikse lwa disiplin yo epi tabli ki fason y'ap egzèse responsablite yo genyen.

Atik 112-1: Chak chanm gen dwa pran mezi kont move konduit yon manm. Fòk gen majorite 2 tyè manm ki dakò ak pinisyon an.

Sèl sa yo pa gen dwa fè yon manm ki pa disiplin, se dechouke li lachanm-nan.

Atik 113: Men moun ki kapab pèdi kalite li pou li rete depite osinon senatè toujou, se nenpòt manm kò lejislatif-la yon tribinal dwa komen rive kondane. Si kondanasyon-an se ka rale menmen kase ki fè li pèdi dwa li genyen pou lonmen li nan plas konsa.

Atik 114: Manm kò lejislatif yo, depi jou yo fin prete sèman jouk jou manda yo bout, pèsonn moun pa gen lalwa manyen yon grenn chive nan tèt yonn ladan yo, sof si li fè yon zak atik 115 k'ap vini an kondane.

Atik 114-1: Pèsonn moun pa kapab ni pousib ni atake manm kò lejislatif yo akòz opinyon yo genyen, oubyen akòz jan yo vote lachanm nan travay yo.

Atik 114-2: Pyès kò pa gen dwa fè fòs sou yon manm kò lejislatif la pou fè li yon bagay pandan manda li ap dewoule toujou.

Atik 115: Konsènan zafè kriminel, zafè koreksyonèl, zafè senp polis ki se zak dwa komen, yo pa gen dwa arete okenn manm kò lejislatif si yo pa genyen otorizasyon lachanm-li.

Men arestasyon gen dwa fèt si yo bare li nan men ap fè move zak malonèt ki mande kondanasyon kò avili-li. Sipoze sa ta rive, fòk yo voye koupab la devan lachanm pa li, san pèdi tan, si lachanm ap travay. Si lachanm fèmen, fok koupab-la konparèt nan pwochen sesyon òdinè oubyen estrayòdinè-a.

Atik 116: Yonn manm nan lachanm yo pa kapab fè reyinyon, ni li pa gen dwa pran okenn rezolisyon si li pa gen majorite manm li yo prezan.

Atik 117: Tout desizyon kò lejislatif la pran, fòk se majorite manm ki prezan yo ki dwe bay konsantman-vo, sof si konstitisyon an prevwa lòt bagay.

Atik 118: Chak chanm gen dwa mennen ankèt sou kesyon yo mete devan-li.

Atik 119: Tout pwojè lwa, se atik pa atik yo fèt pou yo vote yo.

Atik 120: Chak chanm gen dwa korije atik yo pwopoze-li. Li gen dwa separe atik yo jan li vle. Li kapab chanje koreksyon yo fè ladan-vo. Tout chanjman yon chanm fè nan atik yon lwa, anvan li kapab antre nan yon pwojè lwa, fòk lòt chanm nan vote li tou.

Atik 120-1: Depi yon pwojè pòkò fin vote, mèt li gen dwa retire li nan diskisyon.

Atik 121: Fini kò lejislatif la fini vote yon lwa, fòk yo voye li bay prezidan repiblik la touswit pou li pibliye li.

Men anvan piblikasyon-an fèt, Prezidan an gen dwa mete opozisyon nan yon pati lwa-a oubyen nan tout lwa a.

Atik 121-1: Sizoka sa rive, prezidan repiblik-la va retounen lwa-a bay lachanm ki te vote li an premye a, li va ajoute pwen li pa dakò yo. Si la chanm sa a aksepté koreksyon yo, li va voye li bay lòt lachanm nan avèk chanjman yo.

Atik 121-2: Si dezyèm Chanm nan aksepté koreksyon yo epi li vote lwa-a, yo va revoye li bay prezidan an pou li pibliye li.

121-3: Si premye chanm ki vote lwa-a pa dakò avèk pwopozisyon chanjman prezidan an fè a, li va voye li bay dezyèm chanm nan avèk tout chanjman prezidan an mande vo.

121-4: Si dezyèm chanm nan pa dakò tou ak pwopozisyon prezidan an, yo va retounen lwa a ba li. Li fèt pou li pibliye-li jan li resevwa li a.

121-5: Pou rejte pwopozisyon prezidan an fè sou yon lwa, fòk se majorite manm chak chanm yo ki bay konsantman yo selon sa atik 117 la prevwa. Chak chanm va vote an sektè.

121-6: Si pou rejte pwopozisyon, Prezidan an, pa gen majorite manm, ni nan yon chanm, ni nan yon lòt ki bay dizon yo pou sa, yo fèt pou aksepté lwa a ak tout pwopozisyon yo.

Atik 122: Prezidan repiblik la genyen 8 jou fran pou li gen dwa fè opozisyon. Dwa sa-a ap tanmen menm jou Prezidan an resevwa lwa a.

Atik 123: Si, nan delè prezidan an genyen an, li pa fè okenn opozisyon sou yon lwa, li fèt pou li pibliye li, eksepte si sesyon kò lejislatif la gen tan bout anvan delè a kaba. Nan ka sa, yo va ranwaye lwa a pou pita. Louvri sesyon kò lejislatif la louvri, yo va voye li bay Prezidan Repiblik la pou li kapab egzèse dwa opozisyon li.

Atik 124: Si yonn nan lachanm yo rejte yon pwojè lwa pandan yon sesyon, yo pa gen dwa tounen avèk li ankò nan menm Sesyon an.

Atik 125: Tout lwa ak tout lòt desizyon kò lejislatif la ak asanble nasyonal la pran, depi yo pibliye li nan Journal Ofisyèl Repiblik-la, fòk yo antre an vigè touswit

125-1: Yo va nimewote yo, yo va ekri yo nan bilten nimewote ki rele «Bilten Lwa ak Desizyon».

Atik 126: Jou de (2) chanm yo adopte yon lwa, se jou a ki dat nesans lwa tou.

Atik 127: Pèsòn moun pa kapab moute sou tribin kò Lejislatif la li menm an pèsòn pou li prezante reklamasyon li genyen.

Atik 128: Se pouvwa lejislatif la sèl ki gen otorite pou esplike lwa

yo. Se sou fòm lwa, yo dwe prezante esplikasyon lwa yo.

Atik 129: Depi yon manm kò lejislatif la fin prete sèman, leta va peye li chak mwa.

129-1: Manm kò législatif yo pa gen dwa aksepte lòt travay peye nan men leta, eksepte djòb pwofesè lekòl.

129-2: Dwa pou rele devan lachanm nenpòt minis oubyen tout minis yo nèt pou kesyone yo sou sa ki fèt, sa kap fèt nan administrasyon yo, se dwa chak manm nan tou 2 chanm yo genyen.

129-3: Pou rele yon moun devan la chanm, fòk genyen 5 manm lachanm konsène a ki bay konsantman yo pou sa kapab fèt. Konvokasyon an dwe abouti ak yon vòt konfyans oubyen yon vòt mefyans pou moun yo te rele-a.

129-4: Lè yon gouvènman gen pwogram li mete an mach oubyen lè li deklare politik jeneral li aklè, si vo konvoke li devan lachanm yo epi yo vote yon vòt mefyans kont li, Premye minis lan dwe remèt demisyon gouvènman li a bay prezidan repiblik la.

Atik 129-5: Prezidan repiblik la fèt pou li aksepte demisyon an epi pou li lonmem yon lòt premye minis dapre tout dispozisyon konstitisyon an prevwa yo.

129-6: Sou kesyon pwogram ak deklarasyon politik jeneral yon gouvènman bay aklè, se yon sèl vòt mefyans kò lejislatif la kapab bay chak ane.

Atik 130: Sizoka yon manm kò lejislatif lata mouri, demisyone, ta pèdi kalite li, ta gen opozisyon lajistis, oubyen ta aksepte lòt travay ki pa kadre ak fonksyon an, fòk yo fè eleksyon nan zòn depite osinon senatè-a pou ranplase li pou rès tan ki rete a. Konsèy elektoral pèmanan an gen yon mwa pou li aji.

130-1: Trant jou apre yo fin konvoke pèp zòn nan dapre konstitisyon-an, eleksyon-an avà fèt.

130-2: Se va menm demach-la ki dwe fèt tou si konsèy elektoral pèmanan an ta rive anile eleksyon nan yonn oubyen nan plizyè zòn.

130-3: Men si vin genyen plas vid la sou dènye sesyon nan dire manda a osinon si plas la vin vid apre sesyon an, yo pa bezwen fè eleksyon.

#### Seksyon D

Responsablite ki pa Kapab ale ansanm

Atik 131: Men moun ki p'ap kapab vini manm kò lejislatif la;

1) Moun ki jeran osinon ki nan kontra ak leta pou esplwate kèk sèvis piblik.

2) Moun ki reprezante lòt moun, konpayi osinon sosyete ki jeran antrepriz osinon ki nan kontra ak leta.

3) Delege yo, vis Delege yo, ofisyè ministè piblik yo ki pa demisyone nan travay yo 6 mwa anvan dat eleksyon yo fikse.

4) Tout lòt moun ankò ki nan kondisyon konstitisyon an ak lalwa prevwa yo pa kapab patisipe an eleksyon.

Atik 132: Manm pouvwa egzekitif yo ak tout direktè jeneral administrasyon piblik-yo pa gen dwa manm kò lejislatif la si yo pa bay demisyon yo yon ane anvan dat eleksyon yo fikse.

#### Chapit III

Konsènan Pouvwa Egzekitif-la

Atik 133: Moun k'ap egzèse pouvwa egzekitif la se:

a) Prezidan repiblik la ki se chèf leta;

an) Gouvèman an ki genyen yon premye minis alatèt li.

#### Seksyon A

#### Konsènan Prezidan Repiblik la

Atik 134: Pou yon moun vini Prezidan Larepiblik, fòk se dirèk dirèk popilasyon an vote pou li. Pami votan yo, pi piti valè vwa li dwe genyen se 50 pou san plis yonn. Si pyès kandida pa jwenn majorite vwa sa a, dwe gen yon dezyèm eleksyon ki fèt dezyèm dimanch ki vin apre tout vòt premye eleksyon an fin konte. De (2) kandida ki te genyen plis vwa yo va prezante ankò. Si yo bandonnen batay la, 2 lòt kandida ki vin apre yo-a, se sèl yo ki gen dwa patisipe nan dezyèm mitan.

Atik 134-1: Prezidan an la pou 5 an. Tan li va koumanse 7 févrye pou li bout 7 févrye ki vin apre tout eleksyon fin fèt.

Atik 134-2: Eleksyon pou Présidan dwe fèt nan dènye dimanch mwa Novanm sou senkyèm ane Prezidan ki sou pouvwa-a.

Atik 134-3: Manda Prezidan-an pa gen dwa pwolonje. Pou yon Prezidan fè yon dezyèm manda, fòk li tann 5 ane apre premye manda li-a kaba. Mer kèlkeswa ka-a, yon Présidan p'ap kapab kandida pou yon twazyèm manda.

Atik 135: Pou yo kapab lonmen yon moun nan eleksyon pou li vini Prezidan Ayiti, fòk:

a) Li se Ayisyen natif natal epi li pa janm bandonnen nasyonalite-li.

an) Li gen, jou eleksyon an 35 an pou pi piti.

b) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li epi li pa te janm kondane pou move zak, krim dwa komen.

ch) Li gen menm yon kay an Ayiti epi li gen yon kote li rete nan peyi a

d) Li nan peyi a depi 5 an anvan eleksyon,

e) Li genyen resikritans li, si li te responsab dirije lajan leta.

Atik 135-1: Men sèman Présidan an va fè devan Asanble Nasyonal la anvan li pran pòs li;

Mwen leve men mwen devan Bondye ak devan Nasyon an, m'ap mache dapre Konstitisyon an, dapre tout lwa peyi a, m'ap fè tout moun suiv yo. M'ap respekte tout dwa pèp ayisyen an. M'ap chache fè tout moun respekte yo tou. M'ap travay pou fyète peyi-a, pou granmoun majè li toujou rete tennfas, pou yon ti poustè nan teritwa peyi a pa glise anba men nou.»

#### SEKSYON AN I

#### IRESPONSABILITE PREZIDAN REPUBLIK LA

Atik 136: Prezidan Repiblik la, se chèf leta. Li la pou li veye pou tout moun respekte Konstitisyon an epi fè sa Konstitisyon mande yo fè, pou li veye pou tout enstitisyon yo toujou rete tennfas. Li la pou li fè pouvwa piblik yo mache regilye, pou leta toujou kontinye rete leta.

Atik 137: Prezidan Repiblik la va chwazi Premye Minis la nan pati politik ki gen plis manm nan kò Legislatif la. Si okenn pati politik pa gen majorite Lachanm, Prezidan an va pran pawòl ak Prezidan 2 Lachanm yo pou li chwazi Premye Minis lan. Men nan tcu de (2) Ka yo, fòk Legislatif la bay dizon li anvan chwa a vin definitiv.

Atik 131: Prezidan an va mete pwen final nan fonksyon Premye Minis lan lè li pote lèt demisyon gouvènman an ba li.

Atik 138: Prezidan an, se li ki gaj Granmoun Majè Nasyon an epi pou teritwa peyi a pa manke yon pwèlyèm menm.

Atik 139: Prezidan an la pou diskite epi siyen tout Trete, tout Konvansyon, tout Akò Entènasyonal epi pou mete yo devan Asamble Nasyonal la pou li bay Konsantman li.

Atik 139-1: Se Prezidan an ki gen dwa voye Ambasadè ak lòt anvwayer estrayòdinè pou reprezante Ayiti nan peyi etranje. Li menm sèl ki fèt pou resevwa lèt pou admèt Ambasadè peyi etranje yo an Ayiti. Se li menm tou ki la nou bay konsil yo dwa fonksyone nan peyi-a.

Atik 140: Se Prezidan an ki gen dwa deklare lòt peyi lagè. Se sèl li ki otorize diskite epi siyen pou fè lapè, apre konsantman Asamble Nasyonal la.

Atik 141: Prezidan Repiblik la, apre konsantman Lachanm Senatè yo, ap lonmen Koumandan Chèf Lame-a, Koumandan Chèf Lapolis la, Anbasadè yo ak Konsil Jeneral yo.

Atik 142: Nan reyinyon l'ap genyen ak Minis li yo, Prezidan Repiblik la va pran Arete pou li lonmen chak Direktè Jeneral Administrasyon Piblik yo, Delege ak Vis Delege Depatman ak Awondisman yo. Pou Prezidan an kapab lonmen manm Konsèy Administrasyon òganis Otònòm yo, li fèt pou li genyen konsantman Lachanm Senatè yo.

Atik 143: Prezidan Repiblik la, se li ki gen tit chèf Fòs Lame yo. Men se pa janm li menm menm an pèsonn ki koumande yo.

Atik 144: Prezidan an dwe fè mete so Repiblik Ayiti sou tout lwa ki pran. Li dwe pibliye yo ofisyèlman nan delè Konstitisyon an ba li a. Men, anvan delè a kaba, Prezidan an gen dwa mete opozisyon.

Atik 145: Tout desisyon Lajistis pran ki an règ ak lalwa, Prezidan an dwe veye pou yo egzekite yo.

Atik 146: Prezidan Repiblik la gen pouvwa pou li grasye moun ki te

kondane apre jijman osinon pou li retire sou pinisyon yo. Sèl ka li pa kapab grasye, se kondanasyon hot kou lajistis te bay selon konstitisyon an.

Atik 147: Prezidan an kapab grasye yon moun sou zafè politik sèlman, epi sa dwe fèt selon sa lalwa di.

Atik 148: Si pou yon ti tan tou kout, Prezidan an gen anpechman pou li fè travay li, konsèy minis yo, sou direksyon premye minis lan, va egzèse pouvwa-a dirantan prezidan an anpeche a.

Atik 149: Sipose, pou nenpòt rezon an, plas Prezidan Repiblik la ta vini vid, se prezidan kou kasasyon repiblik la ki va moute prezidan pwovizwa. Afezo Prezidan an, Vis-Prezidan an va Prezidan. Afezo Vis Prezidan an, seva jij ki pi ansyen pami tout ansyen yo. Epi se va konsa konsa, yonn apre lòt. Premye Minis va konvoke Asamble Nasyonal la pou Prezidan pwovizwa a prete sèman ofisyèl devan li.

Après plas prezidan definitif la vid, selon sa konstitisyon an ak lwa elektoral la prevwa, eleksyon pou yon nouvo prezidan pou 5 an va fèt ant 45 jou pou pi bonè epi 90 jou pou pi ta.

Atik 149-1: Prezidan pwovizwa sa a pap gen dwa kandida nan eleksyon ki pral fèt la.

Atik 150: Sèl pouvwa prezidan an genyen, se pouvwa konstitisyon an ba li yo.

Atik 151: Jou lachanm premye louvri pou ane a, Prezidan repiblik la va fè yon mesaj pou esplike sitiyasyon peyi a bay kò lejislatif la. Okenn diskisyon pa gen dwa fèt sou diskou ki bay la.

Atik 152: Depi prezidan an fini prete sèman, kès leta va peye li yon valè kòb chak mwa.

Atik 153: Palè Nasyonal ki nan kapital la, se la rezidans ofisyèl

prezidan an ye. Li kapab chanje rezidans si biwo pouwa egzekitif la deplase.

Atik 154: Se Prezidan repiblik la ki pou dirije reyinyon konsèy minis yo.

#### SEKSYON B

##### KONSÈNAN GOUVÈNMAN AN

Atik 155: Se Premye Minis lan, Minis Yo ki gouvènman an. Premye Minis lan, se li ki chèf gouvènman an.

Atik 156: Gouvènman an ap kondi bak politik nasyon an. Dapre tout prensip Konstitisyon an fikse, se gouvènman an ki sèl responsab devan kò Legislatif la.

Atik 157: Pou yon moun vini Premye Minis fòk:

1) Li se ayisyen natif natal epi li pa te janm bandonnen nasyonalite li.

2) Li gen 30 an pou pi piti.

3) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li epi li pa te janm Kondane pou move zak.

4) Li pwopriyete an Ayiti osinon l'ap egzèse metye li nan peyi a.

5) Li nan peyi a depi 5 ane.

6) Li gen resikitans li si li te responsab dirije lajan leta.

#### SEKSYON CH

##### RESPONSABILITE PREMYE MINIS LAN

Atik 158: Nan Konsantman li genyen avèk Prezidan an, Premye Minis lan va chwazi manm Kabinè li yo. Li va prezante devan 2 Chanm yo pou li chache jwenn konfyans yo sou deklarasyon politik jeneral li vle mennen. Yo ka vote pou li an piblik.

Fòk majorité vòt chak Chanm yo an favè. Si yonn nan chanm yo pa vote

li, yo pa fè li konfyans, kat la va reba.

Atik 159: Premye Minis lan gen responsabilite pou fè egzekite tout sa lalwa mande. Sizoka Prezidan an ta absan osinon si li ta genyen an ti anpechman tout kout, Premye Minis lan, si Prezidan an ta mande li sa, li gen dwa dirije reyinyon Konsèy Minis yo. Premye Minis lan gen pouwa pou li fè mache prensip ki tabli. Men li pa gen dwa sispann lwa yo, ni eslike lwa yo, dekrè yo epi ak yo. Epitou li pa kapab derefize mete lwa yo nan egzekisyon.

159-1: Premye Minis lan, nan tèt ansanm avèk Prezidan Repiblik la, li responsab Defans Nasyon an.

Atik 160: Premye Minis lan gen dwa lonmen osinon revoke dirèk dirèk fonksyonè leta yo. Li gen dwa bay moun pouwa revoke nan plas li tou. Men fòk li aji selon tout prensip konstitisyon an ak lalwa prevwa sou estati jeneral fonksyon piblik la.

Atik 161: Premye Minis lan ak Minis yo gen antre lib Lachanm yo pou yo kapab pran defans pwojè lwa yo ta vle pran epi pou yo kapab apiye prezidan an lè li pa fin dakò ak yon lwa. Lachanm kapab konvoke yo tou pou yo rann kont sou travay y'ap fè.

Atik 162: Tout desizyon Premye Minis lan ap pran, fòk li gen moun ki siyen avèk li. Sizoka se lòt Minis yo ki dwe egzekite desizyon an, yo va siyen ak li. Premye Minis lan gen dwa responsab yon Ministè tou.

Atik 163: Premye Minis lan ak Minis yo responsab tout desizyon ki pran nan pwop Ministè pa yo.

Chak Minis sèl responsab, nan sa ki konsène li, pou li fè egzekite lwa yo.

Atik 164: Moun ki premye Minis, ki minis, ki Vis Minis, li pa kapab

ni Senatè ni okipe okenn lòt fonksyon Leta ankò.

sizoka sa ta prezante, fòk Depite oswa Senatè a fè yon chwa.

Atik 165: Sizoka Premye Minis lan demisyone, Gouvènman an fèt pou li rete an plas pou fè travay ki pa kapab tann yo jouk lè ranplasan an vini pran sèvis li.

#### SEKSYON D

##### KONSENAN MINIS AK VIS MINIS YO

Atik 166: Prezidan Repiblik la, se li ki pou dirije renyon konsèy Minis Yo. Pi piti valè minis ki fèt pou genyen, se dis. Premye Minis lan gen dwa lonmen is Minis bay Minis yo si yo wé se nesechè.

Atik 167: Lalwa fikse valè Ministè ki dwé genyen.

Atik 168: Moun ki nan fonksyon Minis pa gen dwa aksepte lòt travay leta, eksepte djòb pwofesè ansèyman siperyè.

Atik 169: Tout desizyon Minis yo siyen avèk Premye Minis lan, yo responsab pou yo. Se tout Minis yo ansanm tou ki gen responsabilité pou fè egzekite lwa yo.

Atik 169-1: Pou kèlkeswa ka a, kit se pa ekri, te mèt se bouch an bouch Prezidan Repiblik la, Premye Minis la pase Minis yo lòd, okenn Minis pa kap chape anba responsabilite fonksyon lan mete sou do li.

Atik 170: Premye Minis la, Minis yo ak Vis Minis yo va resewa lajan pèy yo chak mwa. Lwa sou bidjè peyi a va fikse montan kòb la.

Atik 171: Minis yo gen dwa fè nominasyon kèk Ajan fonksyon piblik lè Prezidan Repiblik la, Premye Minis lan ba yo manda pou sa, depi sa fèt dapre kondisyon lwa sou fonksyon piblik la tabli.

Atik 172: Si yonn nan 2 Lachanm yo konvoke yon Minis epi gen yon majorite 50 pou 100 manm yo plis yonn ki pa satisfè ak travay li, si yo ba li yon vòt mefians, chèf Egzekitif la oblije voye Minis lan ale.

#### CHAPIT IV

##### KONSENAN POUVWA JIDISYE

Atik 173: Kou kasasyon-an, kou dapèl yo, Tribinal Premye Enstans yo, Tribinal depè yo, Tribinal Espesyal yo, se yo tout ansanm ki la pou egzèse pouvwa Jidisyè a. Lalwa va fikse ki kantite tribinal sa yo ki dwe genyen. Li va bay ki jan pou fòme yo, Ki fason pou òganize yo, ki manyè pou yo mache, ki afè ki sou kont yo ak limit zòn ki sou kont yo tou.

Atik 173-1: Tout ka pwoze ki vize dwa komen, se tribinal Sivil sèl ki poun jije yo.

Atik 173-2: Yo pa gen dwa fè okenn Tribinal, ni pyès biwo pou jije okenn altèkasyon, si se pa lalwa ki pèmèt sa. Pou Kèlkeswa rezon an, kèlkeswa non yo ta vle ba li a, yo pa gen dwa kreye okenn Tribinal estrayòdinè an Ayiti.

Atik 174: Se pou dizan yo lonmen jij kou Kasasyon yo ak jij Koudapèl yo. Kanta pou jij tribinal premye enstans yo menm, se pou setan yo la. Tan yon Jij tanmen, depi li fin prete sèman.

Atik 175: Se Prezidan Repiblik la ki va lonmen jij Kou Kasasyon yo. Li va chwazi yo nan lis non twa moun Lachanm Senatè yo va voye ba li pou chak plas vid ki genyen. Lis non kandida pou jij Koudapèl ak Tribinal premye enstans yo, se Asanble Depatmantal Konsène a ki va voye li. Lis non kandida pou jij depè yo, se Asanble Kominal Konsène a ki va prepare li.

Atik 176: Lalwa bay tout kondisyon pou moun rampli pou li kapab vini nenpòt ki jij. Yo louvri yon lekòl pou Jij.

Atik 177: Pèsonn moun pa kapab revoke koupe sou tan ni jij Kou Kasasyon



yo, ni jij Koudapèl yo, ni Jij tribinal premye enstans yo. Sèl sa ki kapab fè yo kase osinon sispann yon jij se si, selon lalwa, yo Konstate li fè sa ki pa sa nan travay li. Men apa sa, menm si se Pwomosyon yon jij ap jwenn, pèsonn pa gen dwa chanje yon jij travay san li pa bay dizon li anvan sa.

Atik 178: Kou Kasasyon pa gen dwa jije fondanatal okenn afè. Sòf pou ka ki devan jiri, men apa sa, Kèlkeswa koz la, se de menm pati yo ki mande rejije li, menm si se yon pwen nan koz la sèlman, Kou Kasasyon an, akòz li admèt demand la, li pa gen dwa voye ka a devan lòt tribinal.

L'ap jije nannan afè a, se pou tout branch Kasasyon an rasanble.

Atik 178-1: Men lè yo mande yon dezyèm jijman kont jijman ki rann nan jiridiksyon bridsoukou, kont desizyon jij enstriksyon, kont jijman Koudapèl nan moman desizyon sa yo, kont jijman tribinal depè osinon jijman tribinal espesyal yo, kou Kasasyon an lè li aksepte jije yon desyèm fwa l'ap deside san li pa voye li okenn koté.

Atik 179: Jij yo pa gen dwa aksepte okenn lòt fonksyon peye, eksepte djôb pwofesè lekòl.

Atik 180: Tribinal fèt pou li travay tout pòt gwo louvri pou tout moun ki vle asiste. Men tribinal kapab deside travay ak pòt fèmen lè sa nan avantaj lòd ak bon lizaj piblik.

Atik 180-1: Tribinal pa kapab mande travay ak pòt fèmen lè jijman an konsène zafè politik ak zafè Laprès.

Atik 181: Se an piblik tribinal fèt pou li bay motif tout desizyon li pran oubyen jijman li rann.

Atik 181-1: Tout desizyon osinon tout jijman, yo fèt pou yo pran yo epi egzekite yo nan non Repiblik la. Depi yon jijman fini rann, ofisye ministè Piblik, yo ansanm ak ajan fòs piblik

ki konsène yo, yo fèt pou yo egzekite li. Tout desizyon notè ki dwe egzekite, se sou non Repiblik la sa dwe fèt tou.

Atik 182: Kou Kasasyon, dapre sa lalwa di, li va deside sou kont kilès tribinal yon ka ye.

Atik 182-1: Kou Kasasyon gen pouvwa pou di mo pa li nan zak, nan dwa ak nan jijman tribinal militè rann.

Atik 183: Si gen dezakò, si yo pote dezakò a devan Kou Kasasyon, li gen pouvwa pou li deside ansanm ak lòt branch li yo si lwa yo tonbe osinon si yo pa tonbe daplon ak Konstitisyon an.

Atik 183-1: Sans Lachanm yo bay yon lwa, se sans sa a ki valab pou ka li prevwa a. Men lwa sa a pa kapab fè bak annaryè pou li kraze okenn dwa ki te gen tan tabli.

Atik 183-2: Tribinal yo gen dwa egzekite desizyon ak regleman administrasyon leta, si yo konfòm ak lalwa.

Atik 184: Lalwa va fikse kapasite Kou yo ak tribinal yo. Li va bay tout manyè pou fè pou pase devan yo.

Atik 184-1: Lalwa prevwa tou tout sanksyon pou yo pran kont jij yo ak ofisye ministè piblik yo. Men kanta pou jij Kou Kasasyon yo, se sèl devan Hot Kou lajistis yo kapab konparèt si yo fè move zak.

#### Chapitre V

#### Konsenan Hot Kou Lajistis

Atik 185: Lachanm Senatè-yo gen dwa tabli an tribinal Hot Kou Lajistis. Se Prezidan Lachanm Senatè yo ki va dirije travay yo.

Prezidan Kou Kasasyon-an va vis Prezidan. Vis prezidans Kasasyon a va sèvi pou sekretè. Men si jij tribinal Kasasyon yo oubyen si ofisye ministè piblik nan Kasasyon-an yo menm tou, yo pami moun yo akize yo, prezidan Senatè-yo va mande 2 lòt Senatè ede li nan

travayla. Moun yo akize-a va chwazi yonn nan 2 Senatè yo. Men yo pa gen dwa pou yo vote.

Atik 186: Avèk majorite 2 tyè nan manm li yo, Lachanm Depite yo gen dwa mete moun sa yo sou ban akize:

a) Prezidan Repiblik la pou gwo krim trayizon oubyen pou nenpòt krim oswa lòt fòt li fè nan travay li.

an) Premye Minis-lan, Minis-yo, Vis Minis yo pou krim trayizon, pou move kout gidon nan lajan leta, pou vye abi oubyen pouwa gwo ponyèt, oswa pou nenpòt lòt krim osinon lòt fòt yo fé nan travay yo.

b) Manm Konsey Elektoral Pèmanan an, manm Kou Siperyè dèkont, chèf Kontansye Administratif la pou fòt grav yo fè nan travay yo.

ch) Jij yo ak ofisye Ministè Piblik Kou Kasasyon pou move zak kriminèl yo fè nan travay yo.

d) Pwotektè Sitwayen an.

Atik 187: Manm Hot Kou Lajistis yo va fè sèman sa-a youn apre lòt kou seyans lan louvri:

'Mwen leve, men mwen devan Bondye ak devan Nasyon-an m'ap fè jijman-an san paspouki, avèk tout mwen, kou yon moun ki gen konduit li klè ak men li lib. M'ap fè jijman an selon fon konsyans mwen ak nannan tout fòs konviksyon mwen''.

Atik 188: Hot Kou Lajistis la va fè yon vòt sekre pami manm li yo. Si genven 50 pou 100 vwa plis yonn ka dako, li va fome komite k'ap fouye zo tout deki prevyen afè-a.

Atik 188-1: Selon rapò komite a va fè, y'ap soti yon dekrè pou pran tout desizyon ki dwe pran. Fòk gen majorite 2 tyè nan manm Hot Kou Lajistis la ki vote bay konsantman yo pou sa.

Atik 189: Pou Hot Kou Lajistis la kapab travay, fòk gen 2 tyè nan manm li yo ki prezan.

Atik 189-1: Sèl kondanasyon Hot Kou Lajistis la gen dwa bay yon moun, se retire li nan fonksyon li, se fè li pèdi ran li, se retire dwa li genyen pou li ka egzèsé kèk fonksyon piblik pandan senk ane pou pi piti epi 15 ane pou pi plis.

Atik 189-2: Men yo gen dwa rele kondane a devan tribinal òdinè yo, dapre sa lalwa di, si yo dwe ba li lòt pinisyon osinon si se pou pale sou aksyon sivil y'ap fè kont li.

Atik 190: Depi yon pwoblèm vini devan Hot Kou Lajistis, li fèt pou li kanpe sou kesyon an jouk li bout, san li pa gade sou longè dire sesyon kòt Legislatif la.

#### TIT VI

#### ENSTITISYON KI ENDEPANDAN YO CHAPIT I KONSENAN KONSEY ELEKTORAL PEMANAN

Atik 191: Konsèy Elektoral-la, san li pa pran lòd nan men pèsonn moun, li anchaje pou li òganize epi kontwole tout eleksyon k'ap fèt toupatou an Ayiti, depi nan koumansman jouk tout rezilta fin bay.

Atik 191-1: Konsèy-la va travay sou pwojè lwa elektoral-la tou. Li va voye li bay Pouwa Egzekitif-la pou li fè tout sa ki nesèsè.

191-2: Konsey la va veye pou lis elektoral-la yo toujou alamòd.

Atik 192: Konsèy-la va genyen 9 manm. Chak Asanble Depatmantal va bay lis 3 non moun. Se landan-yo, yo va chwazi manm Konsey-la.

Pouwa Egzekitif la va chwazi 3 manm.

Kou Kasasyon an va chwazi 3 manm.

Asamble Nasyonal la va chwazi 3 manm.

Otorite-yo va fè yon jan pou chak Dépatman kapab genyen yon reprezantan nan Konsèy Elektoral-la.

Atik 193: Pou yon moun kapab vini manm konsèy Elektoral Pèmanan fòk:

a) Li se ayisyen natif natal.

an) Li gen 40 an pou pi piti.

b) Li gen dwa sivil ak dwa politik li epi li pa te janm kondane pou move zak.

ch) Li genyen resikritans li si li te responsab dirije lajan leta.

d) Li te nan peyi-a depi twazan anvan yo lonmen li.

Atik 194: Manm Konsèy Elektoral Pèmanan yo lonmen pou nevan. Yo p'ap kapab double. Yo p'ap kapab revoke-yo.

Atik 194-1: Fòk yo chanje yon tyè nan manm Konsèy-la chak twazan Manm yo va chwazi yonn nan yo kòm Presidan.

Atik 194-2 Manm Konsèy-yo va prete sèman devan Kou Kasasyon anvan yo Koumanse travay. Men pawòl yo va di:

"Mwen sèmante m'ap respekte Konstitisyon-an ak tout dispozisyon lwa élektoral-la. M'ap fè travay mwen avèk tout diyite mwen, tout libète mwen, ak tout patriyotis mwen san patipri".

Atik 195: Si yon manm Konsèy la ta rive fè yon fòt grav nan travay li, Hot Kou Lajistis va jijeli.

195-1: Se Pòtoprens Biwo Sentral Konsèy Elektoral Pèmanan an tabli. Zòn travay li, se tout teritwa peyi-a.

Atik 196: Manm Konsèy Elektoral Pèmanan pa kapab nan pyès fonksyon dirantan yo nan konsèy-la.

Si yon manm ta bay demisyon li, li dwe tann twazan si li ta vle kandida pou yon fonksyon ki mande eleksyon.

Atik 197: Tout reklamasyon ki ta genyen, kit se éleksyon ki ta lakòz yo fèt, kit se kont jan yo aplike Lwa Elektoral-la, kit se ta vyolasyon Lwa Elektoral la ki lakòz sa, se sèl konsèy Elektoral Pèmanan ki gen dwa regle sa, eksepte le se la lwa ki pou rapousib yonn osinon plizyè koupab devan tribinal.

Atik 198: Si yon manm Konsèy-la ta mouri, si gen yonn ki bay demisyon-li, si pou kelkeswa rezon-an ta gen yon plas vid nan Konsèy-la, Fòk yo ranplase li pou rès tan ki rete-a, dapre atik 112 la.

Atik 199: Yon lwa va fikse tout prensip pou òganize Konsèy Elektoral Pèmanan an epi ki fason pou li fonksyone.

## Chapit II

### KONSENAN LAKOU SIPERYE DEKONT AK KONTANSYE ADMINISTRATIF

Atik 200: Lakou Siperyè Dékont ak Kontansye Administratif, se yon biwo ki okipe zafè finans ak zafè administratif. Li endepandan. Li otonòm. Li anchaje pou li fè kontwòl administratif ak Kontwòl légal pou tout resèt ak tout depans leta. Li responsab tou pou li fè verifye kontabilite oganis otonòm ak antrepriz leta yo. Se menm travay la tou li va fè pou antrepriz Kolektivite teritwa yo.

200-1: Lakou Siperyè Dékont ak kontansye Administratif la gen Otorite pou li jije altèkasyon ki leve ant leta ak kolektivite teritwa yo, ant Administrasyon an ak fonksyonè piblik yo, ant sèvis piblik yo ak moun y'ap dirije yo.

Atik 200-2: Se sèl kou Kasasyon ki gen dwa bloké desizyon Lakou Siperyè Dékont pran.

200-3: Lakou Siperyè Dèkont ak Kontansye Administratif genyen 2 seksyon:

a) Se seksyon Kontwòl finans.

an Se seksyon kontansye Administratif.

Atik 200-4: Lakou Siperyè Dèkont ak Kontansye Administratif la dwe patisipe nan preparasyon bidjè tou. Yo fèt pou rele li mande li Konsèy sou tout keksyon ki konsène lwa sou finans piblik yo. Yo ka fè sa tout konsènan tout pwojè kontra finansye osinon komèsyal leta ladan yo tou.

Devwa li, se pou li fè verifikasyon finans tout Administrasyon peyi a.

200-5: Pou moun gen dwa manm Lakou Siperyè Dèkont ak Kontansye Administratif, fòk:

a) Li ayisyen epi li pa te janm bandonen nasyonalite li.

an) Li gen 35 an pou pi piti.

b) Li gen resikitans li si li te responsab dirije lajan leta.

ch) Li gen diplòm lisans an dwa oubyen li se kontab ofisyèl osinon li gen yon diplòm etid Siperyè nan Administrasyon piblik, nan Ekonomi oubyen nan Finans piblik.

d) Li gen 5 ane esperyans nan yon Administrasyon piblik osinon nan yon Administrasyon prive.

e) Li gen dwa sivil li ak dwa politik li.

Atik 200-6: Tout moun ki kandida pou yon plas konsa, li dwe depoze pyès yo reklame li yo nan biwo lachanm Senatè Repiblik la dirèkteman.

Lachanm Senatè yo va chwazi dis manm Lakou Siperyè Dèkont lan. Yo menm ant yo, yo va lonmen Prezidan an ak Vis Prezidan-an.

Atik 201: Yo la pou dizan epi yo pa kapab revoke yo.

Atik 202: Anvan yo koumanse travay yo, manm Lakou Siperyè Dèkont ak Kontansye Administratif yo va prete sèman sa a nan men yon seksyon Lakou Kasasyon:

'Mwen sèman pou mwen respekte konstitisyon an ak tout lwa Repiblik la. M'ap fè travay mwen avèk konsyans epi san foub. M'ap kondi bak mwen ak tout diyite mwen''

Atik 203: Se sèl devan Hot Kou Lajistis manm Lakou Siperyè Dèkont ak Kontansye Administratif yo kapab konparèt pou fòt grav yo fè nan travay yo.

Atik 204: Lakou Siperyè dèkont lan ak Kontansye Administratif la va voye yon rapò chak ane sou sitirasyon finans peyi a bay kò legislatif la. Li va fè konnen si depans piblik yo byen fèt. Li gen 30 jou delè aprè premye sesyon legislatif la louvri pou li remèt rapò-a.

Atik 205: Lalwa a bay ki jan pou lakou Dèkont òganize,, pozisyon manm yo genyen epi fason pou biwo a maché.

### Chapit III

#### Konsènan KOMISYON Konsilyasyon an

Atik 206: Komisyon Konsilyasyon an, se li yo fèt pou rele pou li jije altèkasyon ki leve ant Pouwa Egzekitif la ak pouwa Legislatif la oubyen ant 2 branch Pouwa Législatif la.

Men kouman pou komisyon an fòme:

a) Prezidan Kou Kasasyon an va Prezidan.

an) Prezidan Lachan Senatè yo va Vis Prezidan.

b) Prezidan Lachanm Depite yo va manm.

ch) Prezidan Konsej Elektoral la va manm.

d) Vis Prezidan Konsèy Elektoral la va manm

e) Prezidan Repiblik la va chwazi 2 Minis pou manm.

Atik 206-1: Lalwa va bay ki jan pou Komisyon Konsilyasyon an fonksyone.

#### Chapit IV

##### Ofis Pwotekte Sitwayen

Atik 207: Gen yon Ofis ki kreye. Non li, se Ofis Pwotektè Sitwayen. Bi Ofis la, se chache pwoteje tout kalite moun kont tout kalite abi Administrasyon Piblik ka fè yo sibi.

Atik 207-1: Tit sitwayen k'ap dirije Ofis la, se Pwotektè Sitwayen. Prezidan Repiblik la, Prewzidan Lachanm Senatè yo ak Prezidan Lachanm Depite yo, se yo twa-a k'ap antann yo pou yo chwazi li. Li la pou 7 ane. Li pa gen dwa fè yon dezyèm manda.

Atik 207-2: Devan Kèlkeswa tribinal li prezante pou li defann koz yon moun, se san senk li dwe fè sa.

Atik 207-3: Lalwa tabli tout kondisyon ak tout prensip pou fè Ofis pwotektè Sitwayen-an fonksyone.

#### Chapit V

##### KONSENAN INIVESITE, AKADEMI KILTI

Atik 208: Tout moun lib fè Ansèyman Siperyè. Se Inivèsite Leta Ayiti ki se Yon Inivèsite otonòm ak tout lòt lekòl Siperyè piblik epi lekòl Siperyè privé leta rekonèt yo se yo ki gen dwa bay ansèyman sa a.

Atik 209: Leta dwe finanse mach ak devlopman Inivèsite Leta Ayiti ak lòt lekòl Siperyè Piblik yo. Pou òganize yo ak pou tabli yo, sa dwe fè yo nan sans devlopman rejyon yo.

Atik 210: Leta fèt pou li ankouraje kreyasyon sant Rechèch.

Atik 211: Konseèy Inivèsite Leta Ayiti dwe bay Konsantman teknik li anvan Leta otorize moun louvri Inivèsite ak lekòl Siperyè prive. Fòk se ayisyen plis ki gen kòb deyò nan sa epi fòk se yo menm plis tou ki pwofesè. Se sitou nan lang Ofisyèl peyi a lekòl konsa fèt pou yo anseye.

211-1: Inivèsite ak lekòl Siperyè prive oubyen piblik yo dwe bay yon ensèyman valab, pratik ki kadre ak mach, ak devlopman nasyon an.

Atik 212: Yon lwa bay jan pou yo kreye Inivèsite ak lekòl Siperyè Piblik epi prive yo. Li di ki koté pou yo plase yo ak ki jan pou yo fonksyone nan peyi a.

Atik 213: Yo kreye Akademi Ayisyen. Li gen misyon pou li bay lang Kreyòl la jarèt pou li fikse epi pou li ba li tout mwayen lasyans pou li devlope nòmral.

Atik 213-1: Yo gen dwa Kreyé lòt Akademi tou.

Atik 214: Moun ki gen tit manm Akademi yo, yo p'ap travay pou kòb, men pou lapatri.

Atik 214-1: Lalwa bay jan pou òganize Akademi yo ak fason pou yo fè yo mache.

Atik 215: Tout richès akeyolojik ak richès istwa peyi-a, tout richès estil konstriksyon ki la pou fè nou sonje valè dantan nou, tout richès kilti nou ak richès folklor nou, tout bagay sa yo ansanm, se yo ki fomé richès zansèt nou yo mouri kite pou nou. Se poutèt sa, leta fèt pou li pwoteje tout moniman nou yo. Kit tout vye mazi tan lontan nou yo, kit tout plas kote zansèt nou yo te mennen gwo batay yo, kit tout plas nou yo ki gen gwo repitasyon konsève kin kwayans nou genyen ki soti Lafrik ginen dirèk. Kit tout vye rès bagay ansyen nou yo, yo tout nèt alawonn, yo anba pwoteksyon leta.

Atik 216: Lalwa bay pou chak ka tout kondisyon espesyal yo pou asire pwoteksyon yo.

#### Tit VII

#### Konsènan Finans Piblik

Atik 217: Leta dekonsantre finans Repiblik la. Se Ministè sa Konsènan ki plase pou dirije li. Pouwa egzekitif la, nan tèt ansanm avèk Konsey Entèdepamantal la, yo travay sou lwa ki fikse konbe pòsyon epi ki kalite pòsyon byen leta dispoze pou chak kolektivite teritwa-a.

Atik 218: Tout enpo leta vle pran sou moun, fòk se yon lwa ki parèt pou di sa. Kit se yon chay, kit se yon enpo pou yon depatman, pou yon komin, pou yon seksyon kominal, okenn moun pa gen dwa tabli yo san konsantman kolektivite teritwa sa yo.

Atik 219: Yo pa fèt pou yo bay okenn moun privilèj sou kesyon peye enpo. Se sèl lalwa ki gen dwa fè eksepsyon sou kesyon enpo. Pou ogmante enpo, pou diminye yo, pou retire kèk nèt, se lalwa sèl ki gen dwa tabli sa.

Atik 220: Okenn pansyon, okenn rekonsan, pyès èd, pyès sibvansyon pa gen dwa tonbe sou do kès leta si se pa yon lwa ki fikse yo.

Pansyon leta bay dwe mache avèk koub lavi-a.

Atik 221: Se sèl djòb pwofesè ansèyman siperyè ki gen aranjman espesyal pou sa, men apa sa, lalwa defann yon moun touche de (2) chèk nan leta.

Atik 222: Lalwa bay tout jan pou yo prepare bidjè ak touf fason pou yo egzekite bidjè-a.

Atik 223: kou Siperyè Dèkont lan ak Kontansye Administratif la epi Ofis Bidjè-a, se yo ki la pou kontwole si yo respekte lwa sou Bidjè ak kontabilite piblik la.

Atik 224: Labank Santral ansam avèk Ministè Ekonomi ak Finans, se yo ki tabli politik monetè nasyon an.

Atik 225: Oganis Piblik Otonòm nan ki genyen tout dwa li ak otonomi finans li, se li k'ap egzèse tout fonksyon Labank Santral la. Lalwa tabli ki wòl l'ap okipe.

Atik 226: Se Labank Santral la sèl ki gen otorite pou fè lajan papye ki sèvi nan peyi-a selon tit li, deskripsyon li, chif li, jan lajan dwe sèvi, jan lalwa vle li a, avèk dwa pou li sikile sou tout teritwa peyi-a nèt.

Atik 227: Se an chapit, an seksyon chak ministè fèt pou li separe bidjè li prepare, epitou se atik apre atik yo dwe vote bidjè a.

Atik 227-1: Valè Kòb pou yo tire chak mwa sou yon bidjè pa gen dwa depase yon douzyèm sou valè total bidjè ane a, se sèl an desanm sa kapab rive akòz trèsyèm mwa y'ap peye fonksyonè ak amplwaye yo kòm bonis.

Atik 227-2: Tout kont jeneral yo nèt konsènan resèt ak depans Repiblik la jan lalwa tabli pou kontabilite-a fèt, se sèl Ministè finans lan ki responsab sa.

Atik 227-3: Yo va voye bay 2 lachanm yo, ni kont jeneral yo, ni bidjè atik anvan yo pale a, ni rapò kou Siperyè Dèkont la, Minis Finans la gen delè 15 premye jou sesyon Lachanm Legislatif la pou li founi pyès sa yo.

Ii va fè menm bagay la pou li voyé bilan ane-a ak rapò tout trafik lajan Labank Santral la fè epi rapò tout lòt Kont Leta ayisyen genyen.

Atik 227-4: Chak premye Oktòb, se yon ane fiskal ki tanmen pou li bout 30 sektanm.

Atik 228: Kò Legislatif la va deside chak ane pou li:

a) klotire kont resèt ak kont depans leta pou ane ki fèk pase osinon pou lòt ane pase anwo yo.

an) Vote tout bidjè jeneral leta genyen pou chak Ministè.

228-1: Men yo pa gen dwa fè okenn chanjman pou ogmante yon bidjè si yo pa di ki jan y'ap fè pou jwenn lajan anplis la.

228-2: Yo pa gen dwa ogmante, ni diminye apwontman fonksyonè piblik yo si yo pa fè yon lwa pou di sa.

Atik 229: Lachanm Legislatif yo gen dwa derefize travay toutotan yo poko prezante yo dokiman atik anvan yo pale a.

Lachanm yo gen dwa refize aksepte rapò Minis yo tou lè yo pa gen pyès pou pèmèt yo verifiye valè lajan ki depanse.

Atik 230: Pou yo kapab verifiye ak pou yo tonbe dakò ak tout kont Administrasyon jeneral yo epi pou yo rive bay tout moun ki responsab lajan leta resikritans yo, fòk se dapre jan lalwa mande li a sa dwe fèt.

Atik 231: Sizoka Lachanm Legislatif yo, pou yon rezon kèlkonk, yo pa gen tan vote bidjè yonn oubyen plizyè departman ministeryèl anvan yo an vakans, se dènye bidjè Ministè enterese yo ki va rete an vigè jouktan yo vote nouvo bidjè a.

Atik 231-1: Sizoka yo pa ta gen tan vote bidjè Repiblik la akòz se te fèt Egzekitif la, Prezidan Repiblik la va konvoke Lachanm Legislatif la tousuit pou yon sesyon estadaòdinè. Yo va vote bidjè leta a sèlman.

Atik 232: Tout òganis yo, tout antrepriz otonòm yo, tout gwoup leta bay sibvansyon yo, kit se pou tout bidjè yo, kit se pou yon pati bidjè yo, se sou bidjè espesyal leta yo ye.

Fòk se pouvwa Egzekitif la ki apwouve sistèm tretman sa yo, ni sibvansyon yo.

Atik 233: Pou yo kapab fè bon kontwòl tout tan sou depans piblik yo va fòme yon komisyon palmantè nan koumansman chak sesyon pou fè travay sa a. Yo va fè vòt sekre pou moute komisyon-an, li va genyen 9 Depite epi 6 Senatè. Li anchaje pou li fè rapò sou jan Minis yo dirije lajan yo responsab, konsa, 2 Chanm yo va kapab bay Minis yo resikritans. Komisyon an gen dwa rele lòt espesyalis bò kote li pou ede fè kontwòl la.

#### TIT VIII

#### KONSENAN FONKSYON PIBLIK.

Atik 234: Administrasyon piblik ayisyen se zouti leta genyen nan men li pou li mete aklè misyon, ak sa li vle fè. Pou li garanti Administrasyon li ap bay bon randman, fòk se moun serye ak moun kapab k'ap dirije li.

Atik 235: Fonksyonè yo ak anplwaye yo, se sèl sou lòd leta yo ye, yo fèt pou yo respekte tout prensip ak tout règ konduit lalwa fikse sou fonksyon piblik la.

Atik 236: Lalwa bay jan pou divès chapant Administrasyon Piblik yo òganize epi li bay presizyon sou kondisyon pou yo fonksyone.

Atik 236-1: Se sou baz aptitud, konpetans ak disiplin lalwa fikse règlemen pou fonksyon piblik yo mache. Epiou li bay garanti pou djòb tout moun asire.

Atik 236:2 Fonksyon piblik, se yon karyè pou moun ki ladan li. Se sou konkou pou moun anplwaye nan fonksyon piblik, oubyen se dapre lòt kondisyon Konstitisyon ak lalwa prevwa sa dwe fèt. Se sèlman pou sa lalwa defann aklè, yo gen dwa revoke yon moun nan travay leta. Men kèlkeswa ka a, fòk se chèf Kontansye Administratif la ki dwe fè revokasyon an.

Atik 237: Fonksyonè Karyè yo pa pou yon sèvis leta fiks. Men yo la pou tout sèvis yo nèt. Yo gen dwa transfere yo nan nenpòt lòt travay leta.

Atik 238: Tout fonksyonè lalwa mande yo sa, yo gen trant jou fran apre yo fin enstale nan yon travay, pou yo deklare devan tribinal sivil kantite byen yo posede. Konmisè gouvènman an gen dwa pran tout mezi nesèsè pou verifeye si deklarasyon an kadre ak laverite.

Atik 239: Fonksyonè ak anplwaye piblik yo gen dwa mete tèt yo ansanm pou yo defann dwa yo, depi yo pa depase limit lalwa prevwa.

Atik 240: Okenn fonksyon osinon responsablite politik pa kapab louvri pòt karyè administratif pou yon moun. Te mèt se plas Minis, Vis Minis, plas ofisye ministè piblik, delege, Vis delege, anbasadè, plas sekretè prive prezidan repiblik la manm kabinè minis, te mèt se plas direktè jeneral depatman ministèrièl oubyen òganis otonòm, plas manm konsèy administrasyon, okenn plas sa yo pa kapab louvri pòt karyè administratif pou yon moun.

Atik 241: Lalwa gen sanksyon pou moun ki volè lajan leta ak pou moun ki vin rich nan fè toulanmanch. Fonksyonè ki konnen zak konsa ap komèt, se devwa yo pou yo mete ctorite ki la pou sa yo okouran.

Atik 242: Yo kapab fè divès fason pou chache prèv sou yon moun ki vyole lalwa. Yo kapab sipoze sa sitou lè tren lavi yon moun depase apwentman li depi li antre nan travay li, ak mwayen li te genyen anvan pou li viv.

Atik 243: Yon fonksyonè ki koupab pou zak nou site nan atik anvan yo, yo pa kapab pousib li lajistis siventanjen tan pase. Dwa pou yo pousib yon moun tanmen depi premye jou yo sispann li nan travay li osinon depi lòt koz ki anpeche yo pousib li lajistis la sispann.

Atik 244: Dewva leta, se pou li veve pou chenn apwentman nan fonksyon piblik pa genyen twòp may ant moun ki nan tèt chenn nan ak moun ki nan denye bout pwentchenn nan.

#### Tit IX

#### Konsènan Ekonomi ak Agrikilti

Atik 245: Leta garanti libète ekonomik tout moun, depi se pa yon libète k'ap travay kont enterè tout sosyete a. Leta ap pwoteje antrepriz prive. L'ap travay pou yo kapab devlope nan bon jan kondisyon pou ogmante richès nasyonal la dekwa pou li asire li gen anpil moun k'ap benefisye richès la.

Atik 246: Leta ap ankouraje pou moun andeyò ak moun lavil chache mete asosyasyon pwodiksyon sou pye dekwa pou yo fè tout mwayen posib pou yo transfòme pwodui agrikòl yo. Leta ap fè sa pou ankouraje moun antreprenan yo. Konsa, kapital lajan peyi a va ogmante pou pèmèt devlopman nasyonal la pouse pi devan chak jou.

Atik 247: Agrikilti se tèt sous richès peyi a. Se li ki gaj tout alemye popilasyon nasyon an. Se li tou ki veritab gaj pwogrè sosyal ak pwogrè ekonomik nasyon an.

Atik 248: Yo kreye yon òganis espesyal ki rele «Enstiti nasyonal refòm agrè». Li anchaje pou li refè tout chapant zafè tè nan peyi a. Li va mete yon réfòm agrè sou pye dekwa pou moun k'ap travay latè vre kapab jwenn tè pou yo travay. Enstiti a va tabli yon politik agrè k'ap vize pou fè latè bay plis randman. Pou sa, yo dwe travay pou fè tè yo rive wouze epi pou rive menaje yo bay yo pwoteksyon.

248-1: Lalwa fikse ki pi piti ak pi gwo pòsyon tè moun ka genyen pou li travay.

Atik 249: Obligasyon leta genyen se pou li kreye tout mwayen nesèsè



pou latè rivé bay anpil randman. Se pou leta kreye tout mwayen komunikasyon konsekan pou transpò danre yo kapab fèt fasil ni andedan peyi a, ni aletranje. Se pou li tabli ekip moun pou bay kiltivatè yo asistans teknik ak asistans finans y'ap bezwen nan chak seksyon kominal yo.

Atik 250: Sèl ka ki kapab fè yo bay leta oubyen kolektivite teritwa yo dwa pou se yo menm sèl ki gen dwa sou yon pwodui se sèl si li nan enterè tout sosyete a nèt. Yo pa gen dwa bay yon moun patikilye tout dwa sa a.

Atik 251: Depi se danre peyi-a rive fèt an kantite pou tout moun kajwenn, yo pa gen dwa antre ak yo sou teritwa nasyonal la, eksepte si genyen gwo ka ki mande sa. Se va menm bagay la tou pou tou sa ki soti nan danre latè.

Atik 252: Leta gen dwa anchaje pou li pran responsablite pou fè fonksyonè tout antrepriz ak tout sèvis ki konsekan anpil anpil pou lavi kominite a. Leta gen obligasyon pou li fè sa sizoka etablisman sa yo menase disparèt.

Yo va gwoupe antrepriz sa yo nan yon sèl sistèm pou dirije yo.

## Chapit II

### Konsènan Anviwon Nou

Atik 253: Anviwon nou se zòn natirèl kote popilasyon an ap viv.

Tout ajisman ki kapab fè boulvès nan lanati pou anpeche li fonksyone jan li dwe fonksyone, lalwa defann zak konsa nèt.

Atik 254: Leta fèt pou li òganize li pou li fè plas natirèl nou yo pran tout valè yo merite. Li dwe ankouraje sa. Li dwe ba yo pwoteksyon epi fè wout pou tout moun gen mwayen ale vizite yo.

Atik 255: Pou nou kapab rive pwoteje forè ki rete toujou yo epi fè gen plis kote ki rebwaze, leta ap ankouraje pou devlope lòt fòm sous enèji nou genyen tankou fòs chalè solèy la, fòs van an.

Atik 256: Obligasyon ki devan leta, nan sans travay n'ap fè pou nou pwoteje anviwon nou ak pou fè levasyon - popilasyon an sou sa, se pou li kreye jaden botanik, jaden zowolojik nan kèk zòn peyi a.

Atik 257: Lalwa bay tout kondisyon ki egziste pou rive pwoteje tout bèt ak tout plant nou genyen pou yo pa disparèt. Li gen sanksyon pou moun ki vyole prensip yo.

Atik 258: Pèsonn moun pa gen lalwa antre sou tè Ayiti ak vye dechè oubyen vye rès triyay, kèlkeswa sa li ye a, ki soti aletranje.

## Tit X

### Konsènan Lafanmi

Atik 259: Leta la Pou li bay lafanmi, ki se potomitan sosyete a, tout pwoteksyon li merite.

Atik 260: Tout fanmi alawonn, yo egal ego devan pwoteksyon leta fèt pou li ba yo: Kit fanmi ki tabli nan maryaj, kit fanmi ki pa tabli nan maryaj. Leta dwe chache bay tout fanm ki akouche, tout timoun, tout vye granmoun tout èd ak asistans y'ap bezwen.

Atik 261: Lalwa ap garanti pwoteksyon tout timoun. Se dwa tout timoun pou manman yo ak papa yo renmen yo, pou yo ba yo afeksyon, pou yo chache konprann timoun yo, pou yo ba yo tout swen moral ak tout swen materyèl y'ap bezwen.

Atik 262: Pou garanti pwoteksyon ak respè sou dwa lafanmi, pou di ki jan yo ka antreprann rechèch pou dekouvri ki moun ki papa yon pitit, yo va travay pou yo mete sou pye yon kòd sou la fanmi.

Tout tribinal ak tout lòt òganis leta ki anchaje pwoteje dwa sa yo, fòk yo louvri gratis pou tout klas moun nèt alawonn.

#### Tit XI

##### Konsènan Lafos Piblik

Atik 263: Lafòs piblik se 2 fòs separe ki fòmè li:

Se fòs Lame Ayiti ak fòs Lapolis.

263-1: Pyès lòt kò ame pa gen okenn dwa egziste sou teritwa nasyonal la.

263-2: Nenpòt manm Lafòs Piblik, moman y'ap anwole li, li dwe sèmante l'ap toujou rete fidèl epi l'a, respekte konstitisyon an ak drapo peyi a.

#### Chapit I

##### Konsènan Fòs Lame Yo

Atik 264: Fòs lame yo gen divès branch. Se fòs detè, fòs demè, fòs delè epi sèvis teknik yo.

Fòs Lame yo tabli pou yo garanti sekirite teritwa Repiblik la ak pou li pa pèdi yon pwelyèm menm.

264-1: Se yon ofisye jeneral ki fèt pou koumande fòs Lame yo an pèsonn. Tit li se «Koumandan chèf fòs Lame Ayiti».

264-2: Se pami Ofisye Jeneral yo ki nan Aktivite militè toujou yo dwe chwazi koumandan chèf fòs lame yo.

264-3: Li lonm pou twazan ki kapab rekoumanse.

Atik 265: Fòs Lame yo pa nan politik. Manm li yo pa gen dwa ni nan gwoup politik, ni nan pati politik. Yo pa fèt pou yo pran pati pou okenn moun.

265-1: Men chak manm fòs lame gen dwa egzèse dwa yo pou y'al vote dapre sa konstitisyon an prevwa.

Atik 266: Men responsablite Fòs Lame yo genyen sou kont yo:

a) Pwoteje peyi a kont menas lòt kote fè li.

an) Fè siveyans tout fontyè peyi a nèt, ni atè ni sou lanmè ni anlè.

b) Pote lamenfòt bay lapolis si li pa ase pou fè travay li.

Fok se Pouvwa Egzekitif la ki fè demand lan.

ch) Ede nasyon an sizoka ta gen dezaz natirèl ki frape nou.

d) Anplis tout responsablite yo, yo gen dwa mande Fòs Lame yo fè kèk travay devlopman tou.

Atik 267: Moun ki nan aktivite militè toujou, yo pa kapab lonmen li nan okenn lòt fonksyon piblik, sòf si se pou li egzèse yon espesyalite pou yon tan pwovizwa.

267-1: Tout militè ki nan aktivite militè toujou, si li vle patisipe nan eleksyon kòm kandida, fòk yo mete li an disponiblite oubyen retrete li kòm militè yon ane davans anvan piblikasyon dekrè elektoral la.

267-2: Karyè militè se yon pwofesyon. Se yon nechèl moun moute bawo pa bawo. Grad nan lame, kondisyon pou anwole, fason pou bay pwomosyon, manye pou revokasyon, fèt ak pou retrete manm lame yo, se regleman fòs lame Ayiti ki fikse jan tout bagay sa yo dwe pase.

267-3: Sèl sa ki fè yo jije militè dévan tribinal militè, se pou zak oubyen krim yo komèt pandan lagè osinon si yo vyole disiplin militè a.

Yo pa gen dwa ni revoke yon militè, ni mete li an disponiblite, ni refòmè li ni retrete li anvan lè san li pa bay konsantman li.

Sizoka sa ta rive fèt san konsantman militè a, li gen dwa mete ka a devan tribinal konsèn a.

Atik 267:4:Grad Yon militè te rive nan lame, se grad sa a l'ap konsève tou pandan tout lavi li. Se sèl desizyon tribinal ki gen pouvwa pou sa ki kapab fè li pèdi grad li pou sa yo jije militè a.

267-5: Tout litè nèt, kèlkeswa grad li, leta fèt pou li ba yo asistans sosyal ki kapab gaati li sekirite materyèl yo.

Atik 268: Nan sans yon Sèvis sivik obligatwa ki genyen pou gason ak pou fanm selon atik 52, 3 konstitisyon an prevwa a, Fòs Lame yo ap patisipe nan òganizasyon ak kontwòl sèvis la pou ayisye ki rive sou dizuitan yo.

Lalwa bay jan pou rekritman fèt. Li di konbe tan sèvis la dwe dire epi li fikse sou ki prensip pou li fonksyone.

268-1: Nenpòt sitwayen gen dwa genyen zam lakay li pou lejitim defans li. Fòk li fè deklarasyon Lapolis li gen zam.

268-2: Men pèsonn moun pa gen dwa sikile ak zam san li pa genyen otorizasyon Chèf Lapolis la menm pou yon motif valab.

268-3: Fòs Lame yo, se yo sèl ki gen dwa fè zam ak minisyon pou lagè. Se yo menm sèl tou ki gen dwa fè yo antre nan peyi a, ni voye yo aletranje, ni sèvi ak yo, ni deside destinasyon yo. Se yo menm tou ki gen dwa sou tout kalite materyèl pou lagè.

#### CHAPIT II

##### KONSENAN FOS LAPOLIS

Atik 269: Lapolis se yon kò ame. Li sou kont ministè Lajistis.

Atik 269-I: Lapolis kreye pou li garanti lòd piblik epi pou li pwoteje lavi ak byen tout sitwayen. Lalwa fikse jan pou òganize lapolis epi fason pou li fonksyone.

Atik 270: Yo va lonmen koumandan ''Chèf fòs Lapolis la selon jan Konstitisyon an prevwa li-a. Li la pou twazan. Li kapab rekoumanse.

Atik 271: Yo kreye yon lekòl ak yon Akademi Lapolis.

Lalwa tabli fason pou òganize li ak jan pou yo fè li fonksyone.

Atik 272: Lwa ki bay jan pou yo òganize fòs Lapolis yo, fason pou yo fonksyone, kote pou yo tabli, se lwa sa yo tou ki fikse prensip k'ap dirije tout seksyon espesyalize nan fòs Lapolis:

Tankou Administrasyon prizon yo, Sèvis Ponpye, Sèvis Sikilasyon, Lapolis Woutyè. Rechèch kriminel, Sèvis Nakotik ak Antikontrebann.

Atik 273: Lapolis se bra lajistis. Li la pou li fè rechèch sou tout vye zak ki vyole lalwa ak tout krim ki fèt pou dekouvri koupab yo epi arete yo.

Atik 274: Selon kondisyon lalwa ak konstitisyon an prevwa, ajan fòs piblik yo sou kont dwa sivil ak dwa penal lè yo nan travay yo.

#### Tit XII

##### DISPOZISYON JENERAL

Atik 275: Administrasyon prive yo, komès la va obsève jou chomaj fèt nasyonal yo ak fèt legal yo.

Atik 275-1: Men lis fèt nasyonal yo:

1) Premye janvyè, se jou en depandans Nasyonal.

2) De Janvyè, se jou zansèt yo.

3) Premye me, se fèt Agrikilti ak fèt travay

4) Dizui me, se fèt drapo ak fèt Inivèsite

5) Dizui novanm, se anivèsè Batay vètyè; Jou fòs Lame yo.

275-2: Lalwa va bay jou fèt legal yo.

Atik 276: Asanble Nasyonal la pa kapab ratifye okenn trete, pyès konvansyon, ni akò entènasyonal si yo gen yon pati ki pa tonbe daplon ak Konstitisyon sa a.

Atik 276-1: Se sou fòm dekrè pou yo bay trete, konvansyon, Akò Entènasyonal yo ratifye.

Atik 276-2: Depi yo fin dakò epi yo ratifye trete osinon Akò Entènasyonal sou fòm konstitisyon an prevwa a, yo antre lapoula nan lwa peyi a tou. Yo revoke tout lwa ki kont yo menm lè a tou.

Atik 277: Leta ayisyen gen dwa antre nan nenpòt kominote ekonomik lòt leta yo fòme, depi se yon akò k'ap ankouraje devlopman ekonomik ak devlopman sosyal Repiblik Ayiti, depi se yon Akò ki pa gen anyen ki kont Konstitisyon an tou.

Atik 278: Yo pa gen dwa mete okenn plas ni okenn pati nan peyi a nan Etad Syèj, eksepte si lagè sivil pete oubyen si yon fòs etranje ta envayi teritwa nasyonal la.

Atik 278-1: Papyè Etad Syèj Prezidan Repiblik la siyen an, fok ni premye Minis lan, ni lòt Minis yo siyen li tou. Fòk yo konvoke Asanble Nasyonal la trapde pou li di mo pa li sou deklarasyon an.

Atik 278-2: Asanble Nasyonal la, nan tèt ansanm avèk pouvwa Egzekitif la, yo va deside kilès garanti ki nan Konstitisyon an yo kapab mete anba kle nan zòn ki nan Etad Syèj la.

Atik 278-3: Etad Syèj la anile si chak 15 jou Asanble Nasyonal la pa vote renouvle li.

Atik 278-4: Diran tout Etad Syèj la, Asanble Nasyonal la va travay an pèmanans.

Atik 279: Trant jou apre eleksyon Prezidan Repiblik la, li va depoze nan biwo tribinal premye Enstans kote li rete a yon kopi envantè tout byen mobiliye ak byen imobilye li posede. Fòk se yon kopi notè siyen ba li. Li va fè sa tou lè manda li bout.

Atik 279-1: Premye Minis lan, Minis yo, Vis Minis yo, yo gen menm obligasyon an tou. Yo gen delè 30 jou apre enstalasyon yo epi 30 jou apre yo pa nan travay la pou yo fè sa.

Atik 280: Eksepte pou ka konstitisyon an prevwa yo, men apa sa, yo pa gen dwa bay pyès manm gran kò Leta yo okenn lajan frè, ni okenn lòt domaj enterè kèlkonk sou tit travay Espesyal.

Atik 281: Apre eleksyon fini nan peyi-a, leta va ranbouse yon pati nan depans tout pati oubyen gwoupman politik yo fè. Ranbousman an va fèt selon kantite vòt yo te jwenn nan eleksyon an.

281-1: Sèl pati politik ki valab pou jwenn ranbousman sa-a, se sa yo ki jwenn 10 pou 100 vòt sou kantite moun ki vote nan tout peyi-a epi 5 pou 100 sou kantite moun ki vote nan nivo depatmantal la.

### TIT XIII

#### KONSENAN AMANDMAN KONSTITISYON AN

Atik 282: Pouvwa Legislatif la, si yonn nan lachanm yo oubyen pouvwa Egzekitif la fè li pwopozisyon an, li gen dwa vini ak prèv pou deklare yo kapab fè kèk chanjman nan konstitisyon an.

282-1 Fòk deklarasyon an jwenn api 2 tyè manm nan chak Chanm yo.

Se nan dènye sesyon Odinè Legislati a pou deklarasyon an fèt. Yo dwe pibliye li toutsuit nan tout peyi a nèt.

Atik 283: Nan premye sesyon pwochen Legislati a, Lachanm yo va reyini an Asanble Nasyonal pou yo koze sou amandman yo pwopoze a.

Atik 284: Asanble Nasyonal la pa kapab fèt, ni li pa gen dwa pale sou amandman konstitisyon si chak Chanm yo pa genyen 2 tyé manm li yo prezan.

Atik 284-1: Si pa gen majorite 2 tyè nan manm ki vote yo ki dakò, Asanble Nasyonal la pa kapab pran okenn desizyon.

284-2: Se apre enstalasyon nouvo Prezidan ki moute a, amandman yo fè a kapab antre an vigè. Men, kèlkeswa rezon an, Prezidan ki opouvwa lè chanjman yo fèt la, li p'ap janm kapab benefisye chanjman sa yo.

Atik 284: 3: Fè referandòm pou mande pèp ayisyen an otorisasyon pou fè chanjman nan Konstitisyon, bagay sa-a defann kare bare nèt.

Atik 284-4: Pyès chanjman nan Konstitisyon an pa fèt pou atake lespri demokrasi leta ayisyen ki se yon leta repibliken.

#### Tit XIV

#### DISPOZISYON PWOVIZWA

Atik 285: Konsèy Nasyonal Gouvènman an, li va rete an fonksyon jouk li rive 7 fevriye 1988 ki se dat nouvo Prezidan an ap enstale anba labanyè Konstitisyon sa a dapre sa kalandriye elektoral la prevwa.

Atik 285-1: Konsèy Nasyonal Gouvènman, nan reyinyon avèk Minis yo, li gen otorizasyon pran dekrè ki daplone ak konstitisyon an ki gen fòs lalwa annatandan. Depite yo ak Senatè yo antre an fonksyon anba pouvwa konstitisyon sa-a.

Atik 286: Tout ayisyen ki pran nasyonalite lèt peyi pendant 29 ane ki t'ap dewoule anvan 7 fevriye 1986 la, yo kapab reprann nasyonalite ayisyen yo avèk tout avantay lalwa bay. Yo gen dezan delè pou yo fè deklarasyon an nan Ministè Lajistis.

Atik 287: Men, pou eleksyon pwochen yo, fòk ayisyen an gen yon ane nan peyi-a pou li kapab patisipe ladan yo lè nou konsidere ayisyen ki te oblije pati kont volonte yo oubyen ak tout volonte yo.

Atik 288: Pou pwochen eleksyon k'ap vini yo, men ki jan manda 3 Senatè pou chak departman yo ap vini:

a) Senatè ki va genyen plis vwa nan departman li, Li va lonmen pou sizan.

an) Senatè ki dezyèm nan departman li, li va lonmen pou katran.

b) Senatè ki twazyèm nan, li va lonmen pou dezan.

Apre sa, yo va lonmen tout Senatè yo pou sizan.

Atik 289: Pendan n'ap tann yo fòme Konsèy Elektoral Konstitisyon sa a prevwa a Konsèy Nasyonal gouvènman an va mete sou pye yon Konsèy Elektoral pwovizwa 9 manm, li anchaje pou li travay sou lwa elektoral pou eleksyon k'ap vini toutsuit yo.

Men kouman Kolej élektoral la ap fòme.

1) Pouvwa Egzekitif la va bay yon manm ki pa fonksyonè.

2) Konferans Episkopal la va bay yonn.

3) Konsèy Konsiltatif la va bay yonn.

4) Kou Kasasyon va bay yonn

5) Oganis Defans dwa moun yo ki p'ap gen kandida nan eleksyon va bay yonn.

6) Konsèy Inivèsite va bay yonn

7) Assosyasyon jounalis yo va bay yonn

8) Kil Refòm yo va bay yonn

9) Konsèy Nasyonal Koperativ la va bay yonn

Atik 289-1: Nan Kenzèn apre pèp la fin ratifye Konstitisyon an, Chak gwoup ki konsène yo va voye non moun yo chwazi pou reprezante yo a bay Pouvwa Egzekitif la.

Atik 289-2: Sizoka gen gwoup ki pa voye reprezantan, Egzekitif la va mete lòt moun nan plas vid yo.

Atik 289-3: Misyon Konsèy Elektoral pwovizwa sa a va bout jou pwochen Prezidan ki pase a pran fonksyon li.

Atik 290: Manm Konsey élektoral Pèmanan yo va fè tiraj osò pou konnen kilès nan yo ki la pou 9,6 et 3 ane dapre jan yo prevwa renouvle yon tyè chak kou.

Atik 291: Diran 10 ane k'ap vini yo apre konstitisyon an fin pibliye, moun ki p'ap kapab kandida nan okenn eleksyon, atout sa p'ap ka anpeche yo pousib yo lajistis pou yo repare move zak yo, se:

a) Tòut moun tout piblik la konnen, ki te pouse diktati-a tabli akòz tout eksè yo t'ap fè epi ki t'ap apiye li diran 29 ane yo.

An) Tout moun yo sispèk ki te fè kout gidon piye lajan leta yo te ba yo dirije akòz valè fòtin yo wè yo genyen, Kelkeswa epòk yo te an fonksyonan.

b) Tout moun rèl pèp la denonse ki te konn kraze prizonye politik lè y'ale arete yo epi ap fè ankèt sou yo osinon moun ki te assasinen moun pou politik.

Atik 292: Konsèy Elektoral pwovizwa a ki anchaje resevwa lis moun

k'ap poze kandidati yo a, li fèt pou li veyatif pou tout moun respekte dispozisyon sa-a.

Atik 293: Tout Dekrè yo te pran pou espwopriye byen imobilye moun nan zòn lavil ak nan zòn andeyò Repiblik la nan avantaj leta oubyen lòt sosyete yo t'ap fòme sou 2 dénye gouvènman ki soti pase yo, espwopriyasyon sa yo anile nèt si pou travay yo te pran yo-a travay la pa te janm reyalize diran dis ( ) ane ki soti pase yo.

Atik 293-1: Tout moun ki te viktim pou rezon politik pandan peryòd soti 22 Oktòb 1957 pou rive 7 Février 1986 nan byen yo te sekestre osinon yo te fè gwo ponyèt sezi yo, moun sa yo kapab reprann byen yo devan tribinal ki plase pou sa. Demach legal dwe fèt prese prese nan ka sa-a.

Atik 294: Moun yo te bay vye kondanasyon avilisan pou rezon politik, soti 1957 rive 1986, kondanasyon sa yo pa kapab anpeche moun sa yo jwi dwa sivil ak dwa politik yo.

Atik 295: Premye Prezidan pèp-la chwazi pou antre an fonksyon li anba labanyè konstitisyon 1987 la, Prezidan sa-a gen otorizasyon pou li pran tout dispozisyon pandan sis premye mwa li opouvwa-a pou li fè tout refòm li santi ki nesèsè nan tout Administrasyon piblik yo ak nan Majistrati a.

#### TIT XV

#### DENYE DISPOZISYON YO

Atik 296: Tout Kòd Lalwa oubyen Manyèl Jistis yo, tout lwa, tout Dekrè-lwa, tout Dekrè ak Arete yo ki an vigè koulyeya, yo tout nèt rete tennfas, depi yo pa depaman ak Konstitisyon sa-a.

Atik 297: Tout Lwa, tout Dekrè-Lwa, tout Dékrè ki fè gwo pwojè pou koupe sou kòd dwa ak libète fondalnatal sitwayen, yo tout nèt, yo kaba, men kèk nan yo:

a) Dékrè Lwa 5 Sektanm 1935 la sou Sipestisyon;

an) Lwa 2 dawout 1977 la ki tabli Tribinal Sekirite leta;

b) Lwa 28 jiyè 1975 la ki mete zòn vale latibonit la sou eksepsyon.

ch) Lwa 29 Avril 1969 la ki kondane tout doktrin ki soti nan peyi etranje;

Atik 298: Konstitisyon sa-a, yo gen delè 15 jou pou yo pibliye li apre pèp-la fini ratifye li nan Referandòm nan. L'ap antre an vigè depi menm jou li parèt nan Monitè, Journal Ofisyèl Repiblik la.

Sa pase 10 Mas 1987, sou 184 yèm ane apre endependans, nan Palè Legislatif Pòtoprens, Biwo Asanble Konstitiyant lan.

Me Emile Jonassaint

Prézidan Asanble Konstitiyant la

Me Jean Suplice

Vis Presidan

Asanble Konstitiyant la

Sekretè yo

Madanm Bathilde Barbancourt

M. Jacques St Louis

Me Raphael Michel Adelson

Manm Yo:

M. Danel Anglade  
M. Yvon Auguste  
M. Karl Auguste  
M. Richard Baker  
M. Jean Adler Bassin  
Me Fresnel Belizaire  
Me Rigaud Th. Bois  
Me Nyll Calixte  
Me Hugo Charles  
Me. Clavaroche Chenrenfant  
Me Alcan Dorméus  
Me Chantal Hudicourt Ewald  
Me Rotchild François  
M. Rick Garnier  
Me Reynold Georges  
Me Antoine Gilles

Dr Georges Greffin  
M. Alexis C. Guerrier  
M. Louis Dominald Guerrier  
Me Athanase Jn-Louis  
M. Julio Larosilière  
M. Gérard M. Laurent  
M. Jean Abraham Lubin  
Me. François R Magloire  
M. Volvick Mathieu  
Me Justin Mézile  
Me Barbantès Moussignac  
Me Menès Ovide  
M. Franck Paulche  
M. Gustave Pierre Louis  
Me. Gérard Romulus  
M. Gary Sajous  
Me Michel Félix Sapini  
M. Eddy St-Pierre  
M. Jacques Séide  
M. Jean Edmond Tida.  
M. Serge Villard  
M. Apollon Israel  
Me Wilbert Joseph  
M. Guy Latortue  
M. Lavelanet Lindor  
M. Jean Léonidas Lucien  
Me Jean Mainville  
Dr Georges Michel  
Me Justin Obas  
Me Thalès Paul  
M. Pierre Th. Pierre  
M. Réginald Riboul  
Dr Louis Roy  
M. Benoit Sanon  
Me Gracia Saint Louis  
M. Pierre Saint Rémy  
Me. Marc Semervil  
M. Ecclésiaste Valcin

Konstitisyon sa a pase devan pèp la. Li bay dizon li sou li. Li ratifye li jou 29 mas 1987 la. Nan non Républik la, Konsèy Nasyonal Gouvènman an pase lod pou yo mete so Repiblik la anba Konstitisyon an, pou yo enprime li, pibliye li epi mete li an mach.

Lod la soti nan Palè Nasyonal Pòtoprens, jou 21 avril 1987, sou 184 yem ane aprè Endepandans.

Lyetnan-Jeneral FAD'H  
Henri Namphy,  
Prezidan

General Brigad FAD'H  
Williams Regala,  
Manm,  
Mèt Luc D. Hector,  
manm

Manm Kabinè

Jeneral Brigad FAD'H  
Williams Regala  
Minis Enteryè ak Defans  
Nasyonal.  
Mèt François Saint-Fleur  
Minis Lajistis,  
Jacques Lorthe  
Minis Enfòmasyon ak Kòdinasyon,  
kolonèl FAD'H  
Herard Abraham,  
Minis Afè etranjè ak  
Afè relijyon  
Leslie Delatour,  
Minis Ekonomi ak Finans  
Mèt François Gérard C. Noel,  
Minis Afè Sosyal,  
Mario Celestin,  
Minis komès ak endistri  
Patrice Dalencourt,  
Minis Edikasyon Nasyonal,  
Lajenès ak Espò.  
Agwondm Gustave Menager,  
Minis Agrikilti, resous Natirèl  
ak Devlopman Rural.  
Lyetnan Kolonèl (SS)FAD'H  
Doktè Jean Verly,  
Minis Sante Piblik ak  
Popilasyon.  
Kolonèl FAD'H, Enjenyè  
Jacques Joachim,  
Minis Travo Piblik,  
Transpò ak Kominikasyon.  
Jacques Vilgrain.  
Minis San Pòtfèy





Paraissant  
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL  
*Fritzner Beauzile*

167ème Année No. 96

PORT-AU-PRINCE

Mardi 19 Juin 2012

## SOMMAIRE

- *ARRÊTÉ ANNULANT L'ARRÊTÉ DU 3 JUIN 2011 PUBLIÉ AU JOURNAL LE MONITEUR No 72 DU LUNDI 6 JUIN 2011, RAPPORTANT LA LOI CONSTITUTIONNELLE VOTÉE EN ASSEMBLÉE NATIONALE LE 9 MAI 2011 ET PUBLIÉE AU No 58 DU VENDREDI 13 MAI 2011.*
- *LOI CONSTITUTIONNELLE PORTANT AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION DE 1987 (Reproduction pour erreurs matérielles).*
- *CORRESPONDANCES Y ATTACHÉES.*

# NUMÉRO EXTRAORDINAIRE

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ARRÊTÉ

MICHEL JOSEPH MARTELLY  
PRÉSIDENT

Vu les articles 282, 282.1, 283, 284, 284.1, 284.2, 284.3 et 284.4 de la Constitution de 1987;

Vu la proposition du Pouvoir Exécutif en date du 4 septembre 2009 demandant au Pouvoir Législatif de déclarer qu'il y a lieu d'amender la Constitution de 1987 ;

Considérant qu'il est fondamental de respecter l'esprit et la lettre des dispositions constitutionnelles pour amender la Charte fondamentale ;

Considérant les irrégularités ayant marqué le processus de révision constitutionnelle, particulièrement sa phase de promulgation et de publication ;

Considérant que le texte promulgué et publié dans «*Le Moniteur*» No 58 en date du 13 mai 2011 ne reflète pas scrupuleusement le texte voté et adopté par l'Assemblée Nationale le 9 mai 2011 ;

Considérant que la lettre en date du 17 mai 2011, le Président de l'Assemblée Nationale a sollicité du Président de la République la promulgation et la publication du texte authentique voté en date du 9 mai 2011 ;

Considérant la lettre du 22 décembre 2011 adressée au Président de la République par le Bureau de l'Assemblée Nationale dans laquelle il est précisé : « Le Bureau de l'Assemblée Nationale a l'honneur de vous expédier sous ce couvert, pour promulgation, le texte de la Loi Constitutionnelle, telle qu'elle a été votée par l'Assemblée Nationale. Suite aux différents problèmes rencontrés dans l'établissement du texte authentique et tenant compte des remarques formulées à ce sujet par la Présidence, un travail minutieux a été réalisé, selon une méthodologie rigoureuse, par une équipe composée de Sénateurs, de Députés, de Conseillers du Parlement, d'un représentant de la Présidence et de représentants d'organisations de la société civile intéressés à la question (sic) ; »

Considérant la correspondance du 29 février 2012 adressée au Président de la République par le Corps Législatif représenté par le Président du Sénat de la République et le Président de la Chambre des Députés (sic) dans laquelle il est écrit que « les lois votées, envoyées au Président de la République doivent être promulguées et publiées une fois les délais d'objection échus (sic) »

Considérant la correspondance adressée par le Bureau de l'Assemblée Nationale le 11 juin 2012 au Premier Ministre dans laquelle il est confirmé que « le texte de l'amendement de la Constitution transmis le 22 décembre 2011 par l'ancien bureau est conforme à celui qui a été voté le 9 mai 2011 », et transmettant également :

- 1- Copie de la Loi Constitutionnelle (reproduction pour erreurs matérielles) ;
- 2- Copie de la correspondance du 22 décembre 2011 ;
- 3- Copie de la correspondance du 29 février 2012.

Considérant la lettre du 12 juin 2012 adressée au Président de la République par le Premier Ministre confirmant que « le texte de l'amendement de la Constitution transmis le 22 décembre 2011 est conforme à celui qui a été voté le 9 mai 2011 ; »

Considérant que par correspondance en date du 14 juin 2012, le Président de la République a sollicité de la Cour de Cassation son avis sur la question de savoir s'il est ou non recommandé de reproduire pour erreurs matérielles les amendements constitutionnels dont l'authenticité est confirmée par la lettre du Bureau de l'Assemblée Nationale en date du 12 juin 2012 ;

Considérant la correspondance adressée au Président de la République en date du 15 juin 2012 par le Président de la Cour de Cassation, il est clairement précisé, se référant à l'article 123 de la Constitution, « le Président de la République a pour obligation de promulguer toute loi votée par le Corps Législatif, si toutefois il n'a pas fait objection dans les délais prescrits (sic) ; »

Considérant que le Président de la République, Chef de l'Etat, dans le cadre de ses attributions constitutionnelles, décide d'annuler l'Arrêté en date du 3 juin 2011 et de reproduire pour erreurs matérielles la Loi Constitutionnelle votée le 9 mai 2011 ;

### ARRÊTE

**Article 1.-** Est et demeure annulé l'Arrêté en date du 3 juin 2011 publié au Moniteur N° 72 du lundi 6 juin 2011, rapportant la Loi Constitutionnelle votée en Assemblée Nationale le 9 mai 2011 et publiée au Moniteur N° 58 du vendredi 13 mai 2011.

**Article 2.-** Est et demeure reproduite pour erreurs matérielles la Loi Constitutionnelle votée en Assemblée Nationale le 9 mai 2011 conformément aux correspondances y attachées.

**Article 3.-** Le présent Arrêté sera publié et exécuté aux fins de droit.

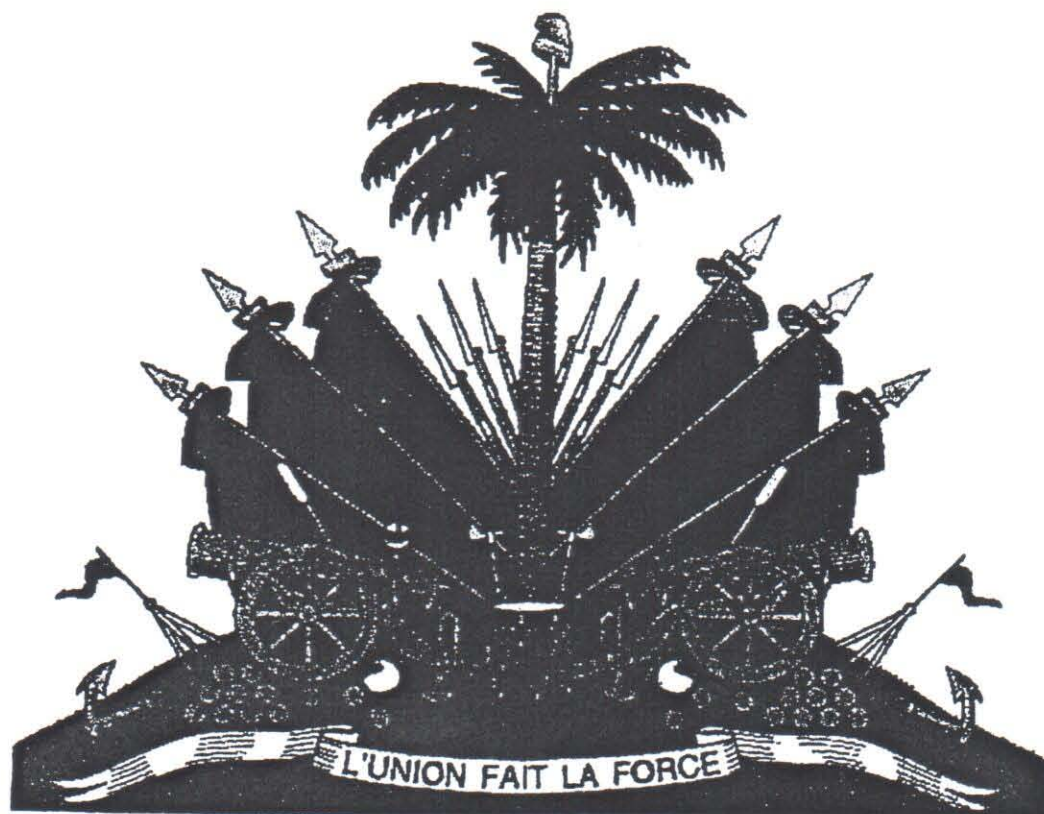
Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 19 juin 2012, An 209<sup>e</sup> de l'Indépendance.



Michel Joseph MARTELLY

Par le Président:

**LOI CONSTITUTIONNELLE**  
**PORTANT AMENDEMENT**  
**DE LA CONSTITUTION DE 1987**  
**(REPRODUCTION POUR ERREURS MATÉRIELLES)**  
**CORRESPONDANCES Y ATTACHÉES**



## LE CORPS LÉGISLATIF

### LOI CONSTITUTIONNELLE

#### (Reproduction Pour Erreurs Matérielles)

Vu les articles 282, 282.1, 283, 284, 284.1, 284.2, 284.3 et 284.4 de la Constitution de 1987;

Vu la résolution du 14 septembre 2009 du Corps Législatif déclarant qu'il y a lieu d'amender la Constitution de 1987;

Considérant qu'une Constitution n'est pas une Loi qu'on peut changer par convenance conjoncturelle;

Considérant que la démocratie implique l'existence d'institutions représentatives à tous les niveaux et notamment d'un Parlement, représentatif de toutes les composantes de la société et doté des pouvoirs ainsi que des moyens requis pour exprimer la volonté du peuple en légiférant et en contrôlant l'action du gouvernement ;

Considérant qu'il est fondamental de respecter l'esprit et la lettre des dispositions constitutionnelles pour amender la charte fondamentale;

Considérant que le texte de la Constitution nécessite un suivi et une adaptation pour répondre à des besoins en évolution constante de renforcement du processus de démocratisation et des institutions représentatives dans le but de renforcer la cohésion et la solidarité sociales;

Considérant l'attachement de l'État Haïtien à la tenue à intervalles périodiques d'élections libres et régulières permettant l'expression de la volonté populaire ;

Sur demande du Pouvoir Exécutif avec motifs à l'appui,

La Quarante-huitième Législature a proposé :

Et la Quarante-neuvième Législature réunie en Assemblée Constituante a statué sur la Loi Constitutionnelle suivante :

Article 1.- La présente Loi Constitutionnelle porte amendement de la Constitution de 1987.

Article 2.- Les modifications apportées à la Constitution sont les suivantes :

**Le préambule de la Constitution se lit désormais comme suit :**

**Le Peuple Haïtien proclame la présente Constitution:**

Pour garantir ses droits inaliénables et imprescriptibles à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur; conformément à son Acte d'Indépendance de 1804 et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Pour constituer une nation haïtienne socialement juste, économiquement libre et politiquement indépendante.

Pour rétablir un État stable et fort, capable de protéger les valeurs, les traditions, la souveraineté, l'indépendance et la vision nationale.

Pour implanter la démocratie qui implique le pluralisme idéologique et l'alternance politique et affirmer les droits inviolables du Peuple Haïtien.

Pour fortifier l'unité nationale, en éliminant toutes discriminations entre les populations, des villes et des campagnes, par l'acceptation de la communauté de langues et de culture et par la reconnaissance du droit au progrès, à l'information, à l'éducation, à la santé, au travail et au loisir pour tous les citoyens et citoyennes.

Pour assurer la séparation, et la répartition harmonieuse des pouvoirs de l'État au service des intérêts fondamentaux et prioritaires de la Nation.

Pour instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés fondamentales et le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, l'équité de genre, la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective.

Pour assurer aux femmes une représentation dans les instances de pouvoir et de décision qui soit conforme à l'égalité des sexes et à l'équité de genre.

**L'article 1er se lit désormais comme suit :**



Haïti est une République, indivisible, souveraine, indépendante, libre, démocratique et solidaire.

**Il est ajouté un article 11.1 qui se lit comme suit :**

La loi établit les conditions dans lesquelles un individu peut acquérir la nationalité haïtienne.

**L'article 12 se lit désormais comme suit :**

Tout Haïtien, hormis les privilèges réservés aux haïtiens d'origine est soumis à l'ensemble des droits, devoirs et obligations attachés à sa nationalité haïtienne.

Aucun Haïtien ne peut faire prévaloir sa nationalité étrangère sur le territoire de la République d'Haïti.

**Les articles 12.1, 12.2, 13, 14 et 15 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**L'article 16 se lit désormais comme suit :**

La jouissance, l'exercice des droits civils et politiques constituent la qualité du citoyen. La suspension et la perte de ces droits sont réglées par la loi.

**L'article 16.1 de la Constitution de 1987 est abrogé.**

**Il est ajouté un article 17.1 qui se lit comme suit :**

Le principe du quota d'au moins trente pour cent (30%) de femmes est reconnu à tous les niveaux de la vie nationale, notamment dans les services publics.

**L'article 18 se lit désormais comme suit :**

Les Haïtiens sont égaux devant la loi sous réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine qui n'ont jamais renoncé à leur nationalité.

**L'article 29.1 de la Constitution de 1987 est abrogé (voir article 127).**

**Il est ajouté un article 31.1.1 qui se lit comme suit :**

Toute loi relative aux Partis politiques doit réserver dans ses structures et dans ses mécanismes de fonctionnement un traitement en conformité avec le principe du quota d'au moins trente pour cent (30%) de femmes exprimé à l'article 17.1.

**L'article 32 se lit désormais comme suit :**

L'État garantit le droit à l'éducation. L'enseignement est libre à tous les degrés. Cette liberté s'exerce sous le contrôle de l'État.



**L'article 32.1 se lit désormais comme suit :**

L'éducation est une charge de l'État et des collectivités territoriales. Ils doivent mettre l'école gratuitement à la portée de tous, veiller au niveau de formation des enseignants des secteurs public et non public.

**L'article 32.3 se lit désormais comme suit :**

L'enseignement fondamental est obligatoire. Les fournitures classiques et le matériel didactique seront mis gratuitement par l'État à la disposition des élèves au niveau de l'enseignement fondamental.

**L'article 32.4 se lit désormais comme suit :**

L'enseignement agricole, professionnel et technique est pris en charge par l'État et les collectivités territoriales.

**L'article 32.5 se lit désormais comme suit :**

La formation préscolaire et maternelle sera prise en charge par l'État et les collectivités territoriales.

**L'article 32.6 se lit désormais comme suit :**

L'accès aux études supérieures est ouvert, en pleine égalité, à tous.

**L'article 32.7 se lit désormais comme suit :**

L'État doit veiller à ce que chaque collectivité territoriale soit dotée d'établissements adaptés aux besoins de son développement.

**L'article 32.8 se lit désormais comme suit :**

L'État garantit aux personnes à besoins spéciaux la protection, l'éducation et tout autre moyen nécessaire à leur plein épanouissement et à leur intégration ou réintégration dans la société.

**L'article 32.9 se lit désormais comme suit :**

L'État et les collectivités territoriales ont pour devoir de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'intensifier la campagne d'alphabétisation des masses. Ils encouragent toutes les initiatives privées tendant à cette fin.

**L'article 63 se lit désormais comme suit :**

L'administration de chaque section communale est assurée par un conseil de trois (3) membres élu au suffrage universel pour une durée de quatre ans (4) ans. Ils sont indéfiniment rééligibles. Son mode d'organisation et de fonctionnement est réglé par la loi.

**L'article 68 se lit désormais comme suit :**



Le mandat du Conseil Municipal est de quatre (4) ans et ses membres sont indéfiniment rééligibles.

**L'article 74 se lit désormais comme suit :**

Le Conseil Municipal a le privilège de veiller à la gestion des biens fonciers du domaine privé de l'État situés dans les limites de sa Commune par les services compétents conformément à la loi.

**L'article 78 se lit désormais comme suit :**

Chaque département est administré par un conseil de trois (3) membres élus pour quatre (4) ans par l'Assemblée Départementale.

**L'article 87.5 se lit désormais comme suit :**

La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du Conseil Interdépartemental.

**L'article 90.1 se lit désormais comme suit :**

L'élection du Député a lieu le dernier dimanche d'octobre de la quatrième année de son mandat. Il est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés dans les assemblées électorales à travers des votes valides, conformément à la loi électorale.

**Il est ajouté un article 90.2 qui se lit comme suit :**

A l'occasion des élections, le candidat à la députation le plus favorisé au premier tour n'ayant pas obtenu la majorité absolue est déclaré vainqueur dans le cas où son avance par rapport à son poursuivant immédiat est égale ou supérieure à vingt-cinq pour cent (25%).

**L'article 91 se lit désormais comme suit :**

Pour être membre de la Chambre des Députés, il faut:

- 1- être haïtien d'origine, n'avoir jamais renoncé à sa nationalité et ne détenir aucune autre nationalité au moment de son inscription ;
- 2- être âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis;
- 3- jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4- avoir résidé au moins deux (2) années consécutives précédant la date des élections dans la circonscription électorale à représenter;
- 5- être propriétaire d'un immeuble dans la circonscription ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6- avoir reçu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

**L'article 92 se lit désormais comme suit :**



Les Députés sont élus pour quatre (4) ans et sont indéfiniment rééligibles.

**L'article 92.1 se lit désormais comme suit :**

Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier qui suit leurs élections et siègent en deux (2) sessions annuelles. La durée de leur mandat forme une législature.

Au cas où les élections ne peuvent aboutir avant le deuxième lundi de janvier, les députés élus entrent en fonction immédiatement après la validation du scrutin et leur mandat de quatre (4) ans est censé avoir commencé le deuxième lundi de janvier de l'année de l'entrée en fonction.

**L'article 92.3 se lit désormais comme suit :**

Le renouvellement de la Chambre des Députés se fait intégralement tous les quatre (4) ans.

**Il est ajouté un article 94.3 qui se lit comme suit :**

A l'occasion des élections, le candidat au Sénat le plus favorisé au premier tour n'ayant pas obtenu la majorité absolue est déclaré vainqueur dans le cas où son avance par rapport à son poursuivant immédiat est égale ou supérieure à vingt-cinq pour cent (25%).

**L'article 95 se lit désormais comme suit :**

Les Sénateurs sont élus pour six (6) ans et sont indéfiniment rééligibles. Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier qui suit leurs élections.

Au cas où les élections ne peuvent aboutir avant le deuxième lundi de janvier, les sénateurs élus entrent en fonction immédiatement après la validation du scrutin et leur mandat de six (6) ans est censé avoir commencé le deuxième lundi de janvier de l'année de l'entrée en fonction.

**L'article 96 se lit désormais comme suit :**

Pour être élu Sénateur, il faut:

- 1- être haïtien d'origine, n'avoir jamais renoncé à sa nationalité et ne détenir aucune autre nationalité au moment de l'inscription ;
- 2- être âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3- jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4- avoir résidé dans le Département à représenter au moins trois (3) années consécutives précédant la date des élections;
- 5- être propriétaire d'un immeuble dans le département ou y exercer une profession ou une industrie;



- 6- avoir obtenu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

**L'article 98.3 se lit désormais comme suit :**

Les attributions de l'Assemblée Nationale sont:

- 1- de recevoir le serment constitutionnel du Président de la République;
- 2- de ratifier toute décision de déclarer la guerre quand toutes les tentatives de conciliation ont échoué;
- 3- d'approuver ou de rejeter les traités et conventions internationales;
- 4- d'amender la Constitution selon la procédure qui y est indiquée;
- 5- de ratifier la décision de l'Exécutif de déplacer le siège du gouvernement dans les cas déterminés par l'article 1.1 de la présente Constitution;
- 6- de statuer sur l'opportunité de l'état d'urgence et de l'état de siège, d'arrêter avec l'Exécutif les garanties constitutionnelles à suspendre et de se prononcer sur toute demande de renouvellement de cette mesure;
- 7- de concourir à la formation du Conseil Électoral Permanent, conformément à l'article 192 de la Constitution;
- 8- de concourir à la nomination d'un Président Provisoire, conformément à l'article 149 de la Constitution
- 9- de concourir à la formation du Conseil Constitutionnel, conformément à l'article 190bis.1 de la Constitution;
- 10- de recevoir, à l'ouverture de chaque session, le bilan des activités du Gouvernement.

**Les articles 111.5, 111.6 et 111.7 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**Il est ajouté un article 119.1 qui se lit comme suit :**

Le Pouvoir Exécutif peut solliciter le bénéfice de l'urgence dans le vote d'un projet de loi.

Dans le cas où le bénéfice de l'urgence sollicité est obtenu, le projet de loi est voté article par article toutes affaires cessantes.

**L'article 127 se lit désormais comme suit :**

Nul ne peut en personne présenter des pétitions à la tribune du Pouvoir législatif. Toute pétition adressée au Pouvoir Législatif doit donner lieu à une procédure réglementaire permettant de statuer sur son objet.

**L'article 129.6 se lit désormais comme suit :**

Le Pouvoir Législatif ne peut prendre, à l'endroit du Premier Ministre plus d'un vote de censure par an.



Tout Premier Ministre ayant obtenu un vote de confiance ne peut être interpellé que dans un délai de six (6) mois après ce vote de confiance.

L'échec d'une motion de censure, soumise au vote dans une des deux Chambres, à l'endroit du Premier ministre équivaut à un vote de confiance.

**L'article 134 se lit désormais comme suit :**

Le Président de la République est élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des votants, établie à partir des votes valides conformément à la loi électorale. Si cette majorité n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé à un second tour. Seuls peuvent s'y présenter les deux (2) candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour.

**Il est ajouté un article 134bis qui se lit comme suit :**

A l'occasion des élections, le candidat à la Présidence le plus favorisé au premier tour n'ayant pas obtenu la majorité absolue est déclaré vainqueur dans le cas où son avance par rapport à son poursuivant immédiat est égale ou supérieure à vingt-cinq pour cent (25%).

**L'article 134.2 se lit désormais comme suit :**

L'élection présidentielle a lieu le dernier dimanche d'octobre de la cinquième année du mandat présidentiel.

Le président élu entre en fonction le 7 février suivant la date de son élection. Au cas où le scrutin ne peut avoir lieu avant le 7 février, le président élu entre en fonction immédiatement après la validation du scrutin et son mandat est censé avoir commencé le 7 février de l'année de l'élection.

**L'article 135 se lit désormais comme suit :**

Pour être élu Président de la République d'Haïti, il faut:

- 1- être haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité haïtienne et ne détenir aucune autre nationalité au moment de l'inscription ;
- 2- être âgé de trente-cinq (35) ans accomplis au jour des élections;
- 3- jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour crime de droit commun;
- 4- être propriétaire en Haïti d'un immeuble au moins et avoir dans le pays une résidence habituelle;
- 5- résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives avant la date des élections ;
- 6- avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics.



**L'article 137 se lit désormais comme suit :**

Le Président de la République choisit un Premier Ministre parmi les membres du Parti ayant la majorité absolue au Parlement. La majorité est établie sur la base des résultats électoraux des élus dans chacune des deux Chambres. A défaut de cette majorité, le Président de la République choisit le Premier Ministre en consultation avec le Président du Sénat et celui de la Chambre des Députés.

**L'article 141 se lit désormais comme suit :**

Le Président de la République, nommé, après délibération en Conseil des Ministres, puis approbation du Sénat, le commandant en chef des Forces Armées d'Haïti, le commandant en chef de la Police Nationale, les Ambassadeurs et Consuls généraux et les conseils d'administration des organismes autonomes.

**L'article 149 se lit désormais comme suit :**

En cas de vacance de la Présidence de la République soit par démission, destitution, décès ou en cas d'incapacité physique ou mentale permanente dûment constatée, le Conseil des Ministres, sous la présidence du Premier Ministre, exerce le Pouvoir Exécutif jusqu'à l'élection d'un autre Président.

Dans ce cas, le scrutin pour l'élection du nouveau Président de la République pour le temps qui reste à courir a lieu soixante (60) jours au moins et cent vingt (120) jours au plus après l'ouverture de la vacance, conformément à la Constitution et à la loi électorale.

Dans le cas où la vacance se produit à partir de la quatrième année du mandat présidentiel, l'Assemblée Nationale se réunit d'office dans les soixante (60) jours qui suivent la vacance pour élire un nouveau Président Provisoire de la République pour le temps qui reste à courir.

**L'article 149.1 se lit désormais comme suit :**

Ce Président est réputé avoir complété un mandat présidentiel.

**Il est ajouté un article 149.2 qui se lit comme suit :**

Aucune procédure d'interpellation du Gouvernement ne peut être entamée durant les périodes d'empêchement temporaire du Président de la République ou de vacance présidentielle. Dans le cas où une telle procédure aurait été entamée avant la période, elle est suspendue.

**L'article 159 se lit désormais comme suit :**

Le Premier Ministre fait exécuter les lois. En cas d'absence, d'empêchement temporaire du Président de la République ou sur sa

demande, le Premier Ministre préside le Conseil des Ministres. Il a le Pouvoir réglementaire, mais il ne peut jamais suspendre, ni interpréter les lois, actes et décrets, ni se dispenser de les exécuter.

Son pouvoir réglementaire s'exerce par Arrêté du Premier Ministre.

**L'article 165 se lit désormais comme suit :**

En cas de démission du Premier Ministre, le Gouvernement reste en place pour expédier les affaires courantes jusqu'à la prise de fonction de son successeur.

En cas d'incapacité permanente dûment constatée du Premier Ministre ou de son retrait du poste pour raisons personnelles, le Président choisit un Premier Ministre intérimaire parmi les membres du cabinet ministériel en attendant la formation d'un nouveau Gouvernement dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours.

**Il est ajouté un article 172.1 qui se lit comme suit :**

Pour être nommé Ministre, il faut:

- 1- Etre haïtien et administrer la preuve d'avoir répondu à l'ensemble de ses obligations en tant que citoyen fiscalement domicilié en Haïti, y posséder des biens immobiliers pouvant garantir et protéger l'Etat et ne détenir aucune autre nationalité au moment de la nomination ;
- 2- être âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3- jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;
- 4- avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics.

**Les articles 183 et 183.1 de la Constitution de 1987 sont abrogés**

**Il est ajouté un article 184.2 qui se lit comme suit :**

L'administration et le contrôle du Pouvoir Judiciaire sont confiés à un Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire qui exerce sur les magistrats un droit de surveillance et de discipline, et qui dispose d'un pouvoir général d'information et de recommandation sur l'état de la magistrature.

Les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire sont fixées par la loi.

**Il est créé, au Titre VI sur les institutions indépendantes, un chapitre traitant du Conseil Constitutionnel :**

**Article 190bis-** Le Conseil Constitutionnel est un organe chargé d'assurer la constitutionnalité des lois. Il est juge de la constitutionnalité de la loi



des règlements et des actes administratifs du Pouvoir Exécutif. Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

**Article 190bis.1.-** Le Conseil Constitutionnel est composé de neuf (9) membres, dont trois (3) sont désignés par le Pouvoir Exécutif, trois (3) par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de chacune des deux chambres, trois (3) par le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire.

Le Conseil Constitutionnel comprend :

- a. trois magistrats ayant une expérience de dix (10) ans au moins, dont un (1) est désigné par le Pouvoir Exécutif, un (1) par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de chacune des deux chambres, un (1) par le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire;
- b. trois juristes de haut niveau, professeurs ou avocats ayant une expérience de dix (10) ans au moins, dont un (1) est désigné par le Pouvoir Exécutif, un (1) par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de chacune des deux chambres, un (1) par le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire
- c. trois personnalités de grande réputation professionnelle ayant une expérience de dix (10) ans au moins, dont un (1) est désigné par le Pouvoir Exécutif, un (1) par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de chacune des deux chambres, un (1) par le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire

**Article 190ter.-** Le Président de la République procède à la nomination des membres du Conseil Constitutionnel par Arrêté pris en Conseil des Ministres, conformément à l'article précédent.

**Article 190ter.1.-** Pour être membre du Conseil Constitutionnel il faut:

- être haïtien d'origine et ne détenir aucune autre nationalité au moment de la nomination ;
- être âgé de quarante (40) ans accomplis au jour de la nomination ;
- Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour crime de droit commun ;
- être propriétaire d'un immeuble en Haïti ou y exercer une industrie ou une profession ;
- Résider en Haïti depuis cinq (5) années consécutives avant la date de la nomination ;
- avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics ;
- être de bonne moralité et de grande probité.

**Article 190ter.2.-** La durée du mandat des membres du Conseil Constitutionnel est de neuf (9) ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil Constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois (3) ans.



Le Président du Conseil Constitutionnel est élu par ses pairs pour une durée de trois (3) ans. Il a voix prépondérante en cas de partage.

**Article 190ter.3.-** En cas de vacance au Conseil Constitutionnel, l'autorité de désignation pourvoit au remplacement pour le temps qui reste à courir dans un délai de trois (3) mois.

**Article 190ter.4.-** Les membres du Conseil Constitutionnel sont inamovibles pendant la durée de leur mandat. Ils ne peuvent être poursuivis ou arrêtés sans l'autorisation du Conseil Constitutionnel sauf en cas de flagrant délit.

Dans ce cas, le Président du Conseil Constitutionnel et le Président de la Cour de Cassation doivent être saisis immédiatement au plus tard dans les quarante huit (48) heures.

**Article 190ter.5.-** Le Conseil Constitutionnel veille et statue lorsqu'il est saisi :

- sur la constitutionnalité des lois avant leur promulgation ;
- sur la constitutionnalité des règlements intérieurs du Sénat et de la Chambre des Députés avant leur mise en application ;
- Sur les arrêtés.

Aux mêmes fins, les lois en général peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Président du Sénat, le Président de la Chambre des Députés, un groupe de quinze (15) députés ou de dix (10) sénateurs.

La loi détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ainsi que les autres entités habilitées à le saisir.

**Article 190ter.6.-** Le Conseil Constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois après avoir été saisi d'un texte de loi ordinaire. Ce délai est de quinze jours pour toute loi ou tout texte portant sur les droits fondamentaux et les libertés publiques. Toutefois, s'il y a urgence, à la demande du Gouvernement, du tiers du Sénat ou du tiers de la Chambre des Députés, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil Constitutionnel suspend le délai de promulgation.

**Article 190ter.7.-** Le Conseil Constitutionnel est appelé à se prononcer sur les conflits qui opposent le Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Législatif ou les deux branches du Pouvoir Législatif.

De même, il se prononce sur les conflits d'attribution entre les tribunaux administratifs, les tribunaux électoraux et les tribunaux judiciaires.

**Article 190ter.8.-** Lorsqu'à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soulevé une exception d'inconstitutionnalité, le Conseil Constitutionnel peut en être saisi sur renvoi de la Cour de Cassation.



Si la disposition est déclarée inconstitutionnelle, le Conseil Constitutionnel la renvoie au Parlement qui statue souverainement sur le cas. La nouvelle disposition est promulguée.

**Article 190ter.9.-** Une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être promulguée ni mise en application.

**Article 190ter.10.-** Une loi organique détermine l'organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, la procédure suivie devant elle, notamment les délais pour la saisine des contestations de même que les immunités et le régime disciplinaire de ses membres.

**L'article 192 se lit désormais comme suit :**

Le Conseil Electoral Permanent comprend neuf (9) Membres choisis comme suit :

1. trois (3) par le Pouvoir Exécutif;
2. trois (3) par la Conseil supérieur du Pouvoir Judiciaire ;
3. trois (3) par l'Assemblée Nationale avec une majorité de 2/3 de chacune des deux chambres.

**Les articles 206 et 206.1 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**Il est ajouté un article 207.2bis qui se lit comme suit :**

Dans l'exercice de ses fonctions, il accordera une attention spéciale aux plaintes déposées par les femmes, particulièrement en ce qui a trait aux discriminations et aux agressions dont elles peuvent être victimes notamment dans leur travail.

**L'article 211 se lit désormais comme suit :**

Il est créé un organisme public chargé de la régulation et du contrôle de qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sur tout le territoire. Cet organisme exerce son contrôle sur toutes les institutions publiques et non publiques travaillant dans ces deux domaines. Chaque année, il publie un rapport sur la qualité de la formation et établit une liste des institutions performantes. La loi détermine la dénomination, fixe le mode d'organisation et de fonctionnement de cet Organisme.

**L'article 217 se lit désormais comme suit :**

Les finances de la République comportent deux composantes : les finances nationales et les finances locales. Leur gestion respective est assurée par des organismes et mécanismes prévus à cet effet.

L'Exécutif est tenu de prévoir un mode de consultation des collectivités territoriales pour toute démarche intéressant les finances locales.

**L'article 218 se lit désormais comme suit :**



Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi. Aucune charge, aucune imposition, soit départementale, soit municipale, soit de section communale, ne peut être établie qu'avec le consentement de ces collectivités territoriales.

**L'article 220 se lit désormais comme suit :**

Aucune pension, aucune gratification, aucune allocation, aucune subvention, à la charge du Trésor Public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi. L'indexation des pensions versées par l'État sera établie suivant le rythme de l'augmentation des émoluments des fonctionnaires de l'État.

**L'article 223 se lit désormais comme suit :**

L'exécution de la Loi de finances est régie par les lois sur le budget et la comptabilité publique et est assurée par les services prévus par la loi.

Le contrôle de l'exécution de la Loi des finances est assuré par le Parlement, la Cour Supérieure des Comptes et toutes autres institutions prévues par la loi.

**L'article 227 se lit désormais comme suit :**

Le budget est voté par entité administrative suivant la classification établie par la loi.

**L'article 227.1 de la Constitution de 1987 est abrogé.**

**L'article 227.3 se lit désormais comme suit :**

Les comptes généraux et les budgets prescrits par l'article précédent, accompagnés du rapport de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif doivent être soumis aux Chambres Législatives par le Ministre chargé des finances dans les délais établis par la loi.

Il en est de même du bilan annuel et des opérations de la Banque Centrale, ainsi que de tous autres comptes de l'État.

**L'article 228 se lit désormais comme suit :**

Chaque année, le Pouvoir Législatif arrête:

- 1- Le compte des recettes et des dépenses de l'État pour l'année écoulée ou les années précédentes;
- 2- Le budget général de l'État.

**Les articles 228.2 et 229 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**Il est ajouté un article 234.1 qui se lit comme suit :**

L'Administration Publique Nationale est constituée de l'Administration d'État et de l'Administration des collectivités territoriales.



**Il est ajouté un article 253.1 qui se lit comme suit :**

Tant que la couverture forestière reste en deçà de 10% du territoire national des mesures d'exception doivent être prises en vue de travailler au rétablissement de l'équilibre écologique.

**Il est ajouté un article 256.1 qui se lit comme suit :**

L'État peut, si la nécessité en est démontrée, déclarer une zone d'utilité écologique.

**L'article 263 se lit désormais comme suit :**

- La Force Publique se compose de deux (2) corps distincts:
1. Les Forces Armées d'Haïti
  2. La Police Nationale d'Haïti.

**L'article 264 se lit désormais comme suit :**

Les Forces Armées d'Haïti comprennent les Forces de Terre, de Mer, de l'Air et les services techniques.

Les Forces Armées d'Haïti sont constituées pour garantir la défense et l'intégrité du territoire de la République

**L'article 264.1 se lit désormais comme suit :**

Les Forces Armées d'Haïti sont commandées effectivement par un Officier Général ayant pour titre Commandant en Chef.

**L'article 264.2 se lit désormais comme suit :**

Le Commandant en Chef des Forces Armées d'Haïti, conformément à la Constitution, est choisi parmi les officiers généraux en activité de service.

**L'article 265 se lit désormais comme suit :**

Les Forces Armées d'Haïti sont apolitiques. Leurs membres ne peuvent faire partie d'un groupement ou d'un parti politique et doivent observer la plus stricte neutralité.

**L'article 266 se lit désormais comme suit :**

Les Forces Armées d'Haïti ont pour attributions:

1. Défendre le pays en cas de guerre;
2. Protéger le Pays contre les menaces venant de l'extérieur;
3. Assurer la surveillance des frontières terrestres, maritimes et aériennes;
4. Prêter main forte sur requête motivée de l'Exécutif, à la Police au cas où cette dernière ne peut répondre à sa tâche;
5. Aider la nation en cas de désastre naturel;



6. Outre les attributions qui lui sont propres, les Forces Armées d'Haïti peuvent être affectées à des tâches de développement.

**L'article 267.1 se lit désormais comme suit :**

Tout militaire en activité de service, pour se porter candidat à une fonction élective, doit obtenir sa mise à la retraite ou sa démission deux (2) ans avant les élections.

**L'article 267.2 se lit désormais comme suit :**

La carrière militaire est une profession. Elle est hiérarchisée. Les conditions d'engagement, les grades, promotions, révocations, mises à la retraite, sont déterminés par les règlements des Forces Armées d'Haïti.

**L'article 267.3 se lit désormais comme suit :**

Le militaire n'est justiciable d'une cour militaire que pour les délits et crimes commis en temps de guerre ou pour les infractions relevant de la discipline militaire.

**Les articles 285, 285.1, 286, 287 et 288 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**Les articles 291, 292, 293, 293.1, 294 et 295 de la Constitution de 1987 sont abrogés.**

**Il est ajouté un article 295.1 qui se lit comme suit :**

Lors de la première composition du Conseil Constitutionnel, les trois premiers membres nommés sur la liste du Pouvoir Exécutif, de l'Assemblée Nationale, du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire le seront pour neuf (9) ans, les deuxièmes pour six (6) ans et les trois autres pour trois (3) ans.

**L'article 297 de la Constitution de 1987 est abrogé.**

Article 3.- Le présent amendement après publication au Journal Officiel Le Moniteur entre en vigueur après l'installation du futur Président de la République le 14 mai 2011.





Donné à l'Assemblée Nationale, le 9 mai 2011, An 208<sup>ème</sup> de l'Indépendance.

  
Sénateur Jean Rodolphe JOSEPH  
Président de l'Assemblée Nationale  


  
Député Solange ACINTHE  
Vice-Président de l'Assemblée Nationale  


  
Sénateur Pierre Franky EXIUS  
Premier Secrétaire

  
Député Guy Gérard GEORGES  
Premier Secrétaire

  
Sénateur Mélius HYPOLITE  
Deuxième Secrétaire

  
Députée Marie Jossie ETIENNE  
Deuxième Secrétaire







Liberté

Égalité

Fraternité

## ASSEMBLÉE NATIONALE

 Réf.: ~~SRH-PS-JRJ/49-0046~~

 Port-au-Prince, le ~~17 mai 2011~~

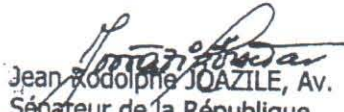
Monsieur le Président de la République,

Le Bureau de l'Assemblée Nationale a l'honneur de vous adresser ses meilleures félicitations pour votre accession à la tête de la magistrature suprême de l'Etat.

Il saisit l'occasion pour vous informer qu'en parcourant la loi constitutionnelle publiée dans le Moniteur du vendredi 13 mai 2011, le Bureau a relevé d'importantes erreurs matérielles au niveau des articles suivants : 63, 68, 78, 92, 92-1, 92-3, 94-3, 94-4, 94-5, 94-6, 95 et 190 bis.1 qui endommagent gravement le texte voté en Assemblée Nationale.

En conséquence, le Bureau de l'Assemblée Nationale vous saurait gré de bien vouloir faire publier dans le journal officiel Le Moniteur une reproduction pour erreurs matérielles de la loi constitutionnelle portant amendement de la Constitution de 1987. Vous voudrez bien trouver ci-joint le texte original.

Assuré que vous comprendrez le bien-fondé de sa démarche et que suite diligente lui sera accordée, le Bureau de l'Assemblée Nationale vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de sa très haute considération.

  
 Jean-Rodolphe JOAZILE, Av.  
 Sénateur de la République  
 Président de l'Assemblée Nationale

Son Excellence  
 Joseph Michel MARTELLY  
 Président de la République  
 Palais national.

Palais Législatif • Cité de l'Exposition • Port-au-Prince, Haïti (W.I.)  
 Tél.: (509) 223-0842 - 222-7170 - 222-3076 - 222-4129 - 222-1719 • Fax (509) 222-8902 - 222-1717